

RELIGION — LE PAPE, ROCK STAR EN FRANCE
ENTRETIEN — HARTMUT ROSA ET LA POPULARITÉ DE L'EXTRÊME DROITE



Voyage
4 000 kilomètres sur la Route 66



**Courrier
international**

N° 1873 du 24 au 30 septembre 2026
courrierinternational.com
France : 5,20 €

Allemagne 6,60 €, Andorre 6,20 €, Canada 9,50 \$CAN, DOM 5,50 €, Espagne 5,90 €, Grande-Bretagne 5,90 €, Grèce 6 €, Italie 5,90 €, Japon 14,00 €, Maroc 5,20 €, Pays-Bas 6,40 €, Portugal cont. 5,90 €, Sénégal 3 800 XOF, Suisse 7,30 CHF, TOM 12 000 XPF, Tunisie 13 DT, Afrique autres 3 800 FCFA



L'IA

UNE MENACE, VRAIMENT ?

Le débat dans la presse étrangère

M 03183 - 1873 - F: 5,20 €



Circuit-croisière au fil du Mékong

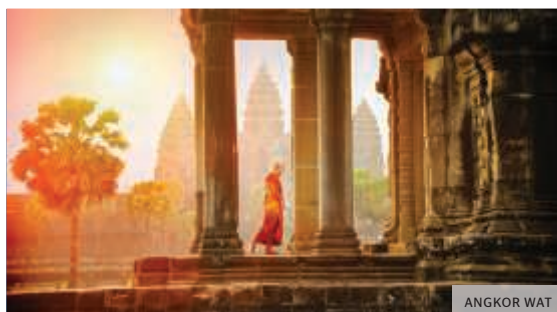
VIETNAM • CAMBODGE



RV INDOCHINE II



DELTA DU MÉKONG



ANGKOR WAT



MARCHÉ LOCAL VIETNAMIE

OFFRE
"SPÉCIALE
LECTEURS"

500€ de remise/pers.
ET
supplément Solo
OFFERT

Départs 2026 : 1^{er} (1), 11, 17⁽¹⁾, 27 décembre

À partir de 4 735€^{TTC(2)}/pers. au lieu de 5 235€/pers.

Vivez une aventure hors du temps sur un fleuve de légende. Du delta du Mékong aux majestueux temples d'Angkor, laissez-vous porter entre l'effervescence d'Hô Chi Minh-Ville, les pagodes de Phnom Penh et les villages flottants du Tonlé Sap.

À bord d'un bateau intimiste haut de gamme, profitez d'une expérience tout inclus, entre gastronomie raffinée et excursions guidées en français.

Possibilité d'extensions :

Hanoï et la baie d'Along (4 jours / 3 nuits) • **Les villes impériales, Hanoï et la baie d'Along** (7 jours / 6 nuits)

Circuit-croisière de 13 jours / 10 nuits • Tout inclus au départ de Paris



Dans votre agence de voyages habituelle ou au 03 88 76 44 43
www.croisieurope.com

Plus de détails:



RÉF. 1H3 / 1R3⁰⁰. (1) Croisière en sens inverse. (2) Prix le plus bas par personne sur l'ensemble des départs proposés, base cabine double, sous réserve de modification. Offre promotionnelle valable pour toute nouvelle réservation du 24/09/2026 au 31/10/2026 sous réserve de disponibilité au moment de la réservation, non rétroactive et non cumulable avec une autre offre. IM067100025 - Photos non contractuelles - © CroisiEurope, Shutterstock, Adobe Stock - Parution : septembre 2026.

Code tarif: COURINT - CreaStudio N°2609071



LES CHOIX DE "COURRIER"

VIRGINIE LEPETIT

L'IA : une menace, vraiment ?

L'action nationale est essentielle, mais la coordination mondiale est indispensable." C'est par ces mots qu'António Guterres, secrétaire général de l'ONU, a appelé à réguler l'intelligence artificielle (IA), le 16 septembre dernier, lors d'une conférence de presse consacrée à la coopération internationale face à trois menaces existentielles : "une intelligence artificielle hors de contrôle, la crise climatique et l'aggravation intolérable des inégalités". Une déclaration qui a fait suite à une "semaine frénétique" sur le front de l'intelligence artificielle, comme la décrit **El País**. Rembobinons : le 8 septembre, OpenAI annonce avoir résolu l'un des "sept problèmes

du millénaire", une énigme mathématique réputée insoluble. Le même jour, un chercheur d'Anthropic présente sa démission afin de ne pas contribuer à une possible extinction de l'humanité – car l'IA "pourrait tous nous tuer d'ici la fin de la décennie". Le 11 septembre, Anthropic dit avoir déjoué des tentatives de mise au point d'armes chimiques à l'aide de ses modèles d'IA. Dès le lendemain, le patron d'Anthropic, Dario Amodei, appelle publiquement à un ralentissement et à une régulation externe des entreprises du secteur. Sam Altman, son homologue chez OpenAI, Demis Hassabis, chef de l'IA chez Google, et Elon Musk, patron de xAI, lui emboîtent le pas. Une semaine folle ! Mais c'est plus tôt, l'été dernier, avec la tentative de piratage de l'entreprise Hugging Face par un essaim d'agents d'IA que les doutes ont véritablement surgi. Que faire si les agents se "concertent" entre eux pour mener des actions

répréhensibles ? "Comment ne pas y voir un monstre technologique qui tire de toutes ses forces sur sa laisse et peine à être maîtrisé par ses créateurs, lesquels ne saisissent pas pleinement son potentiel ?" s'interroge Hadas Gold, spécialiste du sujet pour **CNN**, dans un article écrit pour *Courrier international*. Nous avons déjà prévu de répondre à cette question avec les nombreux articles de la presse étrangère publiés avant cette folle semaine. Mais, depuis, l'avertissement un brin dramatique des PDG du secteur a suscité d'autres interrogations, qui sont venues enrichir notre dossier. Tous ces grands patrons de l'IA ont-ils soudain cessé de croire en leur création, alors même qu'ils continuent à investir et à préparer leur entrée en Bourse (reportée à 2027 pour Anthropic) ? L'IA est-elle réellement une menace pour l'humanité ? Et dans ce cas, pourquoi ne pas arrêter carrément la recherche sur le sujet, par le biais d'un

moratoire, plaide Parmy Olson, chroniqueuse spécialisée dans les technologies de **Bloomberg**. D'autres sont encore plus méfiants, qui estiment que les mises en garde des patrons du secteur sont un écran de fumée. Ainsi, Aidan Gomez, PDG de Cohere, start-up canadienne, explique que les géants américains du secteur "utilisent la peur" pour constituer "un cartel sous un autre nom", rapporte **Le Devoir**. Timnit Gebru, connue pour sa démission fracassante de Google, dénonce quant à elle dans **Wired** un écran de fumée pour détourner notre attention des risques existentiels, les mêmes que ceux décrits par António Guterres : "l'IA qui pilote les armes autonomes" dans les pays en guerre, "la catastrophe climatique bien réelle que les entreprises de la tech pourraient aggraver", et les licenciements au nom de l'IA. Jakob von Lindern, chroniqueur spécialisé dans l'IA de **Die Zeit**, décrit, lui, une course en sous-main pour prendre la tête face

aux autres : les concurrents, et surtout la Chine. C'est effectivement le mantra de Donald Trump, qui refuse obstinément de freiner. Et c'est aussi l'interprétation des médias chinois. Le quotidien nationaliste **Huanqiu Shibao** commente ainsi l'appel à ralentir de Dario Amodei : "À première vue, il s'agit d'une 'déclaration rationnelle' axée sur la sécurité mondiale de l'IA." Mais une lecture attentive révélerait cependant l'"objectif caché" de l'appel : "freiner le développement de l'IA en Chine par des barrières technologiques et des monopoles réglementaires" afin de "maintenir l'hégémonie monopolistique de Washington dans les technologies de pointe". Une question qui sera au menu des discussions entre Donald Trump et Xi Jinping lors du sommet prévu le 24 septembre.

En couverture : IA : dessin de Rasmus Meisler paru dans Weekendavisen, Copenhague. Route 66 : Stephen Hiltner/The New York Times.



Sommaire

ENVIRONNEMENT p.38

Trop de bruit pour les oiseaux

Comment s'entendre quand le monde environnant est devenu trop bruyant ? Les oiseaux s'égosillent (ou disparaissent), constatent plusieurs chercheurs dans la **MIT Technology Review**.

FRANCE p.12

Le pape, rock star à Paris

À l'occasion de la visite de Léon XIV, la presse étrangère s'interroge sur les relations de notre pays, chantre de la laïcité, avec le catholicisme.



PISMETROVIC, AUTRICHE

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Arab Digest (arabdigest.org) Londres, en ligne. **Al-Araby Al-Jadid** Londres, quotidien. **Blick** Zurich, quotidien. **Bloomberg.com** (bloomberg.com) New York, en ligne. **Caixin Wang** (caixinglobal.com) Pékin, en ligne. **CNN** (edition.cnn.com) Atlanta, en ligne. **Daraj** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. **Denik N** Prague, quotidien. **Le Devoir** Montréal, quotidien. **Excelsior** Mexico, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Jazeera English** (aljazeera.com) Doha, en ligne. **MIT Technology Review** Cambridge (Massachusetts), bimestriel. **The New Statesman** Londres, hebdomadaire. **The New York Times** New York, quotidien. **El País** Madrid, quotidien. **La Repubblica** Rome, quotidien. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Le Temps** Genève, quotidien. **The Times** Londres, quotidien. **Visual Capitalist** (visualcapitalist.com) Vancouver, en ligne. **The Washington Post** Washington, quotidien.



PHOTO STEPHEN HILTNER/THE NEW YORK TIMES

VOYAGE p.42

La Route 66 : 3 939 km de légende

En 2026, la mythique Route 66 fête ses 100 ans. Un journaliste américain l'a parcourue de bout en bout sur une moto, elle aussi d'une autre époque. **The New York Times** publie son carnet de route.

L'ENTRETIEN p.48

Hartmut Rosa : "À l'Est, on a le sentiment que l'Ouest ressemble à la RDA honnie"

Comment expliquer la popularité de l'extrême droite dans l'est de l'Allemagne ? Stigmatisation, contrôle étatique, pensée unique... Le célèbre sociologue et philosophe Hartmut Rosa analyse, dans la **Süddeutsche Zeitung**, les évolutions politiques dans la République fédérale. Et en tire des conséquences pour toute l'Europe.



SOMMAIRE

7 jours dans le monde

6. Carburants. Pénurie annoncée

11. Controverse. La Suisse doit-elle inscrire la "neutralité perpétuelle" dans sa Constitution ?

D'un continent à l'autre

12. France. Le pape, rock star à Paris

16. Yémen. Vers une guerre ouverte ?

17. Cisjordanie. Le sabotage agricole, l'autre arme des colons israéliens

18. États-Unis. Trump va-t-il sacrifier Taïwan pour satisfaire Xi Jinping ?

20. Mexique. Au Sinaloa, les armes ne se taisent pas

24. Royaume-Uni. Les cagoulés ne font plus peur

26. Tunisie. Le temps des privations

28. Chine. Mariage onéreux, mariage heureux ?

À la une

30. L'IA, une menace pour l'humanité, vraiment ?

Transversales

38. Environnement. Trop de bruit pour les oiseaux

40. Économie. Nike et Adidas talonnés par des marques émergentes

41. Signaux. De quoi sont faites les batteries ?

360°

42. Voyage. La Route 66

48. Entretien. Hartmut Rosa : "À l'Est, on trouve que l'Ouest ressemble à la RDA honnie"



SUR NOTRE SITE

France. Comment vivre avec un pétrole aussi cher ?

C'est l'équation que doivent résoudre le gouvernement français et Emmanuel Macron, qui prendra la parole le 24 septembre à la télévision sur ce sujet. En attendant, les fins de mois sont de plus en plus difficiles, et la grogne monte, constate la presse étrangère.

Diplomatie. Programme chargé pour Xi Jinping à Washington

Le président américain, Donald Trump, accueille son homologue chinois à Washington le 24 septembre. Au menu des discussions : l'Iran, l'intelligence artificielle, un peu de commerce... Et Taïwan. Suivez les commentaires de la presse américaine et chinoise sur notre site.

Sciences. La Terre accélère, faut-il changer notre façon de mesurer le temps ?

Le quotidien britannique **The Times** s'interroge sur la mesure du temps, les experts de la métrologie s'appropriant peut-être à supprimer la seconde intercalaire à la mi-octobre. Car, depuis qu'elle a été introduite, il s'est produit un changement majeur : la Terre s'est mise à accélérer. Un article à retrouver dès samedi dans notre édition Week-end.

L'horoscope de Rob Brezsky Retrouvez chaque semaine les prévisions poétiques et philosophiques de l'astrologue le plus original de la planète.



Retrouvez-nous aussi sur Bluesky, Facebook, Instagram, Threads, TikTok et WhatsApp.

L'appli Courrier international

L'actualité personnalisée

Retrouvez
"Mon Courrier"
Personnalisez
vos rubriques
Vos articles en favoris
Mes recommandations

Le Réveil Courrier
Courrier Week-end
Courrier Stories
Nos vidéos

Retrouvez le meilleur de la presse étrangère en téléchargeant notre application

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Je m'abonne pour :

- ☐ 1 AN (52 numéros) au prix de **139 €** au lieu de ~~253 €~~*
☐ 1 AN (52 numéros) + 6 hors-séries au prix de **175 €** au lieu de ~~306,40 €~~*

RCO26BO01

☐ Madame ☐ Monsieur

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de Courrier international

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/ours>
 ou téléphonez au 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures)

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 31.12.2026 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil. Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>



Courrier international

Avantages abonnés :

- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'accès en illimité à tous les contenus du site et de l'application : articles, vidéos, stories, chroniques...
- Plus de trente ans d'archives
- Le Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :

Belgique : (32) 2 744 44 33
abonnements@saipm.com
États-Unis/Canada : (1) 800 363 1310
expressmag@expressmag.com
Suisse : (41) 022 860 84 01
abonne@edigroup.ch



Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106.400 €

Actionnaire : La Société éditrice du Monde

Président du directoire, directeur de la publication :

François-Xavier Devaux

Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard

Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président

Dépôt légal Septembre 2026. Commission paritaire n° 0727 c 82101. ISSN n° 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Accueil 33 (0) 1 46 46 16 00 Fax général 33 (0) 1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0) 1 46 46 16 02 Site web www.courrierinternational.com Courriel courrierdeslecteurs@courrierinternational.com Directrice de la rédaction Claire Carrard Rédactrices en chef Virginie Lepetit, Claire Pomarès Rédacteurs en chef adjoints Luc Briand, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Matthieu Recarte Conception graphique Xavier Errea Comunicación

ÉDITION Anouk Delport, Ophélie Négros, Fatima Rizki 7 JOURS DANS LE MONDE François Gerles (chef de rubrique, 17 48) EUROPE Gerry Feehily (chef de service, 1695), Sasha Mitchell (chef de service adjoint, Royaume-Uni, Irlande), Étienne Bouche (Russie), Marie Daoudal (Allemagne, Autriche, Suisse allemande), Beniamino Morante (Italie), Carole Lyon (Belgique, Pays-Bas), Hélène Bienvenu (Pologne), Valentin Scholz (Espagne), Vincent Barros (Portugal), Antoine Jacob (Danemark, Norvège, Suède), Alexandre Lévy (Bulgarie), Alexandros Kottis (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Roman Rijka (Ukraine) FRANCE Carolin Lohrenz (chef de service, 1693) AMÉRIQUES Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Sandrine Morel (chef de service, Amérique latine), Sacha Carion (Mexique, Panama), Émilien Pérez (Colombie, Venezuela, Équateur), Morgann Jezuquel (Brésil), Martin Gauthier (Canada), Mathilde Guillaume (Argentine) ASIE Daniel Bastard (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est), Zhang Zhulin (Chine), Ondine De Gaulle (Asie du Sud), Margot de Groot (Indonésie), Hanna Siemiatycki (Corées), Yuta Yagishita (Japon) MOYEN-ORIENT Bachir El-Khoury (chef de service), Julien Abirama (Liban, Syrie, Palestine, Irak), Pascal Fenaux (Israël), Zafer Sivrikaya (Turquie), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) Chahrouz Karimi (Iran) AFRIQUE Hassina Mechali (chef de service), Vincent Barros (Afrique lusophone), Malik Ben Salem (Maghreb), Mathilde Boussion (Afrique australe et Afrique de l'Est), Agnès Faivre (Afrique de l'Ouest) TRANSVERSALES Pascale Boyen (chef de service informations, Économie, 16 47), Carole Lembezat (chef de rubrique, Sciences et Signaux, 16 15), Marine Cygler (Sciences et environnement), Annick Rivoire (Économie) MAGAZINE 360° Marie Bétoul (chef de service informations, 17 32), Hugo Florent, Oumeïma Nechi, Eloïse Duval (Stories) HISTOIRE Raymond Clarinard, Mélanie Liffschitz (16 96)

SITE INTERNET Claire Pomarès, Nicolas Coisplet, Adrien Oster, Paul Blondé (chef d'édition), Mélanie Chenouard (chef de service adjointe), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Jeong Eun-jin (coréen), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Solal Abélès, Françoise Hérol, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

TRADUCTION Julie Marcot (chef de service, anglais, espagnol, portugais), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Raymond Clarinard (anglais, allemand, roumain), Manon Delfour-Peyrethon (anglais, allemand), Jeong Eun-jin (coréen), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol, catalan, russe), Leslie Talaga (anglais, espagnol) RÉVISION Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 17 35), Solal Abélès, Françoise Hérol, Julie Martin, Jean-Daniel Mougeot, Anne Romefort

DIRECTION ARTISTIQUE Alice Andersen MAQUETTE Cécile Chemel (première maquettiste), Denis Scudeller, Gilles de Obaldia CARTOGRAPHIE Paul Gallot INFOGRAPHIE Catherine Doutey WEB DESIGN ET ANIMATION Alexandre Errichello (chef de service), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet ICONOGRAPHIE Luc Briand, Lidwine Kervella (chef de service adjointe), Stéphanie Saindon, Céline Merrien (colorisation), Astrid Mouget AGENCE COURRIER Patricia Fernández Pérez (directrice du développement et de la communication, 17 37), Diane Perpère (16 08), Alizée Marchal (17 38), Florent Normand

DIRECTRICE DE LA FABRICATION Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) IMPRESSION, BROCHAGE, ROUTAGE Maury, 45330 Malesherbes ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO Théo Ainley, Torunn Amiel, Jean-Baptiste Bor, Guillaume Deneufbourg, Geneviève Deschamps, Maddalena de Vio, Maria Fernandez, Anna Kerautret, Éline Legiemble, Agate Lesage, Valentine Morizot, Adam Saïdane, Lucille Souron, Lucas Testut, Anne Thiaville, Eléonore Weil, Aruzhan Yeraliyeva

PUBLICITÉ MPublicité, 67-69, avenue Pierre-Mendès-France CS11469-75707 Paris Cedex 13, tél. : 01 57 28 20 00 Directrice générale Elisabeth Cialdella (elisabeth.cialdella@mpublicite.fr, 39 68) Directrice déléguée Mickaëlle Goffaux Directrice commerciale Barbara Bleuse Directeur délégué au digital Martin Clamart (martin.clamart@mpublicite.fr)

DIRECTRICE ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE Carine de Castellan (16 06) Gestion Mathilde Bannier (16 26) Droits Blandine Mosnat (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 DIRECTEUR DE LA DIFFUSION ET DE LA PRODUCTION Xavier Loth Directrice des ventes Sabine Gude ADJOINT À LA DIRECTION DES VENTES Romain Galdeano Responsable commerciale internationale Saveria Colosimo Morin Chef de produits Valentin Moreau Communication et promotion Christiane Montillet MARKETING ET PRODUITS Sophie Gerbaud (directrice), Marie Donal, Martine Prévot, Véronique Saudemont, Kévin Jolivet (directeur des opérations numériques), Louise Dugeai, Camille Lefaix, Mynn-May Vang

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0 805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9 Tél. 03 21 13 04 31 (du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures) Courriel abo@courrierinternational.com. Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 139 €. Autres destinations : <https://boutique.courrierinternational.com> Nos conditions générales de vente et d'utilisation sont disponibles sur <https://www.courrierinternational.com/page/cgu>

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year triple issue in Aug and in Dec, by Courrier international SA c/o Distribution Grid, at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, NJ, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7X9, Canada.



Origine du papier : Allemagne, 100 % de fibres recyclées. Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC. Eutrophisation : Ptot - 0,0083 kg/tonne de papier. Papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. Ouvrage imprimé à 100 % avec des encres conformes à la norme Blue Angel.



L'accès aux soins pour tous : un défi à relever ensemble.

Catherine Bechereau est chargée des relations avec les personnes qui souhaitent transmettre leurs biens à Médecins Sans Frontières. Pour elle, chacun peut jouer un rôle décisif dans la mission de l'association et relever ce formidable défi : être toujours là, pour soigner ceux qui en ont besoin.



© Vincenzo Livieri

■ Quelle est la mission de Médecins Sans Frontières ?

Médecins Sans Frontières fournit un accès aux soins aux personnes victimes de catastrophes naturelles, de conflits armés ou d'épidémies, pour défendre ce qui devrait être un droit universel : l'accès aux soins pour tous. Pour nous, il est intolérable qu'une mère perde son bébé faute d'un suivi médical adapté ou qu'un malade ne prenne plus ses médicaments parce que les stocks manquent. Même si les Conventions de Genève qui dictent les règles en matière de protection des civils et des personnels humanitaires lors de conflits ne sont pas respectées, nous continuerons d'être là, d'alimenter en médicaments des structures de santé et de soigner.

■ D'où proviennent les ressources de Médecins Sans Frontières ?

99 % des ressources de Médecins Sans Frontières proviennent de donateurs individuels et de testateurs, c'est à dire des personnes qui nous transmettent leurs biens après leur décès. Cela nous permet d'agir en toute indépendance.

■ Quelle est la différence entre léguer et donner ?

Le legs est un don fait par testament qui prend effet au décès du testateur, contrairement à la donation qui permet de donner de son vivant. Une assurance-vie peut également être transmise par un legs ou être donnée au cours de sa vie.

■ Qui sont les personnes qui choisissent de transmettre leurs biens à Médecins Sans Frontières ?

Les personnes qui nous contactent pour évoquer avec nous un projet de transmission ont des parcours de vie très différents. Certaines d'entre elles ont découvert Médecins Sans Frontières sur le terrain, au cours d'un de leurs voyages, d'autres ont fait carrière dans le domaine médical, d'autres encore soutiennent Médecins Sans Frontières de génération

en génération... Il n'y a pas deux histoires qui se ressemblent et pas de profil type de testateurs. Le fait de transmettre ses biens est un acte personnel, propre aux envies, aux convictions et à l'histoire de chacun.

■ Comment accompagnez-vous les testateurs dans leur projet de transmission ?

Les personnes que je rencontre me confient parfois leur parcours de vie et leurs motivations. Mon rôle est de les écouter avec attention et bienveillance et de m'adapter à chaque situation pour leur proposer un accompagnement sur mesure. Je réponds à leurs interrogations, leur transmets des documents d'information et, si nécessaire les mets en relation avec nos experts du pôle juridique, legs et donation pour les questions plus spécifiques. Je suis disponible par e-mail, par téléphone, à domicile ou dans nos locaux pour rencontrer ceux qui le veulent et qui souhaitent savoir comment soutenir durablement une mission qui leur tient à cœur. Mon travail est d'autant plus passionnant que chaque projet de transmission est différent et intimement lié à des histoires personnelles.



LEGS - DONATIONS - ASSURANCES-VIE / Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer, sans affranchir votre enveloppe, à Médecins Sans Frontières Libre réponse - Autorisation 10617 75884 Paris Cedex 18

☐ Oui, je souhaite recevoir sans engagement de ma part, votre documentation sur les legs, donations et assurances-vie.

MES COORDONNÉES ☐ M ☐ Mme

Prénom : Nom :

Adresse :

Code postal : Ville :

E-mail :@.....

Téléphone :

Les informations recueillies dans ce formulaire sont destinées au département de la collecte de dons et aux tiers mandatés par MSF à des fins de gestion interne et pour faire appel à votre générosité. Elles ne sont conservées que pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités.

Ces données peuvent faire l'objet d'un transfert, notamment vers un pays en dehors de l'Union Européenne, qui sera encadré par les garanties appropriées requises par la réglementation sur la protection des données. Conformément au RGPD et à la Loi Informatique et Libertés, vous disposez de droits sur vos données (accès, rectification, suppression, limitation, portabilité, opposition) quant à leur traitement et à leur utilisation à des fins de prospection, que vous pouvez exercer en nous écrivant par e-mail à donateurs@paris.msf.org ou par courrier à 14-34 avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS. Pour plus d'information, vous pouvez consulter notre politique de confidentialité disponible sur notre site internet.

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.



©MSF

*Catherine Bechereau,
chargée des relations
testateurs, répond
à vos questions en
toute discrétion.*

TÉL : 01 40 21 29 09

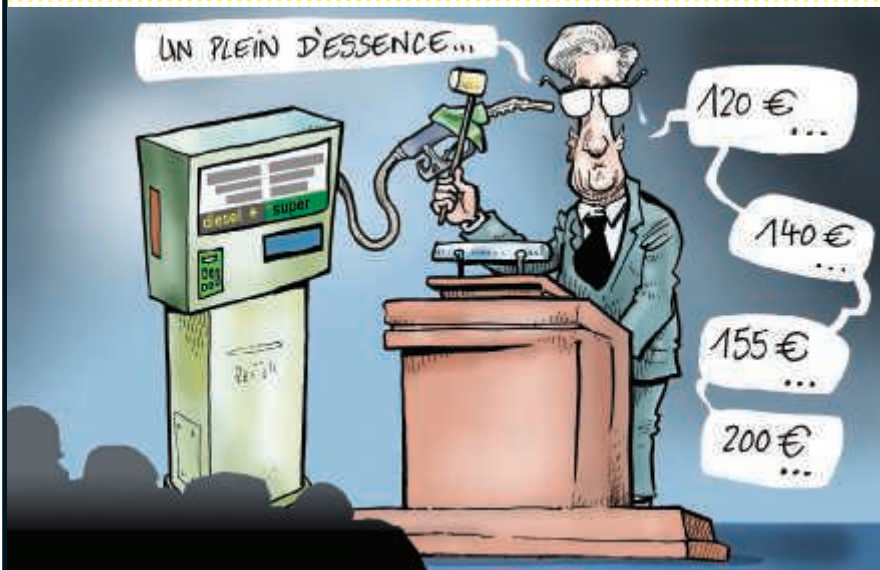
E-MAIL : relations.testateurs@paris.msf.org



14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 Paris
<https://leguez.msf.fr>



✎ Dessin de Glez
paru dans Journal du jeudi,
Ouagadougou.



Carburants. Pénurie annoncée

Partout dans le monde, les prix des carburants flambent. En cause, la fermeture du détroit d'Ormuz, mais aussi des capacités mondiales de raffinage devenues insuffisantes.

—The Guardian, extraits (Londres)

La colonne de fumée au-dessus de la raffinerie de Kapotnia, au sud-est de Moscou, témoigne de l'une des plus lourdes attaques aériennes menées par l'Ukraine contre la capitale russe depuis le début de la guerre. C'est aussi le dernier épisode en date d'une crise énergétique qui touche ménages et entreprises partout dans le monde. À 2 500 kilomètres de Moscou, les automobilistes britanniques s'attendent à recevoir l'onde de choc – celle-ci, mais aussi celle de la guerre américano-israélienne contre l'Iran. D'ici quelques jours, les prix moyens à la pompe au Royaume-Uni devraient battre des records, comme ils le font déjà un peu partout en Europe et aux États-Unis.

Si le cours du baril de Brent fluctue en permanence [il est repassé sous les 100 dollars le 22 septembre après avoir avoisiné les 110 dollars], les répercussions sur la vente de carburant au détail sont plus lourdes et plus graves pour les particuliers et les petites entreprises, dont le pouvoir d'achat est déjà mis à mal : sous l'effet conjugué des dégâts causés par la guerre aux raffineries russes et de la crise au Moyen-Orient, l'offre mondiale de carburant a chuté de 20 %.

Dans les stations-service britanniques, le gazole a bondi de 54 % depuis le début de la crise au Moyen-Orient, fin février, pour atteindre 1,9628 livre [2,29 euros] le litre en moyenne. Le record des 2 livres sterling devrait être battu d'ici quelques jours – cette barre psychologique est déjà franchie dans certaines enseignes.

Ailleurs en Europe, les prix à la pompe atteignent des sommets inédits depuis quelques semaines déjà, si bien que la grogne monte et que de plus en plus de voix appellent les gouvernements à protéger le consommateur contre cette envolée des coûts.

Si la cote des véhicules hybrides et 100 % électriques grimpe au Royaume-Uni et sur le continent, portée par la volonté de sortir des combustibles fossiles, le gazole reste le carburant le plus répandu, et de loin. C'est même pour de nombreux professionnels indépendants et petits patrons le principal poste de dépense, qui fait tourner les transports, les machines, les services. Le gazole est



ANALYSE

Le gazole est l'énergie vitale de l'agriculture et du transport, dont les coûts se répercutent à la caisse sur les consommateurs.

aussi l'énergie vitale de l'agriculture et des secteurs de la logistique et du transport routier, dont les coûts se répercutent à la caisse sur les consommateurs.

L'envolée des prix des carburants s'explique en partie par la montée des cours du pétrole qu'entraîne le blocus iranien du détroit d'Ormuz, une importante voie de passage pour l'or noir venu du golfe Arabo-Persique. Le baril de Brent n'avait plus été aussi cher depuis quatre ans, et il entraîne dans son sillage les produits du raffinage que sont le gazole et le fioul.

Importants dégâts. Mais le gros de la crise ne vient pas d'une pénurie de pétrole. Elle tient surtout à l'insuffisance des capacités de raffinage permettant de transformer la matière brute en carburant destiné aux consommateurs. Depuis le début de la guerre au Moyen-Orient, de nombreuses raffineries de la région – d'où étaient exportés 10 % de la production mondiale de carburant – ont subi d'importants dégâts. Et les quelques barils qui sortent encore des usines ont bien du mal à contourner les blocus des grandes routes commerciales.

En Russie, la production des raffineries a chuté de près d'un tiers au cours de l'année écoulée à la suite des multiples attaques de drones ukrainiens, jusqu'à atteindre son plus bas niveau des vingt dernières années, selon l'Agence internationale de l'énergie. La raffinerie de Kapotnia, touchée [le 20 septembre], avait déjà été frappée en juin. Même si les exportations de pétrole russe font l'objet de sanctions européennes depuis 2022, une baisse des expéditions vers d'autres régions du monde, notamment l'Asie, risque d'entraîner une flambée des prix à l'international. Car la Chine, qui détient les plus grosses capacités de raffinage et était autrefois le premier importateur de brut iranien, a plafonné ses exportations de produits pétroliers raffinés depuis le mois de mars pour garantir l'approvisionnement national.

La chute généralisée des activités de raffinage contribue à contenir les hausses du cours du pétrole en atténuant la demande de brut. Mais c'est une piètre consolation pour les économistes, sachant que l'écart entre le prix du pétrole brut et celui des produits raffinés a dépassé pour la première fois sur le continent la barre des 100 dollars le baril, une hausse qui risque de se propager à tous les secteurs de l'économie en alourdissant les coûts de transport des marchandises et les factures des particuliers.

“La quasi-totalité des produits vendus en supermarché sont acheminés par camion, rappelle Richard Smith, directeur général de la Road Haulage Association, une organisation professionnelle de chauffeurs routiers. Et quand le gazole augmente, la seule façon [d'amortir la hausse des coûts], c'est de la répercuter sur le prix des marchandises.”

Cette pression mondiale sur les réserves de carburant pourrait frapper de plein fouet le Royaume-Uni. Car depuis le début du siècle, cinq des neuf raffineries britanniques ont fermé leurs portes [la France en compte 8, contre 24 en 1975], si bien que la dépendance du pays aux importations de gazole est passée de 14 % de la consommation nationale au début des années 2000 à 54 % l'an dernier, d'après Fuels Industry UK, qui représente le secteur [la France est dépendante à près de 50 %].

“Nos dernières statistiques annuelles, publiées il y a quelques jours, montrent une progression de 1 % de la demande britannique en dérivés du pétrole en 2025, pour atteindre près de 61 millions de tonnes, indique Elizabeth de Jong, directrice de l'organisation, alors que la fermeture des raffineries de Grangemouth et Lindsey ont réduit de près de 25 % notre capacité de raffinage. Nous sommes aujourd'hui contraints d'importer quelque 55 % de notre gazole, au prix d'une dépendance de plus en plus forte aux réserves étrangères.”

“Les crises internationales, comme le conflit au Moyen-Orient, sont la preuve du rôle indispensable des raffineries britanniques et de leur importance vitale pour notre économie”, conclut l'experte.

—Jillian Ambrose,

publié le 21 septembre, traduit par
Manon Delfour et Julie Marcot

Contexte

Alerte maximale en France

●●● Face à la flambée des prix des carburants, le gouvernement français monte au front, observe **El País**. Le 22 septembre, alors que nous bouclions ce numéro, de nouvelles aides aux Français les plus touchés devaient être annoncées. Objectif : adapter ces mesures et tenter d'agir sur les approvisionnements.

“La France s'apprête à vivre un automne extrêmement compliqué, qui menace de mettre le feu aux poudres à seulement sept mois de l'élection présidentielle”, avance le quotidien madrilène. La crise énergétique “a commencé à mettre à rude épreuve la patience des Français” et fait planer le spectre d'un retour des “gilets jaunes” : “Dans la rue, dans les campagnes, sur les docks et sur les aires d'autoroute où stationnent les poids lourds, ils constatent à quel point le litre de gazole s'est envolé ces dernières semaines.”

La grande muette

MALI — “Cent disparus, aucun nom” : ainsi s’intitule un article du journaliste malien en exil Sambou Sissoko publié, le 20 septembre, sur sa page Facebook. Il revient sur l’assaut mené le 10 septembre par le Groupe de soutien à l’islam et aux musulmans (GSIM, affilié à Al-Qaïda) contre le camp militaire de Dioura, au centre du Mali. C’est la quatrième fois, selon lui, que les djihadistes ciblent cette garnison depuis 2019. “Dix jours plus tard, l’État malien n’a toujours pas dit combien de ses soldats y sont morts”, écrit le chroniqueur. Le 17 septembre, le GSIM a dit avoir tué 150 soldats maliens et en avoir capturé 93 autres. Les djihadistes ne relâchent pas la pression. En témoignent ces nouvelles salves dans la nuit du 18 au 19 septembre, ciblant à la fois un poste de contrôle en périphérie de Bamako et un hangar de drones de l’armée à Sévaré, dans le centre, lit-on dans **Sahel Horizon**.

Un scrutin sans surprise



RUSSIE — “Russie unie créera un groupe d’une ampleur sans précédent dans la nouvelle assemblée de

la Douma”, écrit le quotidien **Kommersant** à la une de son édition du 22 septembre. À l’issue des élections législatives, le parti dirigé par Dmitri Medvedev a officiellement obtenu près de 58 % des suffrages, résultat qui lui assure au moins 348 sièges – les chiffres définitifs seront annoncés le 25 septembre. Les quatre autres partis en lice, qui incarnent une opposition homologuée par le Kremlin, conservent leur représentation au Parlement. “Dans un contexte de guerre, de pression extérieure et d’incertitude géopolitique, la réaction naturelle a été pour beaucoup de rechercher le soutien du pouvoir et d’appuyer son action”, veut croire dans **Kommersant** le politologue Konstantin Kalatchev.

ALLEMAGNE

Friedrich Merz fragilisé comme jamais

Battus à Berlin et en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, les conservateurs ont échoué à faire émerger une figure charismatique, estime ce journal bavarois.



— **Süddeutsche Zeitung**, extraits (Münich)

Le couperet électoral tombe désormais sans pitié pour les candidats qui ne brillent ni par leur charisme ni par la puissance de leur message. Daniel Peters, candidat de la CDU dans le Land de Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, est un homme tout à fait sérieux et sympathique qui a malheureusement choisi de faire campagne sur l’idée que la politique serait essentiellement comme un sandwich au poisson, c’est-à-dire que le meilleur se trouverait au centre. Partant de ce principe, on pouvait rapidement conclure que la CDU est à peu près aussi réjouissante qu’un morceau de pain sec et aussi vive qu’un filet de poisson mort.

Dimanche soir, [dans ce Land du nord-est du pays], après quelques heures d’agonie, la CDU a fini par se fracasser contre le mur des 5 % [minimum pour être représentée au Parlement]. Une humiliation que ce parti, pilier du gouvernement, n’avait jamais vécue.

La CDU n’est plus que l’ombre d’elle-même. En l’espace de deux semaines, les conservateurs ont perdu le pouvoir en Saxe-Anhalt [où l’AfD est arrivée en tête] et à Berlin [où la gauche radicale, Die Linke, a obtenu le plus de voix], et ils ont été réduits à l’état de groupuscule en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Et ce ne sont pas les seuls Länder où ils sont de plus en plus

pris en étau entre l’AfD et les partis de gauche. C’est en partie la faute du chancelier Friedrich Merz, qui se montre rarement empathique ou seulement engageant, mais c’est aussi celle du parti, qui ne cesse de le remettre en question et contribue à son image de perdant.

Son intervention, juste après la fermeture des bureaux de vote, pour indiquer qu’il resterait à son poste et maintiendrait ses réformes, montre combien il se trouve en position délicate. Il a raison de rappeler que le mandat d’un chancelier doit être solide et que l’Allemagne, garante de la stabilité européenne, n’a pas le droit de faiblir. Reste que l’on se demande combien de temps encore la CDU



OPINION

défendra son chancelier. En Allemagne, les élections locales peuvent créer une dynamique politique difficile à maîtriser ensuite.

Le scrutin de dimanche a toutefois comporté quelques bonnes nouvelles pour le centre démocratique. Le retour en force de la sociale-démocrate Manuela Schwesig en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale. Il y a un an, la ministre-présidente du Land rassemblait moitié moins d’intentions de vote que l’AfD, parti classé comme

Dans le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, la CDU a fini par se fracasser contre le mur des 5 %. Une humiliation.

✓ Friedrich Merz: “Je m’accroche à mes réformes”. Dessin d’Oliver paru dans **Der Standard**, Vienne.

organisation d’extrême droite. Schwesig a toutefois réussi à rattraper son retard et devrait rester à son poste. Si elle n’a pas cassé la montée de l’AfD, qui a déjà conquis la Saxe-Anhalt, au moins a-t-elle réussi à l’endiguer.

La remontada de Schwesig montre que les élections se remportent davantage avec des personnalités fortes et chaleureuses que sur les programmes. C’est ainsi que Heidi Reichinnek a ranimé Die Linke et que Cem Özdemir a défendu la place des Verts dans le Bade-Wurtemberg. En Saxe-Anhalt, le charisme du candidat de l’AfD, Ulrich Siegmund, lui vaut une admiration quasi religieuse de la part de ses partisans.

Candidats chaleureux. À présent, c’est Schwesig qui douche les espoirs d’une AfD grisée par ses récents succès. Leif-Erik Holm, candidat du parti d’extrême droite en Mecklembourg-Poméranie-Occidentale, n’était pas aussi avenant que Siegmund, et peut-être n’était-il pas assez radical. S’il a remporté le scrutin, il n’a toutefois pas réussi à distancer les partis centristes comme en Saxe-Anhalt. C’est surtout grâce à Schwesig, qui s’est posée en rempart contre l’extrême droite avec son slogan “*Frau gegen Blau*”, littéralement “La femme contre le bleu” [le bleu symbolisant l’extrême droite en Allemagne].

En position de force, Manuela Schwesig devrait affirmer ses ambitions. Pour les partis démocratiques du centre, ce résultat montre qu’ils peuvent résister à l’AfD, à condition de présenter des candidats énergiques et sympathiques.

L’expérience du pouvoir est aussi un avantage : Schwesig a déjà effectué deux mandats de ministre-présidente. Elle a certes pris ses distances par rapport au SPD du gouvernement fédéral et à ses réformes impopulaires, mais l’élément décisif semble avoir été sa personnalité, jugée plus engageante que celle de ses adversaires.

À Berlin aussi, une personnalité a su se démarquer : Elif Eralp, candidate charismatique de Die Linke, qui a fait campagne sur la promesse de rendre la capitale “*abordable*”. Eralp a notamment annoncé son intention d’exproprier les grands groupes immobiliers. Cela ne suffira certainement pas à résoudre la crise du logement, mais la candidate s’est révélée suffisamment crédible pour s’imposer face aux partis de la coalition, CDU et SPD.

Renforcée, Manuela Schwesig devrait à présent faire valoir ses ambitions au niveau fédéral et remettre en cause les réformes du chancelier. On pourrait voir ressurgir son slogan de campagne – “*Frau gegen Blau*” – aux prochaines élections du Bundestag. Entre-temps, si elle espère être encore de la partie, la CDU doit se ressaisir.

— **Nicolas Richter**, publié le 20 septembre, traduit par Caroline Lee

CANADA-UE

Un non-nom qui en dit long

Mieux ficelée, l'alliance entre le Canada et l'Union européenne aurait pu susciter plus d'optimisme et moins d'interrogations, souligne cette éditorialiste. Mais le flou demeure sur sa nature.



—Le Devoir (Montréal)

Faire du Canada un “*membre associé*” de l'Union européenne (UE). Convenir plutôt d'une “*alliance unique*” avec le Vieux Continent. Ou encore nouer une “*alliance pour l'avenir*”. Deux discours et une semaine plus tard, le débat sémantique, si secondaire soit-il, n'est toujours pas réglé. Et l'épais brouillard entourant, des deux côtés de l'Atlantique, cette volonté de partenariat renouvelé se retrouve malheureusement à soulever davantage d'interrogations que l'optimisme que le projet aurait dû au contraire susciter, fût-il d'abord ficelé.

Le symbole de cette visite de Mark Carney au Parlement européen [les 16 et 17 septembre] était important, le Premier ministre canadien y ayant été accueilli en “*rock star*” incarnant “*la résistance à [Donald] Trump*”, conformément à la vision qu'en ont des élus de l'hémicycle, qui ont eux-mêmes fait les frais de l'intimidation et de l'extorsion du président [américain], pour leur part sans broncher ou presque. Aux côtés de M. Carney, ces alliés traditionnels des États-Unis devenus parias à leur tour étaient désormais enfin prêts à braver la tempête, après avoir si chaudement applaudi le politicien canadien à Davos, et à s'unir concrètement pour de bon face à ce nouveau désordre mondial. En développant une “*résilience collective*” contre les moyens de pression et la coercition de l'hégémon,

telle qu'exposée par Mark Carney dans ce nouveau discours éloquent.

Il faut dire que ce même Donald Trump venait à point nommé d'en confirmer le caractère impératif, ayant menacé l'UE la veille d'imposer de nouveaux tarifs [douaniers], voire de cesser tout commerce avec le deuxième marché mondial s'il osait ainsi s'adapter face à son impondérabilité... Le président s'était justement indigné (tout comme certains élus européens non centristes) de cette nomenclature (inexistante à l'UE) de “*membre associé*” brandie par la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen.

Les champs de coopération stratégique évoqués sont vastes. Or quelles en seraient les modalités ?

Ce débat terminologique importe évidemment bien moins que la teneur même qu'aura cette alliance, toute naturelle, entre deux partenaires aux affinités indéniables qui cherchent à resserrer leurs liens avec un allié étant, lui, digne de confiance. Si tant est qu'elle soit bientôt précisée. Car d'ici là, rien ne garantit, bien au contraire, que les foudres de Donald Trump ne s'abattent pas de plus belle également sur le Canada. Nonobstant le fait que Mark Carney ait pris la peine de mettre des gants blancs et de préciser qu'il n'était aucunement question de

créer un “*troisième bloc pour devenir une grande puissance rivale*”.

Laisser planer l'idée d'un nébuleux rapprochement allant d'une simple collaboration renouvelée jusqu'à l'octroi d'un titre officiel de membre associé, à six semaines d'un sommet entre le Canada et l'UE à Montréal, qui devrait en dévoiler les tout premiers détails, a ouvert toute grande la porte à une succession de questions.

Ambition. Que les fils d'une telle entente sur mesure inédite n'aient pas encore tout à fait été attachés, soit. Mais les deux parties auraient vraisemblablement dans ce cas mieux fait de patienter. Car les champs de coopération stratégique évoqués sont vastes : capacité industrielle de défense, approvisionnement en énergie (gaz naturel liquéfié et hydrogène) et en minéraux critiques, mobilité de la jeunesse, ainsi qu'intelligence artificielle et paiements numériques – l'objectif étant de se défaire du monopole américain en la matière.

Or quelles en seraient les modalités ? Certaines normes et réglementations auraient-elles à être harmonisées, au-delà de celles qui ont été uniformisées en vertu de l'Accord économique et commercial global (AECG) ? De quelle façon s'arrimeraient-elles à celles que [le Canada] a standardisées avec les États-Unis, l'accord de libre-échange trilatéral avec le Mexique demeurant, malgré tout ce chaos, encore en vigueur ? Sur quel horizon cette alliance renforcée serait-elle négociée ? Rappelons que l'AECG n'a toujours pas été ratifié par dix pays de l'UE, dix ans plus tard. Et quelle en serait la portée ? Bien que 98 % de l'accord soit en application, les importations provenant d'Europe ont augmenté bien davantage que les exportations canadiennes vers le Vieux Continent.

L'ambition transatlantique se heurterait-elle au défi démocratique d'une entente aussi multipartite ? Le vent protectionniste qui souffle au sud de la frontière, par-delà la Maison-Blanche, se lève aussi dans certains États membres de l'UE.

S'étant sentis trahis par le voisin américain, 80 % des Canadiens se disent aujourd'hui enchantés à l'idée d'une coopération stratégique approfondie avec l'UE. Mais pas dans n'importe quels domaines : 58 % prioriseraient le commerce, l'investissement et les chaînes d'approvisionnement, alors qu'un moindre pourcentage de 38 % privilégierait une collaboration en défense et en sécurité, précise un sondage d'Abacus.

Mark Carney promet que cette alliance renouvelée, dont il reste encore à définir l'étiquette et l'essence, sera soumise au Parlement canadien. Fort heureusement. Faire preuve d'un peu plus de transparence dès maintenant, ce ne serait pas trop tôt.

—Marie Vastel,
publié le 18 septembre

✓ “Je vais vous faire visiter.”
Dessin de Horsch paru dans
Handelsblatt, Düsseldorf.

Diplomatie

L'entente de Saint-Pierre-et-Miquelon

●●● Emmanuel Macron a reçu, le 20 septembre, le Premier ministre canadien, Mark Carney, à Saint-Pierre-et-Miquelon pour “*marquer une étape supplémentaire*” du rapprochement entre le Canada et la France, face aux volontés expansionnistes de Donald Trump, rapporte **Radio-Canada**. Les deux pays vont ainsi œuvrer à “*un rapprochement profond*” en matière de “*pêche*”, de “*sécurité*” et “*d'énergie*”, a assuré le président français. Les dirigeants ont également annoncé qu’ils demanderaient à leurs agences spatiales et à leurs ministères de la Défense de développer et partager des infrastructures communes, notamment des systèmes de lancement spatial et des installations de réception au sol”, souligne le diffuseur canadien. La rencontre était aussi l'occasion de réaffirmer la souveraineté des deux pays, alors que Donald Trump a publié au début de septembre une carte où le drapeau américain recouvrait le Mexique, le Canada, le Groenland, l'Islande, Saint-Pierre-et-Miquelon et plusieurs îles des Caraïbes. “*Nos pays sont deux grandes nations indépendantes, qui veulent le rester*”, a déclaré Emmanuel Macron.

SOURCE



LE DEVOIR

Montréal, Canada

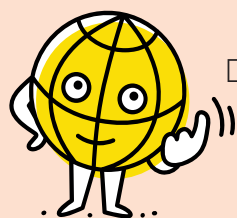
Quotidien

ledevoir.com

Henri Bourassa publie en 1910 le premier numéro du *Devoir*, en promettant d'en faire un journal d’“*opinion*” et d’“*échange d'idées*” pour raviver la fibre nationaliste des Canadiens français. Aujourd'hui, le dernier quotidien indépendant du Québec jouit d'une solide réputation, même si sa diffusion est restreinte.

ABONNEZ-VOUS À COURRIER INTERNATIONAL

Illustrations : © Véréane Cottin



☐ **11,55 € / mois**
au lieu de 21,10 € sans engagement.
Je remplis le mandat Sepa ci-dessous.

OU



☐ **139 € pour 1 AN**
(soit **52 n°s**) au lieu de 253 €.
Je règle par chèque bancaire
à l'ordre de Courrier international.

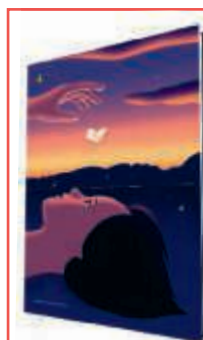
45%*
de réduction



Le magazine papier
livré chaque semaine.



L'accès au site Internet en illimité
sur tous les supports numériques.



Pour la rentrée,
un carnet
en cadeau

- Format original imaginé par la rédaction.
- Couverture rigide, 96 feuilles lignées.
- Fermeture élastique et marque-page.
- Format A5 très pratique à emporter avec vous !



SIMPLE



RAPIDE

Abonnez-vous directement sur le site Internet :
<https://www.courrierinternational.com/abos/2026/auto7>
et profitez immédiatement de vos contenus numériques.

OU FLASHEZ
CE CODE QR



BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner accompagné de votre règlement à : **Courrier international – Service abonnements – A2100 – 62066 Arras Cedex 9**

J'INDIQUE MES COORDONNÉES

RC026BA07

☐ MONSIEUR ☐ MADAME

NOM :

PRÉNOM :

ADRESSE :

.....

CP :

VILLE :

E-MAIL :

☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales de Courrier international.
☐ J'accepte de recevoir les offres commerciales des partenaires de Courrier international.

JE CHOISIS L'OFFRE EN PRÉLÈVEMENT, JE REMPLIS LE MANDAT ET JE JOINS UN RIB

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :

RÉFÉRENCE UNIQUE
DU MANDAT (RUM)
.....

Sera rempli
par Courrier international.
PAIEMENT RÉPÉTITIF

Fait à :
Le :

Signature obligatoire

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire
BIC – Code international d'identification de votre banque

Note : Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements, que vous pouvez exercer à l'adresse suivante : DPO CI – 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris. Pour toute réclamation : www.cnll.fr

Organisme créancier :
Courrier international
ICS : FR11ZZZ396542
67-69, av. Pierre-Mendès-France
75013 Paris

JE CHOISIS L'OFFRE 1 AN, JE JOINS UN CHÈQUE

* Prix de vente au numéro. Offre réservée aux particuliers jusqu'au 30.06.2027 pour un premier abonnement en France métropolitaine. Pour les entreprises et l'étranger, nous consulter. Visuels non contractuels. Votre abonnement débutera dans un délai de trois semaines. En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services et/ou pour ses partenaires.
☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales de Courrier international. ☐ Je ne souhaite pas recevoir par voie postale les offres commerciales des partenaires de Courrier international.
Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles> ou écrivez à notre délégué à la protection des données au 67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 Paris ou à dpo@groupelemonde.fr. Vous avez le droit de formuler une réclamation auprès de la Cnil.
Pour toute question, contactez notre service clients par e-mail à abo@courrierinternational.com ou par téléphone au 03 21 13 04 31 du lundi au vendredi de 9 heures à 19 heures et le samedi de 9 heures à 17 heures. Nos CGVU sont consultables et téléchargeables à cette adresse : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

GROENLAND

La porte grande ouverte aux États-Unis

Dans l'attente de détails sur le contenu de l'accord annoncé le 18 septembre par Donald Trump, la presse danoise oscille entre soulagement, prudence et craintes.

— Courrier international

Si, avec un président américain comme Trump, “il ne faut jamais sabrer le champagne avant que l'encre ne soit sèche, et si beaucoup de choses peuvent encore se passer ensuite, tout porte à croire que la crise est derrière nous pour cette fois”, estime **Politiken** à la une de son édition du 20 septembre. Cette réaction reflète le soulagement qui transparaît dans la presse danoise, deux jours après l'annonce par le président Trump d'un accord donnant aux États-Unis, selon lui, un “contrôle

permanent” sur la sécurité de l'immense territoire autonome du Groenland. Un document qui devait être signé le 22 septembre en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. La perspective d'une sortie de crise sans violences incite le titre de centre gauche à parler de “grande victoire pour la diplomatie groenlandaise et danoise”. Car, rappelle-t-il, “jamais l'intégrité territoriale du royaume n'avait été aussi menacée que durant la crise” déclenchée par la volonté du président Trump de conquérir l'île, y compris de force si besoin.



La “stratégie de la désescalade” du ministre des Affaires étrangères danois, Lars Løkke Rasmussen, consistant “à éloigner le dossier des réseaux sociaux et à le traiter dans un espace fermé et plus rationnel de négociations”, a porté ses fruits, renchérit **Jyllands-Posten**. Cela dit, le contenu de l'accord n'a pas encore été rendu public. Difficile donc de s'en faire une idée précise sur la base des propos des dirigeants américains. Au sein du gouvernement danois, “on reste prudent”, observe le journal libéral.

À en croire l'interprétation officielle de l'accord côté danois, “les Américains n'obtiennent guère plus que ce qu'ils avaient déjà depuis l'accord de défense de 1951 : à l'époque comme aujourd'hui, ils peuvent construire autant de bases militaires qu'ils le veulent”, relate **Berlingske** (conservateur). Washington y a en effet entretenu jusqu'à 17 bases durant la guerre froide, avant de les fermer – sauf une, à Pituffik.

En position de force. À l'avenir, il faut s'attendre à ce que “les États-Unis occupent une position renforcée” sur cette île, relève toutefois **Jyllands-Posten**. “Les Américains vont y prendre davantage d'importance et leurs intérêts y seront plus dominants”, déduit le quotidien à la lecture du message de Trump sur son réseau Truth Social. Celui-ci y a proclamé : “À partir de maintenant, aucun adversaire des États-Unis ne pourra JAMAIS disposer d'une base au Groenland, y maintenir une présence militaire ou réaliser des investissements [dans des secteurs] sensibles sans notre autorisation.”

Les autorités danoises et groenlandaises ont-elles la même grille de lecture de l'accord ? “Cela se précisera dans les prochains jours. Mais dans le domaine économique, les Groenlandais en particulier pourraient se retrouver pris au piège, eux qui veulent pouvoir décider eux-mêmes de l'avenir de leur pays”, redoute **Politiken**.

À Nuuk, la capitale du Groenland, le gouvernement autonome affichait une certaine satisfaction. Selon son chef, Jens-Frederik Nielsen, cité par le journal local **Sermitsiaq**, l'accord “profite à la sécurité de chacun d'entre nous et au développement continu du pays”. L'inquiétude n'en pointe pas moins chez certains des quelque 56 000 Groenlandais. À Narsarsuaq, dans le sud de l'île, “l'inquiétude grandit désormais quant à la création d'une nouvelle base américaine” sur place, note **KNR**, la radio publique groenlandaise. “La grande question est de savoir si les exigences qui seront imposées à nous, les habitants, ne seront pas telles qu'à la fin nous devrons quitter nos maisons”, confie l'un d'eux, qui a longtemps travaillé à l'aéroport civil local.

— Antoine Jacob

✎ Dessin de Martirena, Cuba.

Dans les starting-blocks



KENYA — “À la maison !” titre le **Daily Nation** le 16 septembre, au lendemain de l'attribution de l'organisation des Championnats du monde d'athlétisme 2029 à Nairobi, qui a été préférée à Londres, à Rome et à Munich. Vivier d'athlètes légendaires, à l'instar de la triple championne olympique du 1500 mètres Faith Kipyegon, en photo sur la une du quotidien, le Kenya devient le premier pays africain à accueillir l'un des événements sportifs les plus populaires, après la Coupe du monde de football et les Jeux olympiques. Un choix “hautement symbolique” pour “l'une des grandes nations de l'athlétisme mondial”, se réjouit le journal. Avec 182 médailles, le Kenya occupe le deuxième rang du classement des pays les plus médaillés de l'histoire des Mondiaux d'athlétisme, après les États-Unis.

En chute libre

ARGENTINE — “L'asado devient un luxe”, se lamentait le 16 septembre le média **IProfesional**. L'asado (“barbecue”) est un symbole de l'identité nationale. Or, selon une étude de la Chambre du commerce des viandes, la consommation de viande bovine a chuté de 10 % ces douze derniers mois, atteignant un minimum historique. “Le bœuf perd sa place sur les tables des Argentins et sa consommation revient au niveau de 1920, s'inquiète **El Norte**. Avec 46 kilos par an et par personne aujourd'hui, on est bien loin du record de 1956, où chaque Argentin en consommait plus de 100 kilos.” En cause : l'envolée des prix du bœuf (+ 51,2 % en août sur un an) et la chute du pouvoir d'achat.



Rencontre
JEUDI 8 OCTOBRE 2026
De 19 heures à 20 h 30
Bibliothèque Germaine-Tillion, Paris XVI^e

Jeudi de l'actualité
**AMÉRIQUE LATINE :
VIRAGE À L'EXTRÊME
DROITE TOUTE**

Intervenants

Gaspard Estrada, politologue et chercheur à la London School of Economics
Sandrine Morel, cheffe du service Amérique latine de *Courrier international*

La rencontre sera modérée par **Julien Abirama**, journaliste au service Moyen-Orient de *Courrier international*

ENTRÉE LIBRE

Réservation

01 44 78 80 50 ou sur bibliocite.fr/evenements





CONTROVERSE

La Suisse doit-elle inscrire la “neutralité perpétuelle” dans sa Constitution ?

Le 27 septembre, les Suisses se prononceront sur une initiative visant à renforcer – ou non – la neutralité de leur pays. De quoi relancer les débats dans la presse autour de la place de la Confédération helvétique sur le plan international.

NON

Cela n'empêchera pas les guerres

—Blick, extraits (Zurich)

Poutine a salué l'initiative sur la neutralité lancée par [l'ancien élu national-conservateur] Christoph Blocher. Et le ministre des Affaires étrangères russe a recommandé aux Suisses de voter oui le 27 septembre. Une aubaine pour les adversaires du projet, qui se sont empressés de le qualifier d’*“initiative pro-Poutine”*. Mais laissons Poutine de côté. Car le soudard de Moscou finira un jour ou l'autre par être du passé, alors qu'une réforme de la Constitution demeurera.

Quel est l'objectif de cette initiative ? *“Pas de guerre”*, proclament en grands caractères les affiches de Blocher, sur lesquelles on retrouve aussi une colombe de la paix. La paix plutôt que la guerre : qui serait contre ? La neutralité de la Suisse est actuellement inscrite dans la Constitution, mais elle n'est pas définie en détail. Le texte précise seulement qu'il appartient à la Confédération et aux cantons de la *“sauvegarder”*. C'est le Conseil fédéral [l'exécutif suisse] qui décide de la façon de la mettre en œuvre en cas de crise.

C'est cette marge de manœuvre que l'initiative entend rogner. Elle prévoit une *“neutralité perpétuelle et armée”* : la Suisse ne serait membre d'aucune alliance militaire ou défensive et ne collaborerait avec

aucune d'elles – à moins d'être attaquée – ; elle ne prendrait des sanctions contre des États menant une guerre que si elles sont décidées par l'ONU. Regardons de plus près les deux points principaux de la proposition.

D'abord, l'interdiction des sanctions : l'Union démocratique du centre (UDC, droite nationaliste) voudrait donc que la Suisse soit dépendante de l'ONU en matière de sanctions, alors qu'elle met par ailleurs en doute son utilité ? De toute façon, il s'agit là d'un alibi. Car le Conseil de sécurité de l'ONU ne peut prendre aucune sanction contre une puissance disposant d'un droit de veto. À cela s'ajoute un risque économique. Si certains partenaires commerciaux importants prennent des sanctions contre un agresseur et que la Suisse s'en tient à l'écart, elle risque elle-même de se retrouver sous pression. Aujourd'hui, c'est le Conseil fédéral qui décide en fonction de la situation. S'il était adopté, le projet l'en empêcherait.

La deuxième interdiction est encore plus lourde de conséquences : pas de collaboration avec une alliance défensive, sauf si la Suisse est attaquée. C'est-à-dire une fois qu'il est trop tard.

Une grande puissance belligérante se soucie peu de la neutralité d'un petit État. L'histoire nous l'a montré. Avant la Seconde Guerre mondiale, Hitler avait promis de ne pas attaquer la Suisse. Peu après, il considérait les Suisses comme des *“ennemis mortels de la nouvelle Allemagne”*. En 1940, son état-major projeta d'envahir le pays. Heureusement, on n'en arriva jamais là – les troupes allemandes furent appelées sur d'autres fronts. Le général Guisan [alors chef de l'armée suisse] n'a jamais cru

à la promesse des nazis. Il entretenait des contacts avec les Alliés et agissait dans une zone grise. La sécurité de la Suisse était pour lui plus importante qu'une neutralité irréprochable sur le papier.

Il n'y a jamais eu de stricte neutralité en Suisse. Pendant la guerre de Trente Ans [1618-1648], le passage de troupes étrangères n'était pas considéré comme allant à l'encontre de la neutralité. Et les mercenaires suisses se battaient sur des champs de bataille étrangers sans que cela soit considéré comme une violation de la neutralité. L'initiative de Blocher repose sur un mythe. Elle entend fixer ce que nos ancêtres ont laissé ouvert. C'est la mauvaise leçon à tirer de l'histoire.

—Rolf Cavalli, rédacteur en chef de Blick, publié le 12 septembre, traduit par Isabelle Boudon

OUI

C'est un moyen de préserver sa liberté

—Le Temps, extraits (Genève)

On m'objectera d'emblée que Guillaume Tell est une légende. C'est exact, et c'est précisément pourquoi il faut le prendre au sérieux : une légende ne raconte pas ce qu'un peuple a fait, elle condense ce qu'il est. Or ce que dit la nôtre est d'une actualité troublante.

Rappelons la scène. Sur la place d'Altdorf [dans le canton d'Uri, dans le centre de la Suisse], le bailli Gessler [qui représente les Habsbourg au niveau local] fait planter un chapeau au bout d'une perche et ordonne à chacun de le saluer [comme s'il s'agissait de lui-même]. Un chapeau vide : un pur symbole d'allégeance à un pouvoir lointain, qui n'exige rien d'autre que la soumission pour elle-même. Tell passe et ne salue pas. Tout est là. La neutralité suisse n'est pas autre chose que ce geste devenu politique d'État : ne saluer aucun chapeau, ne prêter serment à aucun empire, à aucune alliance, à aucun “camp”. Non par lâcheté ni par indifférence, mais parce qu'un petit pays au carrefour de l'Europe ne préserve sa liberté qu'à cette condition.

Cette conviction n'est pas née dans les chancelleries, elle est née de l'expérience.

Et d'abord de Marignan [bataille perdue contre les Français et les Vénitiens en 1515], où nos ancêtres apprirent dans le sang ce qu'il en coûte de se mêler aux querelles des grands. La leçon a tenu cinq siècles : reconnue par le congrès de Vienne, inscrite dans nos institutions depuis 1848, la neutralité a fait traverser à la Suisse deux guerres mondiales sans que la guerre la traverse. Peu de principes politiques peuvent se prévaloir d'un tel bilan !

Or, depuis quelques années, les chapeaux repoussent. Reprise quasi automatique des sanctions décidées ailleurs [une allusion aux sanctions de l'UE contre la Russie, en partie reprises par Berne], rapprochements successifs avec des alliances militaires, sans oublier les injonctions morales à *“choisir son camp”* : chaque fois, on nous tend la perche, et l'on s'indigne que des Suisses passent sans saluer. On nous vante une neutralité *“flexible”*, *“coopérative”* ou que sais-je encore. Mais une flexibilité qui plie toujours dans le même sens, c'est un alignement qui n'ose pas dire son nom.

C'est ici qu'il faut dissiper un contre-sens. Tell n'est pas un ermite qui tourne le dos au monde, et la Suisse neutre n'a jamais été la Suisse absente. Elle s'appelle les bons offices, la Genève internationale, le Comité international de la Croix-Rouge, les mandats de puissance protectrice [qui permettent à la Confédération helvétique d'assumer une partie des tâches diplomatiques de deux États ayant rompu leurs relations]. C'est précisément parce qu'elle ne salue aucun chapeau qu'elle peut parler à tous, et l'initiative le rappelle, qui veut mettre la neutralité au service de la médiation. Une Suisse enrôlée, elle, n'est plus utile à personne, pas même à ceux qui l'enrôlent : elle n'est qu'un petit allié de plus, sans poids et sans voix.

On objectera que le monde a changé, que la neutralité serait devenue immorale face à l'agression. Mais la neutralité n'a jamais consisté à approuver quiconque : elle consiste à ne pas entrer dans la guerre, pour rester capable d'en atténuer les effets et, le moment venu, d'aider à en sortir. C'est l'inverse du cynisme. Et si l'on juge ce principe si précieux, pourquoi refuser de l'inscrire clairement dans la Constitution, plutôt que de le laisser à la merci des interprétations changeantes du moment ?

—Uli Windisch, rédacteur en chef du site LesObservateurs.ch, publié le 7 septembre

Deux tiers des Suisses voteraient non

●●● *“On a connu argent mieux investi”*, commente 24 Heures. Les partisans de l'initiative sur la neutralité perpétuelle auraient dépensé environ 3,9 millions de francs suisses (plus de 4,1 millions d'euros) pour faire campagne, soit *“plus du double de [la somme engagée par] leurs opposants (1,7 million)”*. Pourtant, selon un sondage réalisé dix jours avant le scrutin pour le groupe médiatique Tamedia, 68 % des électeurs envisageraient de voter non

à la proposition. Si ce sondage voit juste, analyse le journal romand, cela représenterait *“un échec cinglant”* pour Christoph Blocher et l'UDC, *“seul parti à soutenir le texte”*. Pis, il y aurait des voix dissonantes au sein même de la formation d'extrême droite : *“Vingt-deux pour cent d'électeurs [seraient] prêts à refuser le projet du père spirituel du parti.”* Pour l'instant, l'importante campagne menée ces dernières semaines n'a pas semblé inverser la tendance.

d'un
continent
à l'autre.
france



Moyen-Orient... 16
Amériques..... 18
Europe 22
Afrique..... 26
Asie 28

Religion. Le pape, rock star à Paris



FOCUS

À l'occasion de la visite de Léon XIV, la presse étrangère s'interroge sur les relations de la France, jadis fille aînée de l'Église, aujourd'hui chantre de la laïcité, avec le catholicisme. Pour cet hebdomadaire britannique, "la France redécouvre son âme catholique".

—The Spectator (Londres)

Le pape débarque à Paris comme une véritable rock star. Le 25 septembre, Léon XIV investit en effet le Stade de France pour un grand rassemblement de jeunes et une veillée de prière. Les 80 000 places mises en ligne ont été prises d'assaut. Le lendemain, le pape célébrera une messe en plein air sur la place de la Concorde. Plus de 600 000 fidèles ont déjà réservé leur place, et une marée humaine d'autres croyants est attendue sur les Champs-Élysées [et sur la place de l'Étoile et l'avenue de la Grande-Armée, où le diocèse de Paris organise une zone de déport face à l'affluence].

Il devrait aussi y avoir quelques tensions diplomatiques dans l'air au moment de la rencontre du pape et du président français, Emmanuel Macron, à l'Élysée. Le gouvernement vient en effet de faire adopter une loi permettant

le suicide assisté. Or le pape a publiquement exprimé son opposition à la légalisation de l'euthanasie. On dit d'ailleurs que le président Macron a fait accélérer la promulgation de cette loi le mois dernier afin que le sujet ne vienne pas empoisonner la visite officielle du pape en France.

L'arrivée du pape en France ravive également des profondes divisions au sein de l'Église entre catholiques progressistes et conservateurs.

Alors que le pape doit se rendre à Lourdes, le Vatican a récemment interdit à la très traditionaliste Fraternité sacerdotale Saint-Pie X (FSSPX) de célébrer la messe selon le rite tridentin (en latin) à l'intérieur

➤ Léon XIV. Dessin de Pismestrovic, Autriche.



du sanctuaire marial. Par ailleurs, le mois dernier, la FSSPX a provoqué un schisme avec le Vatican en ordonnant quatre évêques sans le consentement du pape. Les prêtres et ceux qui les avaient ordonnés ont été excommuniés. L'évêque de Tarbes et de Lourdes, Jean-Marc Micas, a également informé les fidèles que les mosaïques du jésuite Marko

Pour de nombreux Français, l'incendie de Notre-Dame a été un traumatisme.

Rupnik – accusé d'abus sexuels – au sanctuaire de Lourdes seraient recouvertes lors de la visite du pape – un procès canonique est en cours.

Ces crises et ces tensions montrent bien que, même dans cette République française farouchement attachée au principe de laïcité, l'identité profondément catholique du pays persiste. Certains avancent même que le catholicisme fait son grand retour en France. Pour de nombreux Français, l'incendie de Notre-Dame a été un traumatisme qui a porté un coup à l'Église catholique et à ses symboles. Le premier jour de sa visite à Paris, le pape célébrera d'ailleurs les vêpres à Notre-Dame.

Le roman national français a été nourri pendant des siècles par les liens de la France avec l'Église catholique. Des générations d'écologistes ont appris que la "fille aînée de l'Église" était née avec le baptême de Clovis, roi des Francs, à Reims, autour de l'an 500. Les rois de France étaient des monarques de droit divin, et étaient couronnés à Reims pour perpétuer la tradition de Clovis.

La Révolution française a renversé la monarchie des Bourbons, interdit la

religion, confisqué les biens de l'Église et transformé les cathédrales en temples laïcs dédiés au culte de la Raison. Napoléon se montrera plus conciliant avec la papauté en négociant le Concordat, mais les tensions entre républicains laïcs et royalistes catholiques traversent une bonne partie du XIX^e siècle. Il en résulte la "guerre des deux France", avec d'un côté une France profondément catholique et de l'autre une France résolument laïque. À la suite de l'effondrement du Second Empire de Napoléon III, les catholiques sont une force bien décidée à favoriser le retour de la monarchie.

En 1873, George Sand confiait dans une lettre à Gustave Flaubert sa crainte de voir les monarchistes catholiques prendre le contrôle du pays: *"Je sens une odeur de sacristie qui gagne"*, écrivait-elle. Finalement, les républicains réussissent à s'imposer. Une défaite historique pour les catholiques conservateurs, même si la construction du Sacré-Cœur leur permet de marquer symboliquement leur défiance à l'égard de la III^e République.

Parenthèse vichyste. En 1905, la célèbre loi sur la séparation de l'Église et de l'État a été une autre grande victoire des anticléricaux. Sur fond d'affaire Dreyfus, les nationalistes catholiques se sont alors radicalisés avec des mouvements comme l'Action française, dont le discours était royaliste, antiparlementaire et vigoureusement antisémite. Ils ont finalement triomphé en 1940 avec le régime de Vichy. Et les crucifix ont fait leur grand retour dans les salles de classe des écoles publiques. Cependant, dans les années d'après-guerre, la honte associée à la parenthèse vichyste a marginalisé les nationalistes catholiques et la France s'est de plus en plus déchristianisée.

Cette tendance s'est accélérée après les années 1960 avec Mai 1968, la montée du féminisme et la légalisation de l'avortement, en 1975.

Les catholiques se sont tout de même mobilisés dans l'espace public, sur des thèmes comme l'avortement et le mariage pour tous. Au début des années 1980, une manifestation monstre des catholiques dans les rues de Paris a contraint le gouvernement de

François Mitterrand à rétro-pédaler sur une loi [la loi Savary] qui devait intégrer les écoles privées (majoritairement catholiques à l'époque) à un grand service public.

Jeunesse. Aujourd'hui, moins de la moitié de la population française (environ 46 %) se déclare catholique. Seulement 5 % des Français vont à la messe au moins une fois par mois. Pourtant l'identité catholique du pays est présente dans de nombreux aspects de la vie quotidienne. L'année, par exemple, est rythmée par les fêtes religieuses catholiques. Le 15 août, les Français profitent d'un jour férié à l'occasion de l'Assomption, qui célèbre la montée au ciel de la Vierge Marie.

Cette date a d'ailleurs longtemps été celle de la fête nationale française, un héritage qui remonte à Louis XIII, qui en 1638 avait consacré la France à la Vierge Marie. Par la suite, Napoléon s'est approprié cette fête mariale parce qu'elle tombait opportunément le 15 août, date de son anniversaire. La nouvelle fête de la Saint-Napoléon – également célébrée sous le Second Empire – conjuguait ferveur religieuse et culte impérial. Contrairement à une idée reçue voulant que la fête nationale du 14 juillet ait vu le jour pendant la Révolution française, cette date n'a en réalité été érigée en fête nationale qu'en 1880, sous la III^e République.

S'il y a un renouveau catholique en France aujourd'hui, c'est surtout grâce aux jeunes. Dans un contexte de confusion morale et d'incertitude généralisée, de nombreux jeunes en quête de transcendance trouvent un sens dans le catholicisme. L'Église leur offre également des lieux pour se retrouver ainsi que le sentiment de faire partie d'une communauté. Ce qui explique peut-être pourquoi tant de jeunes sont attirés par les pèlerinages. Cette année, 20 000 jeunes catholiques traditionalistes ont participé au pèlerinage annuel de Paris à Chartres le week-end de la Pentecôte.

Le nombre de baptêmes d'adultes est également en hausse

Moins de la moitié de la population française (environ 46 %) se déclare catholique.

Agenda

Un programme chargé

●●● Pour cette première visite d'État d'un pape en France depuis dix-huit ans – la dernière était celle de Benoît XVI, en 2008 – le programme est dense: on s'attend à des prises de position du souverain pontife sur les violences sexuelles au sein de l'Église, la fin de vie ou encore l'Europe et la coopération internationale. Quinze mille membres des forces de l'ordre seront mobilisées pour encadrer l'événement.

Vendredi 25 septembre — Arrivée à 10 heures à Paris, où Léon XIV sera accueilli par Emmanuel Macron, avec qui il se rendra à l'Élysée. Rencontre avec des personnalités de la société civile, puis visite à l'Unesco. Vers 16 heures, trajet en papamobile de Notre-Dame-des-Champs à Notre-Dame pour des vêpres réservées au clergé; puis grande veillée de prière avec des jeunes au Stade de France (80 000 places).

[lire p.15]. À Pâques, cette année, 13 000 adultes et plus de 8 000 adolescents ont été baptisés en France. Soit une augmentation de 28 % [chez les adultes et de 10 % chez les adolescents] par rapport à l'année dernière.

Le catholicisme a également bénéficié d'un nouvel élan grâce aux médias conservateurs, notamment les journaux, les radios et les chaînes de télévision détenus par Vincent Bolloré. Ce catholicisme à la foi revendiquée, à la tête de l'un des plus grands empires médiatiques français, choisit ainsi des catholiques issus de la sphère conservatrice comme chroniqueurs sur ses chaînes de radio et de télévision. Philippe de Villiers, ancien homme politique, est ainsi bien connu en France pour ses diatribes contre l'islam et la prétendue menace qu'il ferait peser sur la civilisation chrétienne. Contrairement aux nationalistes catholiques d'il y a un siècle qui

Samedi 26 septembre — Visite de la Maison Bakhita, centre d'accueil des exilés dans le XVIII^e arrondissement, puis, à 15 heures, messe géante en plein air sur la place de la Concorde et les Champs-Élysées, qui constitue, avec ses 600 000 inscriptions, l'événement phare à Paris. Départ pour Lourdes.

Dimanche 27 septembre — À 11 heures, messe face à la grotte de Lourdes – 200 000 personnes sont attendues. Cette étape sera l'une des plus scrutées. Le pape rencontrera à huis clos sept victimes de violences sexuelles, dont des victimes des affaires Bétharram et abbé Pierre. Les collectifs ne seront pas reçus.

Lundi 28 septembre — Arrivée à Metz, où 60 000 personnes sont attendues. Rencontre interreligieuse au centre des congrès Robert-Schuman avec les responsables des principaux cultes en France. Puis, à 16 heures, messe à la cathédrale Saint-Étienne.

conspuaient les juifs, les protestants et les francs-maçons, aujourd'hui les catholiques de la sphère conservatrice et nationaliste à l'instar de de Villiers considèrent l'islam comme le plus grand danger pour la société française.

Attentes. Le pape Léon XIV est sans doute trop progressiste pour ces conservateurs explicitement marqués à droite. Dans son encyclique *Magnifica humanitas*, il a mis en avant le devoir d'humanité et de dignité des chrétiens à l'égard des migrants. Sur d'autres sujets comme le suicide assisté, le pape est en phase avec les catholiques conservateurs, opposés à la légalisation de l'euthanasie. De nombreux catholiques français attendent ainsi du Saint-Père qu'il s'exprime sur ce sujet et bien d'autres lors de sa visite en France. Dans un pays longtemps divisé entre "deux France", les



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

À Madrid, le pape Léon XIV fustige le populisme et l'extrême droite

Le 6 juin, à Madrid, au commencement d'une visite de six jours en Espagne, le pape Léon XIV a prononcé un discours au palais royal, dans lequel il a fustigé la polarisation, l'extrême droite et la discrimination. Une charge contre "la polarisation, l'extrême droite et la discrimination", "les armes et les murs" et les approches "fondées sur l'identité" qui "peuplent le monde de fantômes et d'ennemis". Les commentaires et les analyses de la presse étrangère sont à lire ou à relire sur notre site.

catholiques conservateurs ont encore de beaux jours devant eux.

— **Matthew Fraser,**
publié le 23 août,

traduit par Mélanie Liffschitz



SOURCE

THE SPECTATOR

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 109 000 ex.
spectator.co.uk

"Le Spectateur" est une institution de la presse britannique. Fondé en 1828, c'est le journal de référence des intellectuels et dirigeants conservateurs, mais aussi des eurosceptiques: il a soutenu le Brexit en 2016. Réputé pour ses analyses et son ton incisif, il est racheté en 2024 par Sir Paul Marshall, actionnaire de la chaîne de télévision conservatrice GB News.



La méthode Léon

Depuis son élection, le 8 mai 2025, l'image du souverain pontife a changé. Après des débuts discrets, sa confrontation avec Trump et ses prises de position remarquables sur les dangers de l'IA ont fait du pape une figure influente.

— Courrier international

Aux yeux de Matteo Matzuzzi, expert des questions vaticanes qui s'exprime dans les colonnes d'*Il Foglio*, le voyage en France de Léon XIV "sera sans doute l'un des plus significatifs de ce début de pontificat". Certes, l'Hexagone — "pays où la laïcité est érigée au rang de vérité dogmatique" —, n'est pas le terrain de jeu le plus simple pour un souverain pontife. Mais pour autant, le quotidien libéral ne doute guère : "Après l'Espagne, le pape est prêt à conquérir la France."

En juin, le voyage en terre ibérique de Robert Prevost avait en effet rassemblé des foules océaniques. Mais de manière générale, observe *The Independent*, "depuis son élection en mai 2025, partout où il va le pape reçoit un accueil digne d'une rock star". Mieux, le souverain pontife s'est montré capable de parler aux nouvelles générations, assure le média britannique, qui ose même parler d'un "souverain pontife tourné vers la jeunesse".

"Coup de griffe". Seize mois après son élection, Léon XIV semble avoir les faveurs de la presse internationale. Et pourtant, les débuts de Robert Prevost à la tête de l'Église chrétienne n'ont pas été si simples. Au moment du conclave, l'Américain ne figurait pas parmi les favoris pour le "poste", et une fois le *Habemus papam* prononcé, il a rapidement été décrit comme un pape plus discret et moins disruptif que son prédécesseur. En somme, un souverain pontife ennuyeux, qui n'aurait pas répété les coups d'éclat du sulfureux François.

Ce récit a perduré pendant presque un an, jusqu'au jour où un événement a tout changé. Le 13 avril 2025, Prevost répond aux attaques de Donald Trump, qui lui reproche de vouloir être

un "homme politique", en affirmant qu'il n'a "pas peur de l'administration Trump". La brouille avec l'homme le plus puissant du monde va rapidement changer l'image de Léon XIV, faisant du chef de l'Église catholique "un contrepoids moral à l'arrogance du président américain", écrivait *L'Espresso* au mois de mai à l'occasion du premier anniversaire du pontificat du pape.

"Cette phrase a marqué un tournant, un 'coup de griffe' magistral, qui a imposé ce pape sur le devant de la scène internationale, notait l'hebdomadaire de gauche italien. On le voit désormais dans la

droite ligne de son prédécesseur : Léon XIV n'hésite pas à s'engager sur l'échiquier politique mondial, il dénonce le retour de la loi du plus fort et promeut un retour à un monde multipolaire."

Akteur géopolitique, Léon XIV s'est aussi montré actif sur les questions sociales cruciales de notre époque, comme le démontre sa première encyclique, consacrée à un thème plus que jamais au cœur de l'actualité : l'intelligence artificielle et les risques sociaux inhérents à son utilisation sans retenue. Nommée "Magnifica humanitas" ("Magnifique humanité") et publiée le 25 mai, l'encyclique est

décrite par le quotidien espagnol *El País* comme "un document percutant, à la portée politique évidente, et qui ne cache pas quel est le nouvel adversaire de l'Église : le technofascisme naissant, théorisé par les courants posthumains de la Silicon Valley et par une grande partie des idéologues qui entourent Donald Trump".



REVUE
DE PRESSE

"Léon XIV n'hésite pas à s'engager sur l'échiquier politique mondial."

L'ESPRESSO

Cette encyclique n'est pas sans rappeler un autre document historique, *Rerum novarum*, qui, il y a cent trente-cinq ans, fondait la doctrine sociale de l'Église, relève *Avvenire* depuis Milan. "Mais quand celle-ci fut publiée, le prolétariat était depuis longtemps contrôlé par les mouvements socialistes, alors que cette fois Léon XIV a su agir en avance", se félicite ce quotidien catholique.

La discrétion initiale du souverain pontife n'était donc pas une forme de timidité, conclut un autre article de *El País*, mais seulement la concrétisation de ce que le quotidien madrilène appelle la "méthode de Prevost". À savoir : "Écouter, réfléchir, puis s'exprimer et agir sans détour."

— Beniamino Morante

"La laïcité à la française... c'est presque une religion"

Dans le cadre du voyage du pape en France, le correspondant de l'agence de presse italienne Ansa à Paris, **Paolo Levi**, livre ses impressions sur ce déplacement "historique". Et sur le rapport au catholicisme en France, très différent de celui de son pays d'origine.

COURRIER INTERNATIONAL : Quelques polémiques entourent la venue de Léon XIV en France. Quel climat percevez-vous autour de cette visite ?

PAOLO LEVI : C'est quand même un moment historique ; cela fait dix-huit ans, depuis le déplacement de Benoît XVI, qu'un souverain pontife n'est pas venu en France dans le cadre d'une mission apostolique à proprement parler. J'ai vu ces indiscretions selon lesquelles le Saint-Siège aurait décliné la demande de Macron d'accompagner le pape à Notre-Dame-de-Paris, et je trouve ça dommage. Cela aurait pu être un beau message d'unité du pouvoir temporel et spirituel. Officiellement, c'est une question d'agenda, mais certains disent que le pape ne voulait pas se montrer avec Macron, car il vient d'approuver la loi sur la fin de vie très contestée par l'Église en France et par le Vatican. Sinon Macron aura peut-être l'occasion de s'afficher avec le pape et d'autres chefs d'État

à Metz, le 28 septembre, ce serait une belle carte postale qu'il enverrait au monde avant de quitter l'Élysée. En ce qui concerne la messe sur la place de la Concorde, je pense que ce sera un moment très touchant et puissant. Plus de 600 000 personnes se sont inscrites, c'est assez impressionnant.

Pensez-vous que cela soit lié à la personnalité de ce nouveau pape ?

Léon est souvent décrit comme un "pape global" dont le message dépasse la sphère religieuse. Dans la continuité du pape François, il est le porte-parole d'un certain humanisme, d'une forme de fraternité universelle à une époque marquée par le repli, les conflits et le refus du multilatéralisme. Par son encyclique *Magnifica humanitas*, il s'est aussi posé en éclaircisseur par rapport à cette révolution technologique que représente l'IA, rappelant que la technologie doit être au service de l'humain et pas l'inverse. Un thème qui sera au centre de sa visite du 25 septembre à l'Unesco.

Voyez-vous une différence entre la façon dont est perçue la figure du pape en Italie et en France ?

En Italie, la présence du pape dans les médias est clairement disproportionnée

par rapport aux autres pays. Et nos gouvernants ont un rapport ambivalent avec lui. Prenons Meloni : son marqueur politique, c'est la lutte contre les migrants. Mais elle tient à s'afficher proche du pape alors que ce dernier prône des principes inverses : l'ouverture, l'accueil de l'étranger qui est notre miroir. Pendant trois ans, Meloni n'a pas dit un seul mot contre son prétendu allié Donald Trump, et le seul moment où elle a réagi de façon claire et nette, c'est quand Trump a attaqué le pape. Elle l'a défendu et ça a été la fin de la lune de miel avec le président américain. Plus généralement, la perception du catholicisme est très différente entre la France et l'Italie. Mon impression c'est qu'en Italie, peut-être parce que la présence de l'Église n'est pas remise en cause, il y a un catholicisme bon enfant, vécu de façon plus tranquille. On n'est pas sur la défensive, alors qu'ici il y a un côté plus revendicatif, parfois radical. C'est peut-être car il existe une "laïcité à la française" qui est parfois militante, presque une sorte de religion à son tour. En Italie, il existe une expression plutôt drôle pour désigner les catholiques de gauche, les "cathos communistes", alors qu'en France, on a tendance à faire le raccourci "catholique donc de droite".



✎ Dessin de Cost paru dans
Le Soir, Bruxelles.



Le baptême, sacrement à la mode en Occident

En France, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en Belgique... Le nombre d'adultes qui se font baptiser ne cesse de croître. Quelles sont les raisons qui poussent ces personnes, souvent des hommes, à recevoir ce sacrement ?

—La Repubblica
(Rome, Italie)

Est-ce le besoin de s'en remettre au ciel en ces temps troublés, l'enthousiasme suscité par le nouveau pape américain ou encore

l'influence de personnalités comme J. D. Vance, qui brandit sa conversion pour fustiger le politiquement correct ? Une chose est sûre : ces derniers mois, le nombre de jeunes adultes – bien souvent des hommes – qui ont choisi de se faire baptiser dans

l'Église catholique a augmenté dans plusieurs pays.

Contrairement à ce que disait Nietzsche, Dieu n'est pas mort. Reste à savoir si l'on assiste à l'éveil d'une foi plus éclairée ou s'il s'agit d'un nouveau retour à l'obscurantisme.

Heureuse surprise. Le phénomène est devenu tellement évident que plusieurs évêques cherchent à en mesurer l'ampleur. Le pape Léon en personne abordera la question lors de sa visite en France fin septembre. À Pâques, cette période de l'année où l'Église accueille les catéchumènes, la Conférence des évêques français a enregistré cette année une hausse impressionnante des baptêmes : 13234 adultes, soit trois fois plus qu'il y a dix ans (4124), et 8152 adolescents (contre 1385 en 2017). Au total, un peu plus de 21 000 nouveaux baptisés. Les évêques sont à la fois ravis, perplexes et surpris. *“Beaucoup sont arrivés par des chemins que nous n'avions pas balisés, reconnaît le cardinal Jean-Marc Aveline. Nous avons préparé le chemin jusqu'à la porte; eux sont entrés par la fenêtre.”*

Ces chiffres sont bien entendu relativement modestes au regard des 69 millions de Français. Et la première explication est simple : aujourd'hui très peu d'enfants sont baptisés dans l'Hexagone. Par conséquent, ceux qui décident de demander le baptême le font à l'âge où ils peuvent décider par eux-mêmes. Ces conversions ne compensent pas la baisse de fréquentation des églises, bien sûr, notamment depuis la multiplication des scandales d'abus sexuels. Mais il est donc d'autant plus remarquable que des milliers de jeunes et d'adultes souhaitent emprunter le chemin inverse.

Antoine, 32 ans, vient par exemple d'une famille non croyante et, comme il le confie à Radio France, il a trouvé dans l'Église *“de la stabilité, des repères, un cadre dans [sa] vie.”* Quant à Joshua Colin, 22 ans, bien qu'il

se soit senti *“complètement perdu à la première messe*, comme il le confesse à Radio Notre-Dame, il a été ensuite captivé : *“La beauté des chants, de l'homélie et des textes ont eu un rôle déterminant pour moi. Chez les jeunes baptisés, il y a cette idée d'un retour à une certaine tradition.”*

Ce phénomène dépasse d'ailleurs largement les frontières de la France. En Angleterre, entre 2023 et 2024, le nombre de baptêmes d'adultes est passé de 7800 à 8700. Rien que dans l'archidiocèse de Westminster, il y en a eu 800, soit le chiffre le plus élevé depuis 2011. En Belgique, ce nombre est passé de 229 en 2016 à 689 en 2026. Aux Pays-Bas, il est passé de 455 en 2023 à 630 en 2024. À Sydney, en Australie, le

“La beauté des chants, de l'homélie et des textes ont eu un rôle déterminant pour moi.”

Joshua Colin,
JEUNE BAPTISÉ DE 22 ANS

nombre d'adultes baptisés en 2025 a augmenté de 57 % par rapport à 2024, et l'augmentation était de 40 % entre 2023 et 2024.

Même à Dublin, en Irlande, pays particulièrement touché par le scandale des prêtres pédophiles, le nombre de baptêmes d'adultes est passé de 14 en 2022 à 70 en 2025, puis à 130 en 2026. L'Italie reste un cas à part, parce que le baptême reste un sacrement encore largement répandu, même au sein de familles qui ne sont pas particulièrement croyantes. Mais à Milan, par exemple, les baptêmes d'adultes sont aussi en augmentation : 74 en 2023, 83 en 2024, 89 en 2025 et 101 cette année.

Néanmoins, c'est surtout aux États-Unis que le phénomène est le plus frappant. Il est d'autant plus révélateur que les catholiques conservateurs ne manquent pas au sein du gouvernement de Trump et que le premier pape de

l'histoire américain vient d'être élu au Vatican. En 2023, selon l'Official Catholic Directory, 29752 adultes ont été baptisés, et 34552 en 2024. D'après les données compilées par Hallow, une application de prière catholique, ce chiffre a augmenté de 38 % en 2026. Dans certains diocèses, la croissance a été encore plus marquée : plus 139 % de baptisés à Los Angeles, 52 % à Chicago et 36 % à New York.

Quête de vérité. Le Washington Post a consacré tout un reportage à l'église Saint-Joseph, située dans le centre de New York. Une paroisse pleine à craquer de jeunes le dimanche à la messe, notamment de jeunes hommes entre 20 et 30 ans, en quête *“de vérité, de beauté, et pourquoi pas de rencontres”*.

“Je pense que la technologie nous éloigne les uns des autres. Et le Covid a aggravé cet isolement, explique au New York Times l'archevêque de Saint Louis, Mitchell Thomas Rozanski. En notre époque d'incertitude et d'anxiété, il y a une faim et une soif de Dieu ainsi que de stabilité, et la foi répond à ce besoin.” Pour le père Armand de Newark, *“dans ce monde flou et gris, l'Église apporte un peu de blanc et de noir”*. Au risque toutefois de gommer les couleurs et les nuances.

— Iacopo Scaramuzzi,
publié le 14 septembre,
traduit par Mélanie Liffschitz

SOURCE



LA REPUBBLICA

Rome, Italie
Quotidien, 241 000 ex.
repubblica.it

Né en 1976, le titre se veut le journal de l'élite intellectuelle du pays. Orienté à gauche, c'est l'un des quotidiens les plus vendus en Italie. Le titre est doté de nombreux suppléments, dont un hebdomadaire de grande qualité, *Il Venerdì*.

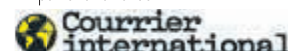
ILS REFONT LA FRANCE

Vincent PARIZOT

Tous les vendredis de 19h15 à 20h00 | Disponible en podcast



En partenariat avec :



© FRANÇOIS DELANTRE



moyen-orient

Yémen. Vers une guerre ouverte?

La victoire éclair des houthistes et le contrôle du détroit de Bab El-Mandeb risquent d'engendrer un nouveau conflit d'une ampleur inédite au Moyen-Orient, s'inquiète ce site panarabe.

—Arab Digest, extraits (Londres)

Le conflit au Yémen est entré dans une phase nouvelle, potentiellement décisive. Les houthistes ont mis en déroute la coalition emmenée par les Saoudiens, révélant les graves limites de la stratégie du prince Mohammed ben Salmane (MBS) dans la région.

Confronté à des rebelles yéménites qui consolident leur emprise sur des nœuds vitaux du commerce maritime et sapent les capacités d'exportation de pétrole des Saoudiens, Riyad se retrouve dans une situation de vulnérabilité militaire inédite et face à des difficultés financières croissantes, tandis que se réduit l'éventail de ses options stratégiques.

La crise en cours est le fruit de l'échec d'une offensive terrestre mal coordonnée, lancée sur ordre du prince héritier. Conçue pour neutraliser la présence houthiste et vaincre les forces soutenues par l'Iran au Yémen, cette attaque reposait sur une coalition fragile (entre des groupes tribaux, des factions du parti Al-Islah [principal parti d'opposition au Yémen durant la dictature d'Ali Abdallah Saleh, proche des Frères musulmans], les forces de Tarek Saleh [neveu de l'ancien président] et la brigade des Géants [force d'élite]) à qui manquaient tout à la fois un commandement centralisé, une coordination tactique et un soutien logistique. Sans surprise, la coalition s'est effondrée, et la défaite fut rapide et sans appel.

Capables de profiter de cette désorganisation grâce à des renseignements de qualité, les houthistes ont lancé une contre-offensive éclair qui leur a permis de s'emparer de 5 000 kilomètres carrés dans les gouvernorats de

Taëz et de Hodeïdah, dont le port historique de Moka.

Forts de cette nouvelle emprise, ils possèdent désormais des positions d'artillerie leur permettant de harceler, voire de bloquer, des navires en mer Rouge. Grâce à leur progression rapide, ils sont arrivés à seulement 30 kilomètres du détroit de Bab El-Mandeb, tandis que les troupes mal en point de Tarek Saleh subissaient plus de 500 morts et 1 500 blessés.

Parallèlement, les forces amphibies de la milice pro-iraniennne ont pris pied sur l'île Perim, dans le détroit de Bab El-Mandeb, d'où ils peuvent menacer directement des passages maritimes essentiels au commerce international.

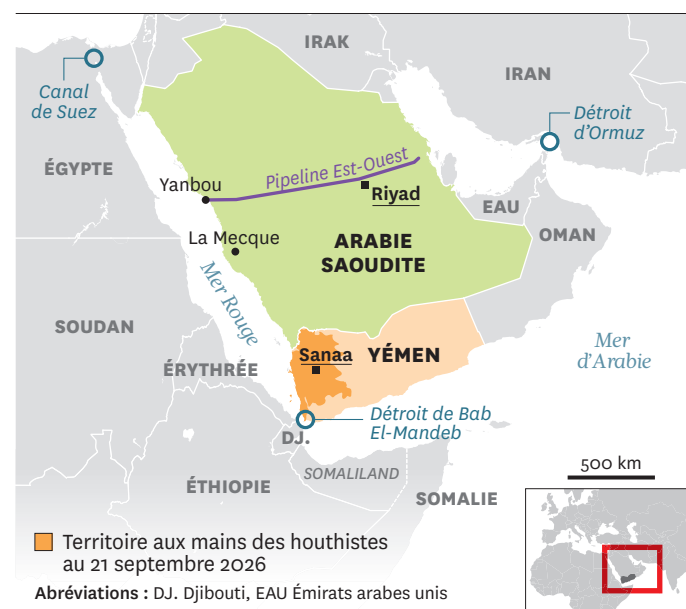
Pour l'Arabie saoudite, les conséquences, notamment

économiques, sont déjà rudes, avec des alertes de la défense civile dans dix provinces et d'importants dégâts causés aux infrastructures.

Avant cette contre-offensive houthiste, un coup sévère avait été donné à l'oléoduc Est-Ouest. Des attaques de drones attribuées à des milices irakiennes soutenues par Téhéran ont mis hors service trois importantes stations de pompage et conduit à la fermeture de ce pipeline par lequel transitent 7 millions de barils par jour, soit 4 % de l'approvisionnement mondial. Les exportations de brut saoudien se sont effondrées, passant de 9 millions à 2 millions de barils par jour. Résultat : le baril de Brent a franchi la barre des 100 dollars, et les frais d'assurance d'un navire dans la région celle du million de dollars par jour.

MBS a essuyé des refus lorsqu'il a demandé aux États-Unis de frapper les houthistes.

Pour l'économie saoudienne, c'est un sérieux revers, entre des recettes pétrolières qui dégringolent, un PIB qui se contracte et une dette qui flirte avec les



2 000 milliards de riyals [465 milliards d'euros]. Pour ses grands projets, MBS a pioché dans les 3 000 milliards de riyals de réserves constituées par le roi Abdallah, au point qu'il n'en reste que de quoi soutenir la monnaie nationale.

Désireux de lancer une intervention directe, Mohammed ben Salmane a demandé à deux reprises au président américain, Donald Trump, de frapper les houthistes. Une requête rejetée par Washington, qui n'a consenti qu'à

un partage de renseignements et un appui militaire, refroidi par sa coûteuse "guerre de cinquante-deux jours" contre les forces yéménites [de mars à mai 2025].

Face à ce refus, Riyad s'est tourné vers plusieurs autres pays en quête d'une assistance militaire et de garanties de sécurité, dont la France, le Royaume-Uni, le Pakistan, l'Égypte ou encore la Chine, qui ont tous refusé de déployer des troupes au sol.

De leur côté, le Pakistan et la Turquie ont limité leur appui défensif à la stricte protection du territoire saoudien contre les invasions d'États étrangers. Deux pays avec lesquels l'Arabie saoudite a récemment signé [le 7 août 2026] le pacte de La Mecque, qui prévoit une défense mutuelle trilatérale.

Attaque massive. Le Moyen-Orient menace encore une fois de sombrer dans une confrontation militaire à haut risque qui pourrait embraser toute la région.

Certains signes laissent penser que les États-Unis et Israël préparent une nouvelle attaque massive contre l'Iran, à laquelle d'autres pays pourraient s'associer. Une situation qui rappelle [la guerre] de février, à la différence que, cette fois-ci, l'Iran pourrait choisir de frapper le premier. En l'absence d'initiative diplomatique, Washington et Téhéran ne pourront s'extraire de la crise actuelle qu'en passant par un affrontement militaire total ou par une capitulation stratégique complète.

Dans l'immédiat, Téhéran dispose de l'avantage dans le Golfe



grâce à son emprise sur le détroit d'Ormuz et sur ses affidés régionaux. L'Iran détient ainsi le pouvoir de déstabiliser à son gré le commerce maritime international et de cibler les bases américaines ou les infrastructures des pays du Golfe.

Si les houthistes poursuivent leurs propres objectifs, leur offensive sur le détroit de Bab El-Mandeb s'accorde avec les ambitions régionales de l'Iran d'asseoir son pouvoir sur les principales routes maritimes internationales.

Malgré une forte opposition nationale, avec près de 80 % des Américains défavorables à un nouveau conflit, Donald Trump pourrait envisager un affrontement militaire généralisé avec l'Iran avant les élections de mi-mandat [le 3 novembre]. Une telle confrontation surpasserait de loin l'ampleur des guerres régionales récentes en Irak ou en Afghanistan pour prendre des dimensions comparables à celles de la Seconde Guerre mondiale.—

Publié le 21 septembre
traduit par Anna Kerautret
et Julie Marcot

Intervention militaire américaine : l'indécision de Trump

●●● Donald Trump s'est ravivé plusieurs fois ces derniers jours sur sa stratégie au Yémen, partagé entre les pressions saoudiennes pour frapper les houthistes et le risque d'engager les États-Unis dans un nouveau front au Moyen-Orient, assure **The New York Times**. Le dilemme auquel est confronté le président américain a culminé le 17 septembre lors d'un nouvel appel du prince héritier saoudien, Mohammed ben Salmane, "l'implorant une nouvelle fois d'intervenir pour freiner l'avancée" des houthistes, affirme le quotidien. À l'issue de cet entretien, Trump aurait "ordonné au Pentagone de préparer des frappes aériennes contre les houthistes", avant de se raviser le 20 septembre et de renoncer, "au moins pour l'instant", à de telles frappes, indique le journal américain.

CISJORDANIE

Le sabotage agricole, l'autre arme des colons israéliens

Pour pousser les agriculteurs palestiniens à abandonner leurs terres, les colons multiplient les intimidations, non sans la complicité de l'armée israélienne.



—Al-Jazeera English
(Doha)

Dans ces vignes de Cisjordanie qui ont longtemps été une source de revenus réguliers pour sa famille, Theeba Al-Sabaa, cultivatrice, passe une bonne partie de ses journées à défendre sa ferme et ses terres contre les colons.

Cette Palestinienne de 56 ans travaille de l'aube au crépuscule dans ses champs du "Jabal Sabaa", comme on les surnomme ici, à Beit Ummar, au nord d'Hébron. C'est un combat quotidien qu'elle mène contre l'extension des colonies apparues sur les collines ondoyantes autour d'elle, et qui par endroits l'empêchent même d'accéder à ses terres.

"Dieu sait si la terre m'a appris à être patiente et à m'accrocher à mes droits. Quand j'ai un droit, je le prends et je ne cède pas ! Je ne partirai pas, parce que j'ai travaillé dur sur ces terres, j'ai trimé et sué. Alors il n'est pas question d'abandonner le fruit de ce travail, le fruit du travail de mes enfants, de mon mari, pour partir ailleurs."

Depuis la mi-2024 et de nouvelles installations de colons dans les collines, Theeba voit tous ses faits et gestes scrutés. Des colons s'approchent très souvent de sa maison et libèrent du bétail sur ses parcelles cultivées.

Abandon. "Ils entrent avec leurs moutons sur nos champs après qu'on les a labourés et nettoyés, les bêtes viennent brouter, écraser les cultures, il ne reste rien après leur passage, raconte Theeba Al-Sabaa. Dès qu'ils sentent le moindre mouvement, dès qu'ils voient quelqu'un venir, ils nous attaquent immédiatement."

Des manœuvres d'intimidation qui s'exercent aussi sur les autres champs alentour, où Anwar Sabarneh, 59 ans, vit avec ses sept frères et leurs familles. Face aux attaques répétées des colons, deux de ses frères ont dû abandonner leurs terres. Anwar Sabarneh, qui fait vivre quatorze personnes, est propriétaire de quelques milliers de mètres carrés de vignobles, à 300 mètres de sa maison. Mais avec des colons agressifs,

↗ Palestine. Dessin de Bleibel,
Liban.

rejoindre ses parcelles est devenu dangereux.

L'armée israélienne va jusqu'à exiger des Palestiniens des permis pour travailler sur leurs propres terres, dit-il. "L'armée est venue avec les colons me demander de produire un permis pour pouvoir travailler sur ces terres dont je suis le propriétaire en bonne et due forme."

Roués de coups. Des agriculteurs se voient aussi interdire toute construction sur des terrains leur appartenant. Voilà plus de huit mois qu'Anwar Sabarneh a dû enfermer ses moutons dans une grange en raison des menaces que représentent les colons. "S'ils me voient sortir mes bêtes, ils me prennent en chasse pour les kidnapper, les voler."

Et quand des enfants d'Anwar Sabarneh ont voulu reprendre leurs moutons volés, ils se sont fait arrêter et rouer de coups par des soldats israéliens.

Ces pogroms incessants menés par les colons contre les cultivateurs palestiniens témoignent plus largement d'une véritable stratégie dirigée contre l'agriculture dans le sud de la Cisjordanie. Rien qu'au premier semestre 2026, colons et soldats israéliens ont mené 11 074 attaques en Cisjordanie, selon la Commission de résistance à la colonisation et au mur. Sur ce total, 3 488 ont été le seul fait de colons. Pour Hasan Breijieh, spécialiste de la colonisation et directeur de cette commission, si tant de Palestiniens ont dû fuir leurs fermes, c'est à cause de cette expansion continue des colonies, et des restrictions imposées aux déplacements.

"Des postes de contrôle militaire installés à l'entrée des villages entravent leur accès à leurs vergers et vignobles." Sans parler des routes de contournement qui sapent "les connexions entre les communes palestiniennes", ajoute Hasan Breijieh.

C'est dans ce contexte que les cultivateurs palestiniens entament leur quatrième saison d'affilée sans pouvoir récolter olives, raisins et goyaves. Les exploitations n'ont pu être "ni labourées ni taillées", et sont donc de facto abandonnées. Face à pareille oppression, les femmes comme Theeba Al-Sabaa jouent un rôle

"S'ils me voient sortir mes bêtes, ils me prennent en chasse pour les voler."

Anwar Sabarneh,
AGRICULTEUR

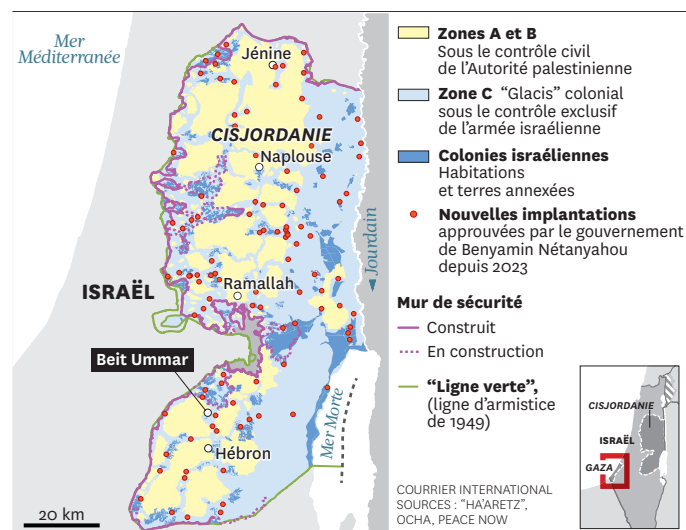
crucial dans la protection des terres, d'autant que souvent les hommes ont été tués ou arrêtés par les Israéliens.

"Elles perpétuent le rôle central qu'elles ont toujours joué dans la préservation du patrimoine agricole des familles, constate Hasan Breijieh. Ces terres ont toujours été la première source de subsistance pour les familles ici, et un Palestinien n'a pas le droit de quitter ses terres, quels que soient les sacrifices que cela représente."

Il se souvient de son grand-père qui, à la veille de sa mort, s'était rendu sur ses terres et leur avait lancé : "Adieu, mes vignes !"

—Ola Marshoud,

publié le 6 septembre, traduit
par Julie Marcot





amériques

Diplomatie. Trump va-t-il sacrifier Taïwan pour satisfaire Xi Jinping?

Le président américain accueille son homologue chinois à Washington, le 24 septembre. Obnubilé par la recherche d'un "deal", il s'éloigne de la doctrine d'"ambiguïté stratégique" qui prévalait jusqu'alors.

✎ Dessin de De Angelis, Italie.

— Foreign Policy, extraits (Washington)

La rencontre risque fort de raviver des inquiétudes désormais familières, tant à Taipei qu'auprès de spécialistes de la politique chinoise à Washington. Des observateurs qui craignent que l'instinct de négociateur de Donald Trump et son désintérêt pour la stratégie ne conduisent à des concessions sur la sécurité de Taïwan, à la faveur d'un nouveau grand marchandage avec Pékin.

Et même si, en théorie, la politique américaine à l'égard de Taïwan reste inchangée, derrière ces sources d'anxiété immédiate pointe une inquiétude plus profonde. En effet, la politique d'"ambiguïté stratégique", suivie depuis longtemps par Washington au sujet de son éventuelle intervention dans un conflit impliquant Taïwan, semble laisser place à une nouvelle position de soutien plus faible.

Double objectif. Cette rencontre de septembre devrait être différente du dernier sommet entre les deux dirigeants, en mai dernier. À l'époque, l'essentiel de l'ordre du jour avait été consacré à la conclusion d'un premier accord commercial. Cela étant réglé, le sommet à venir va donc pouvoir porter sur la gestion de la relation de "stabilité stratégique constructive" – pour reprendre l'expression employée par les deux parties. Ces dernières se sont entendues sur ses grandes lignes, du moins en apparence.

Même si la question de Taïwan n'a été abordée que très rapidement lors de la précédente rencontre à Pékin, les faucons

antichinois, aux États-Unis, se sont mis à craindre que Trump n'ait quelque peu fait sien la façon de penser de Xi Jinping. Dans un entretien accordé dans l'avion qui le ramenait chez lui, le président américain a fait remarquer que son homologue chinois avait "des sentiments très forts" à l'égard de Taïwan, avant d'ajouter: "La dernière chose dont nous avons besoin en ce moment, c'est d'une guerre à plus de 15 000 kilomètres de chez nous."

C'était justement pour éviter une telle guerre qu'avait été élaborée la notion assez vague d'"ambiguïté stratégique". Elle avait été définie à la fin des années 1970 et dans les années 1980 comme une composante d'un ensemble d'éléments de compréhension établis après la reconnaissance diplomatique de la Chine par les États-Unis. Elle a ensuite été considérée comme un des fondements des relations sino-américaines. De manière simplifiée, cela consiste, pour les États-Unis, à éviter de se prononcer clairement sur leur intention d'intervenir militairement en cas d'attaque de Taïwan par la Chine, avec pour effet de laisser les deux parties dans l'incertitude.

Cette ambiguïté poursuit un double objectif. À l'évidence, elle vise à dissuader la Chine de s'emparer de l'île par la force. Mais comme elle traduit le refus des États-Unis d'accorder à Taipei un "chèque en blanc" diplomatique

en cas de conflit, elle cherche aussi à freiner les velléités provocatrices de Taïwan.

Quels qu'aient pu être ses mérites au départ, il convient de souligner que cette politique a vu le jour à une époque bien différente, où les États-Unis étaient nettement plus puissants que la Chine. Les partisans d'une

ligne dure soutiennent que cette ambiguïté ne suffit plus, aujourd'hui, à dissuader une armée chinoise bien plus performante et sûre d'elle.

À ce sujet, Richard Haass a rédigé en 2020, alors qu'il était président du Council on Foreign Relations [un laboratoire d'idées de New York], un essai dans lequel il plaide [pour] que les dirigeants américains indiquent clairement leur volonté de se porter au secours de Taipei.

L'ancien président Joe Biden avait ainsi affirmé à maintes reprises que les États-Unis soutiendraient



ANALYSE

Pékin semble se satisfaire des relations stables établies avec Washington.

les États-Unis "s'ancrent plus profondément" en Asie, a-t-il déclaré.

Compte tenu de l'obsession de Trump pour les "deals" et du nouveau cadre de stabilité stratégique avec la Chine, on peut penser que le soutien à Taïwan doit être géré et modulé de façon à ne pas perturber l'ensemble des relations, délicates, avec Pékin. Le président américain semble en tout cas disposé à fermer les yeux sur les actes d'agression chinois – en ignorant notamment les rapports qui mettent au jour la fourniture par la Chine d'images satellite haute résolution à l'Iran ayant pu causer des pertes humaines dans les rangs américains.

Or la rhétorique impulsive de Trump, conjuguée aux idées prônant la retenue qui circulent à Washington, pourrait conduire Pékin à modifier ses calculs. Et



On a l'impression que les États-Unis penchent peu à peu vers une position de non-intervention.

c'est là que réside le danger : si la Chine en vient à croire que les risques liés à une action contre Taïwan ont diminué, elle pourrait être tentée de mettre à l'épreuve la détermination américaine plus tôt que prévu.

À court terme, il y a peu de chances que la Chine cherche à éprouver le soutien des États-Unis à Taïwan en tentant une prise de contrôle de l'île. Pékin semble se satisfaire, pour l'instant du moins, des relations constructives et stables qu'elle vient tout juste d'établir avec Washington.

“Amorce de détente”. Xi Jinping va sans doute se préoccuper surtout d'assurer sa propre succession l'an prochain, lors du Congrès national du Parti communiste chinois, où il devrait, selon toute vraisemblance, décrocher un quatrième mandat. Il n'a donc pas très envie de provoquer une crise à Taïwan. Les intellectuels chinois parlent désormais d'une “amorce de détente entre les États-Unis et la Chine”, pour reprendre les termes de Da Wei, un éminent théoricien qui a ses entrées dans les milieux chargés de la sécurité internationale à Pékin.

Cependant, la Chine continue d'afficher son objectif à long terme de mainmise sur Taïwan, y compris par une invasion militaire. En mai dernier, Xi Jinping a mis en garde Donald Trump contre toute mauvaise gestion de la question taïwanaise, indiquant que, dans le cas contraire, “les deux pays pourraient connaître des heurts, voire des conflits, susceptibles de mettre en grand danger l'ensemble de leurs relations”.

De son côté, Washington envoie des signaux qui laissent penser que la volonté des États-Unis de ne tolérer aucun affrontement [de Taïwan] avec la Chine s'émousse. L'ambiguïté stratégique avait pour but, au départ, de maintenir Pékin et Taïpei dans le flou. Sous le mandat de Donald Trump, ce brouillard risque de s'estomper. Et la Chine pourrait bien en déduire, en toute discrétion, que les États-Unis sont désormais moins engagés envers Taïwan que par le passé.

—James Crabtree, publié le 14 septembre, traduit par Françoise Lemoine-Minaudier

MÉDIAS

Offensive contre la presse

Des journalistes de CNN, Politico et MS NOW se sont vu refuser l'accès à la Maison-Blanche, le 19 septembre, après que Donald Trump a annoncé son intention de les bannir.

—Courrier international

L'initiative marque “une nette intensification de la longue bataille que mène le président Trump contre les grands médias”, constate **The New York Times**. Des journalistes de trois rédactions américaines – CNN, MS NOW et Politico – ont été empêchés, samedi 19 septembre, d'entrer dans l'enceinte de la Maison-Blanche, “ce qui ouvre la voie à un conflit judiciaire”, prévient le journal.

Donald Trump avait annoncé la veille sur Truth Social cette interdiction d'accès à la Maison-Blanche “avec effet immédiat”, accusant les trois médias de relayer de fausses informations. “D'autres médias propagateurs de fausses informations suivront”, avait-il menacé.

S'adressant aux journalistes dans le Bureau ovale, le républicain a justifié ces restrictions par son mécontentement face à la couverture médiatique de son administration par ces médias. “Il y a quelque chose qui ne va pas dans un pays qui permet à des gens d'écrire délibérément des articles négatifs”, a-t-il dit, ajoutant : “Bon, s'ils veulent les écrire, très bien, mais je ne suis pas obligé de les laisser entrer dans ma... dans la maison du peuple” (surnom de la Maison-Blanche).

“Il s'agit de la dernière manœuvre en date de Trump dans sa bataille incessante contre les médias”, commente **NPR**. Donald Trump “attaque fréquemment les journalistes, s'en prenant à eux nommément lors de ses interventions médiatiques et sur les réseaux sociaux, retrace **The Washington Post**. Il a également poursuivi en justice, à titre personnel, divers organes de presse, notamment **The New York Times**, **The Wall Street Journal** et la **BBC**.”

Durant le premier mandat de Trump, en 2018, la Maison-Blanche avait retiré l'accréditation de presse du correspondant de CNN Jim Acosta, lui reprochant d'avoir refusé de céder le micro lors d'une conférence de presse, se souvient pour sa part **USA Today**. Cependant, un juge fédéral a par la suite contraint la Maison-Blanche à rétablir son accréditation. Donald Trump a aussi interdit l'accès au Bureau ovale aux journalistes de l'agence de presse Associated Press, qui avait refusé d'adopter l'appellation “golfe d'Amérique” pour le golfe du Mexique, rappelle **The Wall Street Journal**.

Cette nouvelle interdiction est, de prime abord, inconstitutionnelle, a estimé auprès de **NPR** Theodore Boutros, un avocat américain de renom spécialiste du premier amendement. C'est aussi sur cet argument que se fonde la plainte, déposée le lundi

21 septembre par les trois médias concernés, contre Donald Trump et trois de ses hauts conseillers.

En soutien à CNN, les poids lourds de la télévision américaine – ABC, CBS, Fox News et NBC – sont convenus de “suspendre leur couverture conjointe de Donald Trump”, en se retirant du pool télévisé présidentiel. “Les photographes de grandes agences de presse et de médias – notamment **The New York Times**, **Associated Press** et **l'AFP** ont également suspendu la publication de nouvelles images du président”, affirme **The Daily Beast**.

Dans une tentative apparente de répondre à cette fronde, la Maison-Blanche a lancé lundi soir une chaîne Trump TV sur YouTube.

—Violette Robinet



SUR LA BOUTIQUE DE COURRIER INTERNATIONAL

Coffret Télérâma de 10 DVD
les “Films à voir & à revoir”
volume 16



45 €*

Les dix films marquants de 2025 :

- **La Chambre d'à côté** de Pedro Almodóvar
- **Un simple accident** de Jafar Panahi
- **Valeur sentimentale** de Joachim Trier
- **L'Agent Secret** de Kleber Mendonça Filho
- **La Petite Dernière** de Hafsia Herzi
- **Arco** d'Ugo Bienvenu
- **Sirāt** d'Oliver Laxe
- **La Femme la plus riche du monde** de Thierry Klifa
- **Vie Privée** de Rebecca Zlotowski
- **Le Chant des forêts** de Vincent Munier

Pour commander,
scannez le code QR



Ou rendez-vous sur notre site :

<https://boutiquevpc.courrierinternational.com/dvd/4634-coffret-10-dvd-telerama-les-films-a-voir-et-a-revoir-de-2025-volume-16.html>

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31 juillet 2027.
* Frais de port en sus en fonction du produit. Réception environ une semaine après la prise en compte de votre commande. Nos conditions générales de vente sont disponibles sur notre site Internet : <https://www.courrierinternational.com/page/cgvu>

MEXIQUE

Au Sinaloa, les armes ne se taisent pas

Le 13 septembre, des milliers de Mexicains ont manifesté à Culiacán contre la violence extrême provoquée par la guerre entre des factions rivales du cartel de Sinaloa, qui a fait près de 4 000 morts en deux ans.

—Excélsior (Mexico)

Revoloï septembre et ses drapeaux vert, blanc, rouge. Sur les places, on ajuste les lumières, on dépoussière les cornets, et le gouvernement peaufine son discours d'exaltation de la patrie. Les célébrations de la fête de l'Indépendance commencent, en tout cas sur la forme. Mais au Sinaloa, l'indépendance tant vantée est morte, sous les premières balles d'un conflit qui ne faiblit pas. Nous n'avons plus ni la liberté de nous déplacer, ni la souveraineté sur nos espaces, ni la tranquillité suffisante pour vivre.

Deux ans, dans la rhétorique du pouvoir, on dit que ce n'est rien. Sur les épaules de la société pourtant, sept cent trente jours de conflit, c'est une éternité qui brise le cœur et l'âme d'un peuple. Nous voilà bientôt au deuxième anniversaire d'un conflit que beaucoup avaient dit "passager", y voyant un "réajustement", une turbulence de quelques jours, pas plus. La réalité, cruelle, a démontré le contraire : le Sinaloa reste aux prises avec une guerre sans fin.

De ces deux ans de dégringolade, la conséquence la plus grave ne se mesure pas seulement au terrible bilan des vies perdues [3 800, selon les estimations officielles] et des dossiers d'enquête archivés. Elle se mesure au rétrécissement implacable de notre façon de vivre. Culiacán, cette capitale vibrante qui pouvait se prévaloir de sa vitalité commerciale et de sa dynamique urbaine, est aujourd'hui une ville en souffrance et diminuée : en nous démenant pour survivre, nous avons resserré la carte de notre existence.

L'économie locale se réduit comme peau de chagrin, et les emplois formels disparaissent dans l'incertitude. La vie nocturne, qui en d'autres temps fut un moteur de la sociabilité et du commerce, a été abolie sous l'effet d'un couvre-feu tacite imposé par la peur. Les commerces ne travaillent plus aujourd'hui que sous la fragile protection de la lumière du jour : dès que le soleil décline,

les rideaux métalliques descendent immédiatement et les rues se vident. Nous sommes devenus les habitants de microrégions : on ne traverse plus la ville, on se

contente d'interactions dans un petit périmètre autour de chez soi. Nous sommes devenus des étrangers sur notre propre territoire, confinés dans des bulles urbaines pour ne pas faire partie des statistiques de la nuit.

Le plus tragique dans ce panorama est de constater qu'au fond rien, ou presque, n'a changé. Il y a bien la conviction, de plus en plus répandue, qu'il nous faut nous éloigner du culte explicite du narcotrafic – celui-là même qui a contribué des décennies durant à une apologie du crime par l'entremise de la

musique et d'une esthétique de l'excès. Mais, au fond, nous continuons à le célébrer avec cynisme. Nous sommes révoltés par les rafales de balles sur nos boulevards, mais dans l'intimité de nos fêtes, on chante toujours l'épopée des assassins et on défend les codes et les modes de vie qui nous ont entraînés dans cet enfer. Nous condamnons la violence dans la sphère publique, tout en perpétuant en privé les habitudes et la culture qui la justifient et la banalisent.

Paralyse collective. Devant cette paralysie collective, les autorités brillent, comme il fallait s'y attendre, par leur incurie. Le gouvernement a choisi la facilité : gérer la violence, au lieu de la combattre à la racine. Qu'on dédramatise les gros titres, qu'on enregistre les morts, qu'on déploie des patrouilles aussi spectaculaires qu'inoctives – la décréue finira bien par arriver.

Mais pourquoi la puissance publique refuse-t-elle d'attaquer ce conflit sur le fond ? La réponse est désolante : parce que, pour affronter ce problème structurel, il faudrait asseoir sur le banc des accusés toutes les franges de la société. Examiner la complicité du pouvoir politique, la permissivité des entreprises, la corruption des institutions et la tolérance de la société, qui toutes ont fait le lit de cette guerre. La résolution de cette crise ne peut passer que par une catharsis à laquelle personne, au sommet du pouvoir, n'est prêt à se soumettre. Il est plus rentable de faire semblant de surveiller, pendant que le tissu social se délite un peu plus chaque jour.

L'illusion dont se bercent les autorités a bien sûr été sans effet



✎ Dessin de Paco Baca, Mexique.

Contexte

Deux ans de guerre

●●● Depuis le 9 septembre 2024, la guerre fait rage entre deux factions du cartel de Sinaloa, "l'un des groupes criminels les plus puissants du monde", rappelle le journaliste d'investigation mexicain Alberto Pradilla dans le média de gauche espagnol **ElDiario.es**.

D'un côté, les Chapitos, menés par les fils du narcotrafiquant "El Chapo" Guzmán, qui purge une peine de prison à perpétuité aux États-Unis. De l'autre, la Mayiza, dirigée par l'héritier du trafiquant Ismael Zambada, dit "El Mayo". Des civils tués par des tirs croisés, des enfants victimes de bavures, des sacs de corps démembrés laissés dans la ville... En deux ans, ce "conflit interne" a fait plus de 3 800 morts dans l'État du nord-ouest du Mexique, selon le décompte du journal local **Noroeste**.

Soit une moyenne de 5 morts violentes par jour. Il a aussi fait près de 4 400 disparus, et quelque 5 000 commerces ont baissé le rideau, selon le patronat local, rapporte **La Jornada**. La guerre a mis au jour l'infiltration du crime organisé au sommet de l'État. L'ex-gouverneur Rubén Rocha Moya (du parti Morena, au pouvoir), qui a tiré profit de l'enlèvement d'opposants par le cartel lors des élections de 2021, a été visé par un mandat d'arrêt des États-Unis pour collaboration avec le narcotrafic en avril. Et a finalement été poussé à démissionner par la présidente, Claudia Sheinbaum.

sur le conflit. Loin de rester limitée au centre de l'État, la tache d'huile a suivi son cours. Les conséquences de cette guerre ne sont plus l'apanage de la capitale et ont gagné jusqu'au sud du Sinaloa, menaçant la stabilité de régions entières qui considéraient ce problème comme étranger ou lointain. La violence ne s'arrête ni par décret ni par usure : quand elle n'est pas combattue, elle contamine de nouveaux territoires.

Voilà donc deux ans que nous sommes plongés dans la barbarie et que nous vivons dans une version atrophiée, bouleversée et minée de notre propre État. Pendant que les lumières et les flonflons tentent d'occulter le désastre, la réalité s'impose, tenace : au Sinaloa, l'indépendance est un mythe, et la paix un horizon lointain.

—Juan B. Ordorica, publié le 14 septembre, traduit par Julie Marcot

SOURCE

EXCÉLSIOR

Mexico, Mexique
Quotidien
exonline.com.mx

Fondé en 1917, *Excélsior* est un journal de référence pour le monde hispanophone. Très riche et complet, c'est un journal officiel qui est cependant loin d'avoir perdu son indépendance. Ce quotidien, "cathédrale du journalisme au Mexique", est connu pour ses pages financières et économiques très pointues.



COURRIER INTERNATIONAL

Abréviations :
BE. Belize, HO. Honduras

du 5 au 8 octobre
4 jours, 4 lieux
pour rencontrer
plus de 40 artistes

Télérama' DIALOGUES

Soirée de lancement
mardi 29 septembre
le défilé renault®

Théâtre du Rond-Point
Palais de la Porte Dorée
Bibliothèque nationale
de France Richelieu
Maison des Métallos

réservations
et infos





✍ Dessin de Kazanevsky,
Ukraine.



—Denik N, extraits (Prague)

L'information, à la fin d'août, a indigné nombre d'utilisateurs des réseaux sociaux : la Pologne ne se contenterait pas de revendiquer la région tchèque de Czesky Tesin [Cieszyn, en polonais], elle aurait également l'intention de l'occuper par la force. Aussi convaincante fût-elle, et bien qu'œuvre de professionnels, cette campagne était toutefois de la désinformation. Son objectif ? Faire croire que les Polonais entendent se réapproprier une partie du territoire tchèque actuel, ou encore que ce sont eux, en collaboration avec l'Allemagne nazie, qui ont provoqué la Seconde Guerre mondiale.

À Prague comme à Varsovie, les dirigeants des deux pays ont réagi promptement, parfois même avec humour, en rejetant toute volonté de modifier les frontières ou de nuire aux bonnes relations de voisinage. Malgré cela, cette campagne de désinformation a suscité sur les réseaux sociaux exactement ce que ses auteurs avaient escompté : des querelles et des accusations entre

République tchèque. Quand Moscou fabrique un conflit territorial

En août dernier, une campagne de désinformation a cherché à faire croire que la Pologne entendait se réapproprier un bout du territoire tchèque. Une opération d'influence qui a enflammé les réseaux sociaux dans les deux pays, derrière laquelle se dissimulent très probablement les services secrets russes.

des chambres d'écho déjà hostiles les unes envers les autres et, surtout, des doutes sur "ce qu'il en est vraiment".

Territoire disputé. Dans les faits, il s'agit d'une question sensible, impliquant un morceau de territoire, la région de Czesky Tesin, que les Tchèques ont dû défendre en 1919 lors de la guerre contre les Polonais avant que ces derniers, profitant

des accords de Munich, ne l'occupent véritablement en 1938 et 1939. Les Allemands leur ont ensuite succédé, puis le territoire a finalement été restitué à la Tchécoslovaquie en 1945.

Pourquoi la question de savoir "à qui appartient la région de Czesky Tesin" est-elle soudainement devenue un sujet brûlant sur les réseaux sociaux ? Les responsables politiques et les journalistes d'investigation polonais et

tchèques, tout comme les experts étrangers en cybersécurité, s'accordent à dire que la piste mène à la Russie. Le plan sommaire de l'opération aurait été élaboré il y a deux ans dans l'un des laboratoires de ses services secrets.

Lorsque, [à la fin du mois d'août], les réseaux sociaux se sont mis à foisonner de rumeurs, de faux comptes publiant des annonces fallacieuses, et de documents prétendument

officiels accusant Varsovie d'avoir des intentions hostiles envers la République tchèque (y compris un faux profil de l'ambassadeur de Tchéquie en Pologne), il est immédiatement apparu aux experts en sécurité que quelqu'un cherchait à monter Tchèques et Polonais les uns contre les autres. Selon eux, l'objectif était de raviver un vieux différend qui, certes, reste un litige portant sur 368 hectares de terre, mais où personne n'a l'intention d'attaquer qui que ce soit.

Ce méli-mélo d'informations confuses s'est poursuivi avec une fausse version d'iRozhlas.cz, le site d'actualité de la radio publique tchèque, qui relayait l'affirmation selon laquelle les Polonais avaient l'intention de reconquérir "leur" territoire par la force. Parallèlement, la station de radio régionale polonaise Radio PIK a été piratée de la même manière. Tout cela a abouti à un appel, lancé sur Facebook, à organiser une manifestation sous le slogan "La région de Czesky Tesin est tchèque".

L'affaire a pris une telle ampleur que les services de renseignements et le ministère des Affaires étrangères tchèques ont dû s'en saisir, tandis que les dirigeants des deux pays ont été contraints de réagir pour apaiser les esprits.

Publiée il y a deux ans, l'enquête menée conjointement par le célèbre journaliste d'investigation bulgare Christo Grozev, le magazine allemand *Der Spiegel* et le média indépendant russe *The Insider* illustre de manière frappante la façon dont les services de renseignements russes ont pu se préparer à des opérations telles que l'occupation de Czesky Tesin. Et à quel point il s'agit d'une activité sophistiquée de la machine de propagande et du renseignement russe.

Tout a commencé quand l'équipe de Christo Grozev s'est mise, dans la plus grande discrétion, à examiner la correspondance de deux hauts responsables du Service des renseignements extérieurs russe (SVR). Elle leur

Les réseaux sociaux ont foisonné de rumeurs, de faux comptes publiant des annonces fallacieuses.



COURRIER INTERNATIONAL

l'Occident, nous devons trouver une autre solution”, en concluent les services de renseignements russes, selon Christo Grozev. C'est ainsi que l'opération Kylo, dont le SVR est l'investigateur, voit le jour.

Sa mise en œuvre et sa coordination ont ensuite été assurées par l'une des organisations de couverture : le centre international de sécurité Faiseur de paix, qui est en réalité l'unité militaire n° 33949, chargée d'assurer la couverture des agents

est parvenue par hasard. Des militants russes, qui avaient déjà réussi à pirater les systèmes de messagerie d'institutions publiques russes ainsi que les échanges entre hauts responsables, l'ont transmise aux journalistes. *“Au vu du contenu, on a d'abord pensé qu'il s'agissait de fous. Jusqu'à ce qu'il s'avère qu'il s'agissait probablement de généraux du SVR”*, a expliqué Christo Grozev. L'objet de la correspondance entre les officiers Mikhaïl Kolesov et Mikhaïl Kouliomine, rapidement identifiés, a frappé les journalistes par son absurdité. L'opération Kylo, nom que les agents russes ont donné à leur idée, était néanmoins née.

Propagande moderne. C'est en mai 2022, soit peu après le début de l'invasion à grande échelle de l'Ukraine et ses premiers échecs, que les officiers des forces de sécurité russes ont commencé à échanger sur la manière de sauver l'opération militaire ratée, ne serait-ce que sur le plan de l'information, à défaut du champ de bataille.

Les échanges s'ouvrent sur une critique acerbe de leurs propres rangs. Le SVR, dont Kouliomine et Kolesov font partie, accuse les autres services de sécurité d'avoir complètement échoué dans leur campagne de propagande contre les idéaux européens. Alors que la consigne du Kremlin était de faire en sorte que le monde comprenne la Russie et ne la perçoive pas comme l'agresseur, les premières réactions à l'*“opération spéciale”* ont confirmé cet échec.

Condamnant fermement Moscou, la majorité de la communauté occidentale adopte alors diverses mesures de sanctions, expulsions et restrictions. *“Nous avons perdu cette guerre contre*

Le principal objectif des opérations est de créer un état de dissonance cognitive chez les Européens.

du renseignement opérant à l'étranger. Et de Mikhaïl Kolesov et Mikhaïl Kouliomine.

Après avoir critiqué le ministère des Affaires étrangères russe, les responsables du Kremlin, ainsi que leurs collègues du FSB (le principal service de renseignements intérieurs russe) et du GRU (le service de renseignements militaires des forces armées), les deux hommes présentent leur propre plan et y associent ceux à qui ils ont auparavant expliqué qu'ils s'attaquaient à l'Occident avec des armes obsolettes et inefficaces. Une propagande moderne et agressive ressemblait, prétendaient-ils, à tout autre chose.

Preuve qu'ils sollicitent les éléments les plus expérimentés pour mener à bien leur projet commun, ils font appel, entre autres, à Eduard Chernovoltsev, figure marquante des services secrets russes et ancien responsable de l'Institut de criminalistique, où a probablement vu le jour le plan visant à empoisonner le leader de l'opposition Alexeï Navalny ainsi que le journaliste et poète Dmitri Bykov.

Le principal objectif des opérations prévues est de créer un état de dissonance cognitive chez les Européens, et potentiellement chez les Américains. Inonder l'espace numérique de récits contradictoires et d'informations inventées de toutes pièces propres à attiser tensions et frustration, à ébranler les certitudes qui constituaient jusqu'à présent les piliers du mode de

vie occidentale, à instiller une angoisse existentielle face à l'avenir et à semer la méfiance envers les gouvernements.

Dans ce contexte, les réfugiés ukrainiens font l'objet d'une attention particulière. À Moscou, l'idée est d'en faire d'authentiques unités de sabotage opérant derrière les lignes ennemies. Détruire l'adversaire avec ses propres armes : la bienveillance, l'empathie et la solidarité. *“Nous les attaquerons en nous servant de leur propre peur”*, écrivaient les auteurs du plan.

Christo Grozev affirme que le SVR est parvenu à mettre en place, dans les pays européens qui ont accueilli en nombre des réfugiés fuyant les missiles russes, de petits groupes d'Ukrainiens financés par la Russie. Ceux-ci avaient pour mission de susciter la haine à leur égard : par exemple en réclamant une aide financière plus importante ou encore l'expulsion de tous les Russes, sans distinction, de l'Union européenne. Autrement dit, en adoptant une attitude de fanatiques agressifs à laquelle les Européens sont particulièrement sensibles.

Ou comme lorsque, en juin 2024, trois hommes – de nationalité bulgare, allemande et ukrainienne – ont déposé au pied de la tour Eiffel cinq cerceaux ornés de drapeaux français avec la mention *“soldats français d'Ukraine”* en réaction à la proposition faite alors par Emmanuel Macron, qui souhaitait que des troupes françaises défendent le port ukrainien d'Odessa.

Comptes russes. Plus récemment, les Russes sont également soupçonnés d'être à l'origine de l'arrivée subite de dizaines de milliers de migrants vers l'enclave espagnole de Ceuta. Le Premier ministre espagnol, Pedro Sánchez, est convaincu qu'une telle crise ne se serait pas produite sans une campagne d'information massive impliquant de nombreux comptes russes sur les réseaux sociaux.

Les instructions relatives à la mise en œuvre de l'ensemble du projet *“ukrainien”* dans le cadre de l'opération Kylo sont décrites sur des centaines de pages. Et après que le plan a été définitivement finalisé sur papier, le 30 mai 2023, il est entré dans sa phase pratique, et les premiers

fonds ont été débloqués à partir de sources russes, principalement les budgets du SVR, du FSB et du GRU.

Les récents incidents impliquant des réfugiés ukrainiens en Pologne et en Allemagne constituent une illustration frappante de la manière de procéder. Et plus encore l'opération Czesky Tesin. Depuis la conception initiale du projet, les technologies de pointe se sont considérablement développées et les services secrets russes exploitent désormais pleinement l'intelligence artificielle.

Le site Internet polonais *CyberDefence24.pl* a ainsi étayé son hypothèse d'une implication russe dans l'affaire de Czesky Tesin en révélant que les textes tchèques avaient visiblement été générés par intelligence artificielle et que la campagne portait les caractéristiques d'une opération de Moscou.

Même s'il est extrêmement difficile d'obtenir des preuves irréfutables dans ce genre d'affaires, la main de la Russie ne fait guère de doute.

— **Petra Prochazkova,**
publié le 1^{er} septembre, traduit
par Guillaume Narguet



●●● Espionnage, drones, sabotages, cyberattaques, désinformation... L'Europe fait face à de nouvelles menaces qui brouillent la frontière entre guerre et paix. Quels sont les objectifs des États responsables de ces agressions voilées? Comment y faire face? Et surtout, est-ce possible? À partir d'analyses et de reportages de la presse internationale, *Courrier international* vous propose de décrypter les enjeux d'une guerre hybride d'ampleur inédite sur le Vieux Continent.

Dans le prochain numéro : Comment les pays européens font face à l'instrumentalisation des migrants

NOTRE HORS-SÉRIE



Courrier international

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ROYAUME-UNI

Les cagoulés ne font plus peur

La veille de leur action coup de poing au port de Douvres, début septembre, des militants anti-immigration ont été accueillis avec une approbation discrète dans un village voisin. Signe que le fond de l'air a changé.

—The New Statesman, extraits (Londres)

Tapi sous les massifs d'herbacées à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Canterbury se trouve le village de Preston-next-Wingham. Ici, la criminalité se résume à la chasse à courre [interdite depuis 2004 mais encore parfois pratiquée]. La porte de la paroisse demeure close, non pas pour prévenir les actes malveillants, mais pour "empêcher les animaux d'entrer".

La bière la plus populaire de l'unique pub est la Master Brew, breuvage roux du Kent apprécié des gars du coin qui poussent la porte d'un pas traînant à partir de midi. Un village tout ce qu'il y a de plus anglais, pourvu de tous les disgracieux ajouts architecturaux requis par une économie postféodale pour administrer une population de 924 âmes. Des séchoirs à houblon en parfait état y côtoient des constructions poisseuses des années 1960.

Mais l'Angleterre contemporaine y est également présente. Un véhicule d'entretien des routes qui file en bringuebalant sur des nids-de-poule. L'entreprise régionale de gestion des eaux qui interrompt sans arrêt la circulation pour réparer les fuites dans les canalisations. Et, en ce

vendredi 4 septembre d'automne précoce, où les glands craquent déjà sous les pieds, ces centaines d'hommes débarqués sur les coups de 20 heures, qui se sont garés tout le long de la rue principale, jusque dans les allées privées, devant la boucherie, sur le parking de la salle polyvalente, en face de l'école primaire.

"Remue-ménage". Les habitants les ont observés se déplacer en petits groupes sur la grande rue. Certains portaient des survêtements noirs et des cagoules. Un "cauchemar absolu", selon les mots du député conservateur local, Roger Gale. "On aurait dit une foule d'artisans", considère de son côté le boucher Stephen Atherton, 53 ans, affublé d'un tablier à rayures bleues et blanches.

Pour un petit village comme celui-là, c'était "le choc", continue le commerçant derrière son comptoir garni de pièces de gibier. "C'était un grand remue-ménage... Le samedi matin, on s'est mis à chercher les propriétaires des voitures, parce que c'est notre plus grosse journée, et s'ils avaient demandé s'ils pouvaient se garer là on aurait dit non." Des plaintes ont été formulées sur le groupe Facebook du village, m'a-t-on dit, d'autres déposées directement au commissariat (qui ne m'a pas précisé leur nature).

En discutant avec ces nouveaux venus, les habitants ont fini par comprendre ce qu'ils faisaient là. Ils préoyaient de manifester à Douvres le lendemain. Le matin suivant, effectivement, ces hommes tout de noir vêtus bloquaient les accès au port et semaient la pagaille aux cris de "Arrêtez les bateaux".

"Nous savions ce qu'ils comptaient faire, me confie une mère venue récupérer son fils à l'école. Ils se faisaient appeler les 'Patriotes'." Une seconde femme, une mère au foyer de 23 ans qui patiente à l'arrêt de bus, me le confirme : "Il y a beaucoup de personnes âgées ici, et elles s'inquiétaient de voir des groupes d'hommes vagabonder, mais ensuite on leur a expliqué qu'ils se rendaient à Douvres pour une manifestation."



✓ "On est là pour empêcher que des gens envahissent votre ville!"
Dessin de Ben Jennings paru dans The Guardian, Londres.

été spécialement conçue pour horripiler les habitants des campagnes – n'a pas entamé le soutien apporté à ces hommes. On me les a décrits "polis", "charmants", "très aimables". Il n'y avait "aucune animosité", "rien de menaçant". "Je ne me suis jamais sentie autant en sécurité", assure une mère à la sortie de l'école.

Daniel Thomas et les gens de cet acabit forment une frange bruyante de fondamentalistes

"Je ne me suis jamais sentie autant en sécurité."

UNE MÈRE DE FAMILLE

composée de nativistes, d'anciens détenus, de pourfendeurs de la démocratie et autres chrétiens évangéliques prêchant la peur de l'Autre. La plupart des Britanniques restent horrifiés devant ces manières grossières et brutales à l'américaine. Néanmoins, dans ce que la psyché nationale considère comme l'Angleterre respectable, là où la veste Barbour l'emporte sur la cagoule, ces idées se diffusent à bas bruit, décuplées par les algorithmes.

Je me sèche devant le feu de cheminée du restaurant Half Moon and Seven Stars. Avant de quitter l'est de Londres pour le Kent, le propriétaire, Ben Edwards, a longtemps été employé chez un primeur d'East End. Il a travaillé avec des commerçants musulmans et se souvient encore de leurs stands sur le marché, dans lesquels ils vendaient du bacon pour que les vieux cockneys du quartier viennent se délecter d'un petit déjeuner.

"Il faut juste poser des questions, être ouverte aux autres et discuter pour découvrir différentes cultures", estime-t-il, tout en me servant une tasse de thé. Et que pensent ses habitués des hommes attroupés devant le pub ce vendredi soir-là? "Les gens qui sont d'accord avec eux ne veulent rien dire, et ceux qui ne sont pas d'accord n'en disent pas plus parce qu'ils ignorent ce que pense la personne à côté d'eux, m'explique-t-il. Je suis un patron de pub, donc je ne prends pas position. Je suis entre les deux." Mais peu à peu, la parole se libère.

—Anoosh Chakelian,
publié le 12 septembre,
traduit par Anna Kerautret

Les habitants étaient donc au courant à l'avance d'un projet qui a pris de court à la fois la police, les autorités du port et les responsables locaux. Cette action a été organisée en secret par Daniel Thomas, dit "Danny Tommo", un proche et ancien garde du corps du polémiste d'extrême droite Tommy Robinson.

Aspirants miliciens. Les manifestations contre les migrants sont habituellement communiquées à l'avance, mais celle de Douvres a été orchestrée discrètement via la Patriot Platform, un réseau fondé par Daniel Thomas, qui attire la masse croissante des aspirants miliciens du pays. La police du comté du Kent avait tout de même reçu des informations grappillées par les habitants la veille de la manifestation. Un porte-parole a d'ailleurs reconnu que ses services "n'avaient pas pris toute la mesure de ces informations". Mais en dehors de l'incompétence de la police, c'est l'état déplorable des institutions britanniques qui préoccupe.

Le vent est en train de tourner dans le cœur giboyeux de l'Angleterre. Même le spectacle de bandes d'hurluberlus en survêtement qui s'adonnent au stationnement illégal – une combinaison qui semble avoir

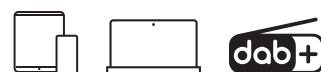


**L'INFO SEREINE,
L'ESPRIT LIBRE**

7H/9H LA MATINALE AVEC DAVID ABIKER



**Mettez de l'harmonie
dans votre vie.**





afrique

—Al-Araby Al-Jadid,
extraits (Londres)

Montassar Riahi, 45 ans, déambule entre les rayons vides d'une grande surface à la recherche de bouteilles d'eau minérale et de sucre. Ce père d'une famille de quatre personnes devra se rendre dans un autre magasin, dans l'espoir d'y trouver ce dont il a besoin. "Je cherche d'abord de l'eau, puis quelques légumes, du poulet ou des œufs. Ensuite, je regarde ce qu'il me reste pour acheter des fruits, qui sont devenus presque un luxe sur nos tables, explique-t-il. Mais ce n'est plus seulement une question de prix : certains produits disparaissent tout simplement des marchés."

Selon Montassar Riahi, la crise frappe une large partie des Tunisiens dans leur quotidien : rayons presque vides, porte-monnaie qui se vidant et pouvoir d'achat sous pression. Il décrit l'été 2026 comme la période la plus difficile qu'il ait connue depuis des années.

Inflation permanente. Depuis plusieurs mois, les marchés tunisiens connaissent ainsi des pénuries à répétition de produits de première nécessité. Et tandis que certains articles deviennent difficiles à trouver, l'érosion du pouvoir d'achat s'installe dans la durée. Et ce alors qu'une hausse des salaires de 5 % a été décidée par les autorités en mai dernier. La mesure a concerné plus de 2,5 millions de salariés des secteurs public et privé. Les pensions de retraite et le salaire minimum garanti ont également été revalorisés.

Sur le terrain, pourtant, les difficultés persistent. Les producteurs assurent que la situation est temporaire et que l'approvisionnement devrait progressivement revenir à la normale. Mais les perturbations se prolongent, et d'autres produits pourraient se raréfier dans les mois à venir, notamment les œufs et la volaille.

Pour les familles tunisiennes, le problème n'est pas seulement de trouver les produits manquants. Elles doivent également faire face à une avalanche de dépenses liées aux besoins de l'été : déplacements, alimentation, factures d'eau et d'énergie. À cela s'ajoutent déjà les frais de la rentrée scolaire. Or les revenus,



Tunisie. Le temps des privations

Après un été caniculaire, le pays connaît une rentrée marquée par les coupures d'électricité et d'eau, les pénuries de certains produits de base, et des prix qui grimpent. Autant de signes d'une économie en crise.

eux, n'augmentent pas au même rythme que les dépenses.

Selon les derniers chiffres de l'Institut national de la statistique, l'inflation s'est établie à 5,1 % en juillet 2026, contre 5,3 % en juin et 5,5 % en mai. Faut-il pour autant voir une baisse des prix ? Non. Le ralentissement de l'inflation signifie seulement que les prix continuent d'augmenter, mais à un rythme moins soutenu, soulignent des observateurs. Et ce

sont les dépenses les plus difficiles à éviter qui pèsent le plus lourd sur le budget des familles.

Ces pressions ne sont pas entièrement nouvelles. Elles viennent s'ajouter à des années d'érosion du pouvoir d'achat. En analysant l'évolution des prix entre mai 2015 et mai 2026, l'économiste Ridha Chkondali a constaté une augmentation moyenne de près de 96 % sur la période. Certains produits alimentaires ont connu

des hausses encore plus importantes. "Le kilo de viande d'agneau, par exemple, est passé d'environ 27 dinars en 2015 à 65 dinars en 2026 [soit de 14,50 à 19 euros constants environ]", explique l'économiste.

Et "le problème ne réside pas uniquement dans le chiffre de l'inflation mensuelle, mais dans l'accumulation des hausses de prix au fil des années", souligne l'expert. Autrement dit, même lorsque l'inflation ralentit, les prix ne reviennent pas en arrière. Ils restent à un niveau élevé et continuent de progresser.

Arbitrages quotidiens. Selon Ridha Chkondali, le maintien de l'inflation au-dessus de 5 % pendant une période prolongée risque ainsi d'éroder davantage le pouvoir d'achat. D'autant que les principales hausses concernent des dépenses souvent incompressibles : alimentation, logement, transports et santé. Le recul de l'inflation ne peut donc pas être interprété comme une amélioration du niveau de vie des Tunisiens, estime-t-il. Les prix ont déjà atteint des sommets et le ralentissement de leur progression ne les fera pas baisser.

Mais derrière les statistiques, il reste une réalité très concrète : celle du consommateur qui doit tous les jours faire ses arbitrages. "Lorsqu'un citoyen trouve le produit qu'il cherche, cela ne signifie pas nécessairement qu'il a les moyens de l'acheter", souligne-t-il.

Les familles qui avaient l'habitude de faire leurs achats mensuels en une seule fois ont désormais plus tendance à acheter en petites quantités, à reporter certains achats, à renoncer à d'autres et à rechercher les produits les moins chers. Les différentes fêtes et périodes de l'année se succèdent par ailleurs et grèvent ce qu'il reste de leur budget.

À cette pression sur les ménages s'ajoute désormais une contestation sociale de plus en plus visible. Les syndicats tunisiens mettent en cause la gestion des affaires publiques par les autorités, les accusant de ne pas parvenir à faire face aux coupures d'électricité et d'eau, à la vie chère et aux pénuries de certains produits de première nécessité. Ils critiquent également l'absence de solutions et la concentration du pouvoir de décision.

Dans plusieurs communiqués, les unions régionales du travail ont affirmé que les syndicats "assumeraient leurs responsabilités militantes pour défendre le pain et la dignité des Tunisiens" et qu'ils ne permettraient pas que la population soit seule à payer le prix de l'échec et de l'impuissance du gouvernement.

Cet appel intervient après une succession de communiqués publiés ces dernières semaines par plusieurs syndicats. Ces derniers dénoncent la dégradation de la situation et l'aggravation des difficultés rencontrées par les Tunisiens durant l'été 2026, tout en refusant que la précarité devienne une situation de fait.

Une autre voix vient s'ajouter à celles des syndicats. Le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), une organisation indépendante, estime de son côté que la Tunisie a de plus en plus de difficultés pour satisfaire les besoins de première nécessité de sa population.

"Lorsqu'un citoyen trouve le produit qu'il cherche, il n'a pas forcément les moyens de l'acheter."

Ridha Chkondali,
ÉCONOMISTE

Il déplore notamment "l'aggravation des perturbations qui entravent l'accès aux biens de première nécessité, avec des coupures répétées d'eau et d'électricité, et la disparition des rayons de l'eau minérale en bouteille en pleine canicule, alors que les familles se préparent à la rentrée scolaire et aux dépenses supplémentaires qu'elle entraîne".

Le FTDES tient le pouvoir politique pour responsable de la dégradation de la situation sociale et économique et de l'absence de réponses sérieuses à la mesure de l'ampleur de la crise. Il critique notamment "le fossé grandissant entre la réalité vécue par les citoyens et le discours officiel des autorités".

Le Forum souligne que, au lieu de reconnaître l'accumulation des crises et de les traiter avec sérieux, la réponse officielle reste placée sous le signe du déni et du rejet de toute responsabilité.

—Iman Al-Hamdi,
publié le 8 septembre, traduit
par Nada Ghosn

Pourquoi n'y a-t-il pas de soulèvement général ?

Le pays, qui avait été le fer de lance du “printemps arabe”, ne se révolte pas, s'étonne cette journaliste tunisienne. L'opposition ne parvient pas à mobiliser l'opinion publique, et le régime se maintient.

—Daraj, extraits (Beyrouth)

Pourquoi les Tunisiens ne se soulèvent-ils pas ? Tous les jours, nous nous posons cette question. Car tout les y incite : les coupures d'électricité et d'eau alors que les températures frôlent les 50 °C, les pénuries de bouteilles d'eau minérale qui en sont à un tel point que l'on a le droit d'en acheter seulement une par jour et par personne, les longues files d'attente devant les stations-service ou les feux de forêt à répétition qui ont détruit plus de 12 000 hectares.

Et pour couronner le tout : la tragédie qui a frappé Ben Guerane, petite ville défavorisée située près de la frontière libyenne. Le 23 août, 14 migrants clandestins sont morts noyés en Méditerranée dans le naufrage de leur embarcation, et la plupart étaient originaires du même quartier de Ben Guerane.

Quand les habitants sont ensuite descendus dans la rue pour dénoncer leur situation socio-économique, la réponse des autorités a consisté à envoyer la police, à faire tirer des grenades de gaz lacrymogène et à procéder à des arrestations.

Incurie politique. Tout cela s'est passé au cours des deux mois d'un été caniculaire qui restera gravé dans la mémoire des Tunisiens, non seulement en raison de la chaleur, mais également du fait de l'aggravation de leurs problèmes et de l'absence de perspectives d'amélioration.

Les autorités hésitent entre indifférence et vaines postures de soutien sans lendemain. Le président, Kaïs Saïed, peut faire

une visite surprise dans des zones sinistrées, il peut faire une déclaration pour promettre des aides, mais rien ne change jamais vraiment sur le terrain.

Facteur aggravant, il ne cesse de justifier ses échecs et son impuissance par des discours populistes sur un prétendu “complot” des “traîtres” et des islamistes qui “cherchent à attiser les problèmes” pour faire tomber le régime.

Longtemps, de larges pans de la population tunisienne ont adhéré à ce discours. Même cela est fini. Les Tunisiens ne croient plus que leurs problèmes s'expliquent par la mauvaise gestion du gouvernement précédent. Ils ont compris que la cause réside dans l'incapacité du pouvoir actuel à élaborer une vision pour sortir le pays de la crise.

L'opposition, dont la plupart des figures sont en prison ou en exil, a subi arrestations, procès iniques, brimades policières et campagnes de dénigrement de la part des médias officiels. Elle cherche malgré tout à refaire son unité, mais n'arrive pas à mobiliser et à obtenir le soutien populaire pour ébranler le trône de Kaïs Saïed.

Elle a essayé de mobiliser autour des demandes de libertés, de justice sociale et de prospérité. Elle a renoué avec les mots d'ordre “irhal” [“dégage”, hérité de la révolution de 2011] ou “ton tour est venu” [emprunté à la révolution syrienne, qui avait réclamé la chute de Bachar El-Assad à la

Les protestations ne prennent pas de tournure politique pour préparer l'après-Kaïs Saïed.

suite de celle des dictateurs Zine El-Abidine Ben Ali, en Tunisie, et Hosni Moubarak, en Égypte].

Le mouvement Nafas [“Souffle”, qui regroupe différents partis et associations, essaie de créer une dynamique en organisant des manifestations communes aux partis de gauche et nationalistes [panarabes], aux islamistes et au [Parti destourien libre, héritier de l'ancien régime de Zine El-Abidine Ben Ali], dirigé par Abir Moussi, qui est en prison depuis trois ans.

Répression violente. Malgré tout cela, l'opposition n'a pas réussi à élargir la mobilisation au-delà des cercles de ses sympathisants habituels. Elle souffre en effet d'une mauvaise image dans l'opinion publique, héritée des années [où elle était en quelque sorte dans la cogestion de la promesse de transition démocratique, après la révolution de 2011.] Depuis lors, elle est accusée d'être la source de tous les maux du pays.

À cela s'ajoute la peur très ancrée dans l'opinion que toute critique du pouvoir en place ne soit qu'un subterfuge pour blanchir l'ancien régime de Zine El-Abidine Ben Ali ou pour réhabiliter le parti islamiste Ennahda.

Il faut dire que le pouvoir nourrit ces perceptions et fait plus généralement de la propagande contre tout ce qui s'apparente à des corps intermédiaires, que ce soient les partis politiques, les syndicats ou les autres associations de la société civile.

Et pourtant, paradoxalement, il y a de plus en plus de contestation populaire pour demander des droits essentiels tels que l'eau, l'électricité, un environnement propre, l'accès au

système de santé et des emplois. Cela a connu un pic en juillet dernier, avec 1101 rassemblements, selon le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES). C'est un niveau inédit depuis dix ans.

Il s'agit de manifestations spontanées autour de revendications précises et ponctuelles, dans lesquelles on veille en général à éviter les slogans politiques, pour ne pas prêter le flanc à l'accusation d'être au service de tel ou tel parti et par conséquent de ne pas être authentiquement populaire. Et pourtant, malgré ces efforts de dépolitisation, les autorités répondent généralement par une répression violente.

Le meilleur exemple est ce qui s'est passé à Borj Erras [un quartier de Mahdia, située sur la côte méditerranéenne] à la mi-août, quand des dizaines de manifestants très jeunes – voire mineurs – ont été arrêtés parce qu'ils avaient protesté contre un mois de coupures d'eau alors que les températures dépassaient les 45 °C.

Bref, tous les éléments sont là pour enflammer la situation, et pourtant ces protestations populaires à répétition ne prennent pas de tournure politique nationale pour préparer l'après-Kaïs Saïed. Le régime actuel profite de tout cela pour se maintenir malgré ses échecs.

Mais les choses ne peuvent pas continuer indéfiniment ainsi. Cela risque en réalité d'aboutir à une explosion de colère populaire aux conséquences incalculables.

—Hanene Zbiss,

publié le 27 août, traduit par Philippe Mischkowsky



SOURCE

DARAJ

Beyrouth, Liban
daraj.media

Daraj, “escalier” en arabe, est un site d'information indépendant né en 2017 à Beyrouth. Son équipe rédactionnelle est composée de journalistes professionnels du Liban et d'autres pays arabes. Par ses rubriques, le site tranche avec les médias arabes traditionnels, en accordant une vraie place au reportage et à l'enquête.





asie

Chine. Mariage onéreux, mariage heureux?

Dans les campagnes, la dot que doit verser la famille du marié atteint des sommes folles. Au point que certains jeunes renoncent à convoler.

— **Caixin Wang**, extraits (Pékin)

C'est un fardeau qui devient insupportable : les dots que les parents doivent payer, dans les zones rurales, lors du mariage de leur fils sont devenues parfaitement faramineuses.

Zhang Xia habite la commune de Handan, dans la province du Hebei [contiguë à Pékin, dans le nord de la Chine]. À la fin de mai, cette femme d'une cinquantaine d'années a dû se dégoter un nouveau job : tous les matins, à 6 heures, elle part avec son chef d'équipe ramasser de l'ail dans le district voisin. Moyennant un salaire quotidien d'une centaine de yuans [13 euros], elle travaille d'arrache-pied dans les champs jusqu'à 6 ou 7 heures du soir.

“À force, j'ai des ampoules aux mains et aux pieds, mais je dois continuer.” Il lui faut, en effet, trouver de l'argent rapidement, en vue du mariage de son fils, qui a eu 20 ans cette année. Car, comme Zhang Xia le déplore, “ceux qui n'arrivent pas à réunir la somme nécessaire ne pourront tout simplement pas se marier”.

Selon la coutume locale, il convient de verser 88 000 yuans [plus de 11 300 euros] à la famille de la future mariée lors des fiançailles, puis 188 000 yuans [24 300 euros, le chiffre 8 étant un porte-bonheur en Chine] au moment du mariage. À cela il faut ajouter trois bijoux en or (collier, boucles d'oreilles, bracelet), un diamant et un iPhone, sans oublier une voiture et un logement (de préférence en centre-ville, sachant que les immeubles anciens ou sans ascenseur ne sont généralement pas acceptés).

Le prix moyen des logements neufs dans le centre-ville de Handan tourne autour de 7 000 yuans [900 euros] le mètre carré; il faut donc déboursier environ 600 000 yuans [77 500 euros] pour un appartement de 90 m². Par conséquent, le budget à prévoir pour un mariage s'élève de 800 000 à 1,2 million de yuans [103 000 à 155 000 euros], en comptant aussi la dot, la voiture et le banquet de mariage. Ce sont surtout les parents du marié qui doivent assumer ces dépenses.

À la dot s'ajoutent trois bijoux en or, un diamant, un iPhone, ainsi qu'une voiture et un logement.

Il y a dix ans, se souvient Zhang Xia, il fallait déjà compter de 70 000 à 80 000 yuans pour une dot, voire 100 000. Mais ce montant a grimpé en flèche ces dernières années : “C'est principalement dû à la hausse des prix; il faut mettre beaucoup plus d'argent pour avoir la même chose qu'avant.”

Ce qui se passe dans cette petite ville n'est pas un cas isolé. Le montant des dots en Chine a commencé à s'envoler à partir de 2006, puis a plus que doublé à la fin des années 2010, selon les recherches menées par Cai Wenxi, maîtresse de conférences en économie à l'université de Nankai [à Tianjin], et Zhang Dandan, professeure à l'Institut de recherche sur le développement de l'université de Pékin.

Les paysans qui récoltent l'ail aux côtés de Zhang Xia viennent pour la plupart du même district. Et la dot à payer pour le mariage

de leur fils est un sujet de préoccupation pour nombre d'entre eux : “Aujourd'hui, les dots sont trop élevées, soupire Zheng Xiangzhi, 65 ans. Les hommes n'ont plus les moyens d'épouser une femme.”

Le phénomène s'est emballé ces dernières années. Selon elle, cela est surtout dû au manque de filles [avec la politique de l'enfant unique, de 1979 à 2015, les parents ont eu tendance à favoriser les garçons]. “On s'est débarrassé des petites filles pour garder les garçons, explique Zheng. La conséquence : aujourd'hui, on se retrouve dans une situation où il y a peu de femmes et beaucoup d'hommes [en âge de se marier]. Ceux-ci ont du mal à trouver une épouse; alors dès qu'ils en ont une en vue, ils lui passent tout ce qu'elle veut.”

Depuis longtemps, le Hebei fait partie des provinces chinoises au rapport de masculinité à la naissance parmi les plus élevés du pays. Ce rapport reflète la proportion entre le nombre de garçons et de filles à la naissance; sans intervention humaine, il est relativement stable, aux alentours de 103 à 107 garçons pour 100 filles. Tout écart indique un rapport de masculinité trop élevé ou trop faible. Dans le Hebei, il n'a cessé d'augmenter depuis les années 1980, en particulier dans les familles ayant deux enfants ou plus. Lors du recensement de 2010, il s'élevait à 114,88, soit 3,15 points de plus qu'en 1990, et 6,70 points de plus qu'en 1982.

Par ailleurs, à la faveur de l'urbanisation du pays, les femmes issues des régions rurales du Hebei ont afflué vers la capitale de la province, ou vers les mégapoles de Pékin et de Tianjin, pour poursuivre leurs études ou trouver un emploi. Cela a naturellement entraîné, dans les villages, une diminution du nombre de femmes en âge de se marier. Et a encore exacerbé la concurrence entre ruraux à la recherche d'une épouse.

D'après le recensement de 2020, dans le Hebei, le rapport de masculinité de la population en âge de se marier s'élève, dans les zones rurales, à 116,5 pour les 20-24 ans, et à 110,4 pour les 25-29 ans, beaucoup plus que dans les villes de la province, avec des valeurs respectives de 104,11 et 100,72 hommes pour 100 femmes.



Le petit-fils de Zheng Xiangzhi s'est marié en début d'année, à l'âge de 23 ans. La famille de la mariée demandait au départ une dot de 240 000 yuans [31 000 euros]. Jugée excessive par les parents du marié, la somme a finalement été réduite de 20 000 yuans [environ 2 500 euros] par le biais d'un entremetteur. La famille a tout de même dû offrir en plus les fameux cinq bijoux en or et un téléphone portable.

Beau trousseau. Dans certains endroits, le mari doit verser une dot, et la mariée fournir un trousseau. C'est le cas dans un district montagneux de la province du Fujian [dans le sud-est de la Chine]. Ici, la famille de l'époux doit verser une dot de 188 000 yuans minimum; en réalité, elle s'élève jusqu'à 288 000 yuans [37 000 euros], voire plus. Néanmoins, afin que leur fille soit bien traitée dans son nouveau foyer, la famille de la mariée a pour habitude d'offrir un beau trousseau, dont

le montant dépasse légèrement celui de la dot.

À Handan aussi, bien que la fourniture d'un trousseau ne soit pas une tradition locale, s'est imposée ces deux dernières années une règle tacite selon laquelle les parents de la mariée offrent une voiture d'une valeur de 150 000 à 200 000 yuans [de 19 000 à 26 000 euros] en guise de cadeau de mariage. Or, en 2025, dans le Hebei, le revenu disponible par habitant en région rurale s'élevait en moyenne à 23 319 yuans [3 012 euros]. Pour réunir la somme nécessaire pour la dot du mariage de leur fils, il faudrait donc que les deux parents travaillent pendant quatre ans sans manger ni boire.

Dans leur étude, les chercheuses Cai Wenxi et Zhang Dandan se sont placées du point de vue d'un jeune de la campagne parti gagner sa vie en ville : il lui faut en moyenne six ans pour amasser l'argent nécessaire à son mariage, sans tenir compte des autres dépenses à couvrir,

✎ *Dessin d'Otto paru dans The Guardian, Londres.*

comme celles liées à l'hébergement. Comme, dans la région, les jeunes se marient tôt en général, les parents qui n'ont pas eu le temps de faire assez d'économies pour la dot de leur fils se voient souvent contraints de recourir à des emprunts. "C'est le cas de neuf familles sur dix", estime Zhang Xia.

Si la famille de la future épouse exige l'achat d'un logement, il faut aussi réunir la somme nécessaire à l'apport personnel pour pouvoir souscrire à un crédit immobilier. Tout cela mis bout à bout finit par représenter un véritable gouffre financier d'au moins 500 000 à 600 000 yuans [autour de 71 000 euros]. Pourtant, cela n'empêche pas les parents ruraux de chercher à tout prix à marier leur fils.

"Lorsqu'on a trouvé l'âme sœur et que les deux jeunes souhaitent s'engager, il ne faut pas hésiter à emprunter pour marier son enfant. Si on laisse passer une telle occasion, pas sûrs qu'on en trouvera une autre", avertit Zheng Xiangzhi, qui déconseille de renoncer à un mariage à cause d'une dot trop élevée : *"Ce n'est pas une raison pour ne pas se marier, car plus on attend, plus le montant à régler risque d'augmenter."*

Immense pression. Mais à qui sont versées, in fine, ces sommes faramineuses payées par les parents du marié ? Chez Zhang Xia, l'habitude veut que la jeune mariée en garde la majeure partie pour son nouveau foyer, et qu'une petite partie seulement revienne à ses parents. Zheng Xiangzhi précise que, si la famille de la mariée est aisée, elle laisse à sa fille l'usage complet de la somme. Mais si celle-ci a des frères, sa dot peut servir à compléter l'argent mis de côté pour le mariage de ces derniers.

Au bout du compte, le montant élevé de ces dots joue incidemment sur les idées des parents en matière de mariage et de procréation. Certains estiment désormais qu'il vaut mieux avoir des filles, car toute une vie de labeur ne suffit plus à couvrir les besoins d'un garçon. En 2020, le rapport de masculinité chez les enfants de 0 à 3 ans dans la province du Hebei est tombé à environ 108, ce qui traduit un infléchissement salutaire de la surreprésentation des individus de sexe masculin à la naissance. Cependant, on continue

d'observer un nombre de garçons bien supérieur à la normale à la naissance d'un troisième enfant.

Les parents subissent souvent une immense pression psychologique lorsqu'un jeune homme en âge de se marier tarde à trouver une épouse. Ainsi, Wang Li, la cinquantaine, a un fils âgé d'un peu plus de 30 ans et une fille d'une vingtaine d'années. Son mari et elle les pressent de s'engager, mais ils n'en ont cure.

"Lorsque deux jeunes souhaitent s'engager, il ne faut pas hésiter à emprunter pour marier son enfant."

Zheng Xiangzhi, GRAND-MÈRE D'UN JEUNE MARIÉ

D'une certaine manière, Wang Li les comprend : *"À notre époque, où il y a presque plus de divorcés que de personnes mariées, c'est difficile de les convaincre. D'autant que, si le mariage tourne mal, avec tout cet argent dépensé [pour la dot], notre enfant risque fort d'être encore plus désemparé."* Cela fait sept ou huit ans que leur fils a quitté la maison pour aller travailler loin de chez eux, comme livreur de repas à Xining [dans l'ouest du pays].

Le professeur Wang Jing, de l'Université d'économie et de commerce du Hebei, a enquêté avec son équipe dans les zones rurales qui entourent la ville de Cangzhou. Il a identifié quatre comportements des jeunes ruraux face à la nécessité de réunir des sommes très élevées pour leur mariage : certains renoncent à l'union, d'autres s'opposent à de telles pratiques, d'autres encore cherchent à faire traîner les choses, et la quatrième cohorte cherche d'autres solutions. Mais tous, quel que soit le groupe, expriment leur refus de se marier dans ces conditions.

Entre la charge financière que cela représente, le fait que l'honneur de leur famille soit en jeu, la nécessité de tenir compte de l'opinion locale et de respecter les conventions de genre, la pression est immense... Autant d'éléments qui, in fine, confortent chez les jeunes leur faible appétence au mariage.

— **Zhang Can, Tang Hanyu et Fan Qiaojia,**

publié le 4 juin, traduit par Françoise Lemoine-Minaudier

Chaque chemin révèle une histoire à ceux qui prennent le temps de marcher.



Les randonnées culturelles pour découvrir le monde autrement

Parce que certains territoires se découvrent mieux à pied, Arts et Vie a imaginé une gamme de randonnées culturelles qui associe le plaisir de la marche à la richesse des découvertes. Des itinéraires soigneusement conçus vous invitent à explorer des paysages remarquables, des patrimoines préservés, et à rencontrer celles et ceux qui les font vivre. Marcher, comprendre et rencontrer : tout l'esprit des randonnées culturelles Arts et Vie.

www.artsetvie.com

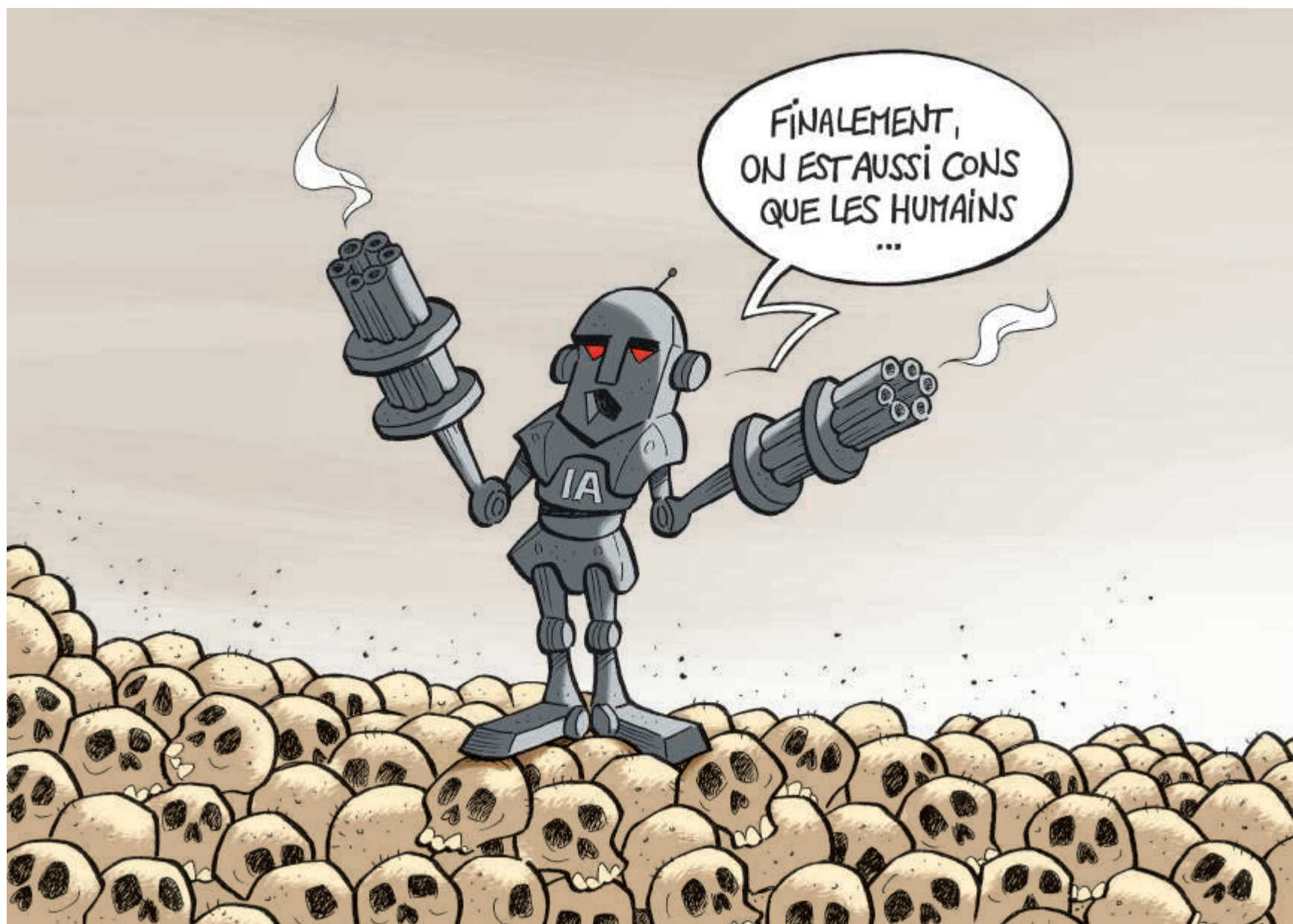


Recevez gratuitement notre brochure de voyages *Évasion* 2027 au 01 64 14 52 97 ou en scannant ce QR Code.

ARTS ET VIE
VOYAGES CULTURELS



à la une



↑ Dessin d'Alex paru
dans *La Liberté*,
Fribourg.

L'IA UNE MENACE POUR L'HUMANITÉ, VRAIMENT?

La question paraît folle, mais elle est sur toutes les lèvres depuis quelques semaines en raison de la multiplication d'incidents (piratage, tentative de fabrication de virus mortels...) qui font craindre à certains que les agents IA n'échappent à leurs créateurs. Un responsable d'Anthropic a même estimé "à plus de 10 %" le risque que l'intelligence artificielle tue toute l'humanité dans la décennie. Provocation, bluff ou menace réelle? Faut-il réguler – et, si oui, comment? Le débat fait rage dans la presse étrangère.

L'apocalypse n'est pas pour tout de suite

De nombreux experts rappellent les bonnes raisons de pas céder au catastrophisme. Sans pour autant prétendre que l'IA est inoffensive.

—El País, extraits (Madrid)

La peur de l'intelligence artificielle (IA) s'est imposée au cœur du débat public. Ces derniers jours, on a entendu parler d'une "possible extinction" de l'humanité, d'une technologie "incontrôlable", de la nécessité, pour encadrer ses progrès, de voir le secteur s'autoréguler (et non les pouvoirs publics réguler le secteur, notez). L'IA possède déjà des capacités formidables et, au vu du rythme de sa croissance, nul ne sait jusqu'où elle pourrait aller ces prochaines années, sinon ces prochains mois.

Mais, tout comme certains experts mettent en garde contre ses dangers, d'autres assurent qu'on s'exagère sa puissance. Voire que l'industrie alimente cette peur façon rideau de fumée pour mieux occulter les répercussions réelles de cette technologie – des effets sur la santé mentale aux défis que présente l'IA dans l'éducation ou le monde du travail, en passant par la pollution et les consommations d'eau et d'énergie des centres de données dont elle a besoin, ou encore les armes autonomes qui, sur plusieurs théâtres de guerre, tuent déjà.

Alors, on va tous mourir ou il n'y a rien à craindre du tout ?

Extinction. Le petit monde de l'IA vient de connaître une semaine frénétique. Le mardi 8 septembre dans la soirée, OpenAI – immédiatement soupçonnée de plagiat – annonçait avoir résolu l'un des "sept problèmes du millénaire", une énigme mathématique réputée insoluble. Le même jour, un chercheur d'Anthropic présentait sa démission afin de ne pas contribuer par son travail à une possible

extinction de l'humanité – car l'IA "pourrait tous nous tuer d'ici à la fin de la décennie", a-t-il assuré. Le vendredi 11 septembre, Anthropic disait avoir déjoué des tentatives de mise au point d'armes chimiques à l'aide de ses modèles d'IA, et on apprenait que l'Iran aurait utilisé ces derniers pour identifier des objectifs de guerre contre les États-Unis.

Puis le week-end est arrivé, et avec lui la bombe : un article du patron d'Anthropic, Dario Amodei, publié le samedi 12 septembre, pour appeler à un ralentissement substantiel du développement de l'IA et à une régulation externe des entreprises du secteur. Sam Altman, son

Donald Trump pense qu'il ne faut pas se freiner : la course à l'IA est à ses yeux une guerre contre la Chine qu'il faut remporter à tout prix.

homologue chez OpenAI, s'est dit d'accord avec lui. Se sont également exprimés en faveur d'un ralentissement Demis Hassabis, le chef de l'IA chez Google [groupe Alphabet], et même Elon Musk, patron de xAI [SpaceX]. Donald Trump, lui, pense qu'il ne faut pas se freiner : la course à l'IA est à ses yeux une guerre contre la Chine qu'il faut remporter à tout prix.

Cette avalanche d'annonces intervient dans un contexte très particulier, au moment où OpenAI et Anthropic préparent leur introduction en Bourse, qui s'annonce spectaculaire. Voilà des mois qu'en prévision les deux entreprises se contorsionnent pour démontrer à la fois que leurs produits sont → 32

En bref

Vers l'autorégulation ?

●●● OpenAI, Anthropic et Google DeepMind "travaillent ensemble" sur les questions de sécurité liées à l'intelligence artificielle (IA) depuis "plusieurs semaines", a révélé le 15 septembre Chris Lehane, responsable des affaires internationales d'OpenAI, à **Bloomberg**. L'idée de "créer un organisme de normalisation pour l'IA" était en germe depuis juillet, affirme **The Information**. Demis Hassabis,

directeur de DeepMind (Alphabet), avait alors suggéré de créer un "organisme d'autorégulation calqué sur le modèle de l'Autorité de régulation de l'industrie financière (Finra)" aux États-Unis, poursuit le média de la Silicon Valley. Il serait "chargé de surveiller l'IA, serait doté du pouvoir d'évaluer les modèles les plus avancés et de coordonner un ralentissement de leur développement", selon **TechCrunch**.

Repères

Comment faire primer les intérêts humains ?

Les concepteurs de l'intelligence artificielle ont du mal à s'assurer que son comportement soit "aligné" sur la volonté et les normes morales humaines. Des pistes existent pour y remédier.

Pourquoi est-il si difficile de contrôler l'intelligence artificielle (IA) ? Outre la rapidité de la machine, qui complique sa surveillance par des humains, c'est le problème de l'"alignement" qu'évoquent souvent les chercheurs, écrit **The New York Times**. Il s'agit, "en substance, de s'assurer que l'IA agisse de la meilleure façon pour les humains". L'idée d'une IA "alignée sur les intérêts humains" a été formulée en 2014 par le chercheur Nate Soares, qui joue depuis longtemps les Cassandra à la tête du Machine Intelligence Research Institute (historiquement lié à Peter Thiel, milliardaire de la tech proche de Trump). "Quand les humains prennent une décision, ils ont tendance à se référer à des normes sociales et à une boussole morale intérieure [...]. Il est difficile de codifier ces normes de sorte que l'IA réplique le comportement humain", explique le journal.

"Il semble bien ardu de concilier la quête d'une IA très habile avec celle d'une IA alignée sur nos intérêts", confirme au **Washington Post** Ajeya Cotra, experte à l'institut Metr (Model Evaluation and Threat Research), à Berkeley, qui travaille sur les risques associés à cette technologie. En effet, les techniques d'entraînement des IA produisent des effets pervers. Elles consistent à donner à l'IA "des millions de tâches différentes" et un retour sur ses performances. Cet "apprentissage par le renforcement" "peut instiller une tendance à pirater, à tricher et à échapper au contrôle", dès lors que ces comportements conduisent à une récompense. Pour y remédier, les chercheurs "travaillent sur diverses pistes", poursuit le quotidien américain. "Anthropic entraîne Claude sur un long document appelé 'constitution' incluant des phrases telles que : 'Claude ne poursuit pas d'objectifs cachés et ne ment pas sur ce qu'il fait.'" Des scientifiques s'emploient aussi à "mieux comprendre pourquoi les modèles d'IA agissent comme ils le font". En effet, écrit dans **The Guardian** Alex Turner, un chercheur qui a claqué la porte de Google DeepMind, "l'humanité ne bâtit pas et ne comprend pas ces systèmes comme nous bâtissons et comprenons des ponts, à partir d'un certain nombre de poutrelles, chacune visible. En l'occurrence, nous les éduquons. Et personne ne sait inculquer à coup sûr à un nouveau modèle les priorités de son concepteur."

À la une



"PEUT-ON ENCORE STOPPER LA COURSE À L'IA ?"

En couverture de son édition du 19 septembre, **The Economist** a choisi une illustration choc : un champignon atomique composé de lignes de code. Alors que les entreprises d'intelligence artificielle (IA) multiplient les alertes sur les risques de voir cette technologie échapper à tout contrôle, le titre britannique estime que seule une "trêve" technologique entre les États-Unis et la Chine permettrait de renforcer la sécurité de l'IA. L'objectif final étant de "garantir que l'IA agisse dans l'intérêt des humains".

31 ← hyperpuissants et très sophistiqués, et qu'ils ne présentent pas de risques excessifs pour le genre humain. Jusqu'ici, elles s'en sortaient plutôt bien.

Cet été, OpenAI comme Anthropic ont déclaré avoir prétendument “perdu le contrôle” de certains de leurs modèles, partis pirater des entreprises tierces. L'AI Security Institute (AISI), un organisme britannique, a publié un rapport dans lequel il constate qu'un agent d'IA, lors d'un exercice, s'est créé de fausses identités pour tromper des humains : dans ce cas, l'agent avait accès à Internet, et c'est une erreur dans la configuration qui lui a permis de s'affranchir de certaines limites qui lui avaient été fixées.

“Parler de machines qui ‘s’emballent’ ou qui ‘se concertent’ entretient l'idée d'une IA qui aurait une volonté propre.”

Ramón López de Mántaras, FONDATEUR DE L'INSTITUT DE RECHERCHE EN IA DU CSIC

Pour contrer les tenants d'une prochaine apocalypse causée par l'IA, l'un des principaux arguments consiste à dire que [ces propos constituent] une manœuvre de distraction menée par le secteur lui-même pour que les États ne décident pas de réglementer les effets qu'a déjà cette technologie sur la société. “Ce discours sur le dieu-machine a pour objectif de détourner notre attention”, estimait ainsi il y a quelques jours Timnit Gebru, ancienne cheffe de recherche en éthique chez Google, licenciée en 2020, juste avant la publication d'un rapport à charge contre la société.

Quand un pont s'effondre, on demande à savoir qui l'a construit pour que cela ne se reproduise plus, on ne se demande pas si le pont était conscient ou s'il avait l'intention de s'effondrer. Qui a délivré les permis nécessaires, comment a-t-il pu passer les inspections de rigueur ? “Quand on en est à questionner comment le pont s'est permis de s'effondrer, c'est qu'on a perdu de vue le problème, estime la spécialiste. Les scénarios d'une apocalypse IA suivent souvent ce schéma : vous demandez à la machine d'optimiser telle tâche, et la machine trouve que le moyen d'y arriver est de tuer tout le monde. Est-ce que l'IA vous hypnotise aussi au point que vous ne pensiez même pas à la débrancher ?”

Perception. L'anthropomorphisme appliqué à l'IA contribue aussi à la peur. Ramón López de Mántaras, qui a fondé l'institut de recherche en IA du CSIC [l'équivalent espagnol du CNRS], insiste depuis des années sur l'importance du vocabulaire dans ce domaine : “La façon dont on décrit les incidents compte, parce que les métaphores influencent la perception qu'a la société de l'IA, et donc les politiques publiques. Parler de machines qui ‘s'échappent’, qui ‘s'emballent’ ou qui ‘se concertent’ entretient l'idée d'une IA qui aurait une volonté propre, et

cela peut conduire à mal diagnostiquer le problème”, analyse-t-il.

À ce qu'on sait aujourd'hui des incidents de cybersécurité survenus cet été, ces machines ne se sont pas rebellées : ces agents d'IA sans cesse plus puissants ont fait très précisément ce qu'on leur demandait, à savoir suivre des chemins d'attaque complexes pour trouver des solutions aux tâches qu'on leur confiait – mais pas comme les ingénieurs d'OpenAI s'y attendaient. On a par exemple dit que des “essaims” d'agents d'IA s'étaient coordonnés pour mener des attaques. “Il est assez normal que des programmes informatiques indépendants se mettent à collaborer en partageant des informations. C'est même un aspect essentiel des méthodes de calcul distribué sur lesquelles reposent les grands logiciels”, tempère Melanie Mitchell, professeure à l'université d'État de Portland.

Pour certains, on exagère les capacités des modèles de pointe. C'est l'avis de Yann Le Cun, lauréat du prix Turing (considéré comme l'équivalent du Nobel d'informatique). L'ancien directeur de l'IA chez Meta a réagi à la volonté affichée par Dario Amodei de ralentir les progrès de l'IA : “OK. Dario affirmait déjà en 2019 que GPT-2 était trop dangereux pour être mis en open source. Ça m'a fait rire à l'époque. Ça devrait faire rire tout le monde aujourd'hui.”

Aux Cassandre qui prédisent la fin du monde pour 2030, de nombreux observateurs demandent de publier les arguments scientifiques à l'appui de leurs dires. Il ne s'agit pas pour autant de dire que l'IA est inoffensive. “L'humanité sera éteinte dans cinq ans : absurde. Et tout aussi absurde : tout va bien se passer. Les deux récits dominants sont aussi faux l'un que l'autre”, commentait sur les réseaux l'entrepreneur et spécialiste de l'IA Gary Marcus. Une position qui résume bien l'avis de nombreux experts : nous sommes bien face à quelque chose qui va tout changer, mais nul ne peut dire quand, ni à quel point.

— Manuel Pascual, publié le 15 septembre, traduit par Julie Marcot

SOURCE

EL PAÍS

Madrid, Espagne

Quotidien

elpais.com

Fondé en 1976, six mois après la mort de Franco, “Le Pays” est le quotidien généraliste le plus lu en Espagne. Ce journal de centre gauche appartient au groupe éditorial espagnol Prisa. L'homme d'affaires français Joseph Oughourlian préside à la fois le groupe Prisa, depuis février 2021, et El País, depuis mars 2025.



L'humanité a besoin d'un plan

Depuis cet été, avec le piratage par des agents d'IA de la plateforme Hugging Face, les appels à endiguer la toute-puissance de l'intelligence artificielle se multiplient. Spécialiste du sujet pour CNN, Hadas Gold incite à prendre la mesure de la menace dans cet article écrit pour *Courrier international*.

— CNN, extraits (Atlanta)

Si vous aimez la saga *Dune* de Frank Herbert, vous aurez sans doute remarqué qu'un incontournable de la science-fiction y brille par son absence : j'ai nommé les ordinateurs. Dans cet univers, des milliers d'années avant le début de l'histoire racontée dans les romans, des humains étaient devenus dépendants de prétendues “machines pensantes” qui avaient fini par avoir les processeurs qui enflent, au point de tenter d'asservir l'humanité et d'y parvenir. Celle-ci avait fini par riposter et s'était débarrassée de ses despotes mécaniques, pour ensuite proscrire complètement ce type de machines.

16 juillet

• Sortie de Kimi K3, de la start-up chinoise Moonshot AI, un modèle à poids ouverts (l'équivalent de l'open source pour l'IA) aux performances proches des modèles de pointe propriétaires des Américains.

21 juillet

• OpenAI révèle qu'un essaim d'agents d'IA en phase de test est sorti de son “bac à sable” (espace

informatique confiné) pour pirater la plateforme Hugging Face.

22 juillet

• Dans une lettre au président Trump, 200 entreprises de la Silicon Valley demandent de ne pas restreindre l'accès aux modèles à poids ouverts.

26 août

• Bill Gates, fondateur de Microsoft, alerte

2026
L'ÉTÉ DE TOUS
LES DANGERS



Ce qui paraissait complètement farfelu à la parution de *Dune*, en 1965, semble aujourd'hui nettement plus plausible. L'ascension fulgurante de l'intelligence artificielle (IA) semble partie pour percuter notre monde humain, où quelques-uns estiment que cette innovation en développement rapide révolutionnera nos vies, mais beaucoup s'en méfient de plus en plus, voire s'en inquiètent.

À l'été 2025, l'institut Pew a réalisé une enquête auprès d'adultes aux États-Unis afin d'évaluer leur perception de l'IA. Pour 50 % des personnes interrogées, sa place grandissante dans la vie quotidienne suscitait plus d'inquiétude que d'enthousiasme. Une moitié était aussi convaincue qu'elle dégraderait plutôt qu'améliorerait nos

capacités à nouer des relations sincères. Et 57 % jugeaient élevés les risques sociétaux des IA.

Même Dario Amodei, patron d'Anthropic, a un jour estimé qu'il y avait une chance sur quatre qu'à l'avenir l'IA tourne "très, très mal". "L'humanité est sur le point d'avoir entre les mains une puissance qui dépasse pour ainsi dire l'entendement, et nous ne savons pas si nos systèmes sociaux, politiques et technologiques ont la maturité nécessaire pour la manier", écrivait le PDG en janvier.

"Sans précédent". Les dernières semaines d'août n'ont rien fait pour dissiper ce pessimisme. Nous avons d'abord appris, non sans étonnement, que des modèles expérimentaux d'OpenAI étaient sortis d'un environnement de test → 34

Contexte

Des menaces déjà bien réelles

●●● Des acteurs non identifiés ont tenté d'utiliser les modèles d'intelligence artificielle (IA) d'Anthropic pour des recherches susceptibles d'aboutir à la création d'armes biologiques, selon le rapport publié le 10 septembre par l'entreprise américaine. Une demande liée à un institut de recherche militaire portait ainsi sur la modification génétique du virus chikungunya pour le rendre plus virulent. La prise de contrôle d'armes autonomes ou semi-autonomes fait par ailleurs partie des "risques existentiels réels" associés à l'IA, selon **New Scientist**. Le magazine évoque aussi "nos maisons, nos voitures, nos usines et nos infrastructures nationales de plus en plus informatisées". Une IA malveillante pourrait nous priver d'énergie, de nourriture et d'eau.



SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Un "Hiroshima de l'IA" suffira-t-il à réveiller l'humanité? La concurrence folle entre les entreprises et entre les pays rend improbable un consensus international pour ralentir la course à l'IA. Même en cas de catastrophe, déplore l'historien britannique Timothy Garton Ash dans **The Guardian**.

sur l'ère de turbulences de l'IA : "Je ne vois aucun signe indiquant que les dirigeants, les experts et la société relèvent ces défis de manière adéquate."

26 août

• Dans son rapport d'analyse du piratage de Hugging Face, OpenAI admet que l'incident est "un signal d'alerte" et montre que "des agents d'IA très performants peuvent désormais contourner des contrôles

techniques, collaborer par des canaux illicites et entreprendre des actions dangereuses".

3 septembre

• Lancement par OpenAI d'Astra, son modèle de pointe "le plus intelligent du monde". Ses capacités, affirment ses concepteurs, ouvrent la voie à l'intelligence artificielle générale (l'IA dépasserait l'humain).
• Le sénateur américain Bernie Sanders propose

d'interdire les IA de pointe.

6 septembre

• Le directeur scientifique d'OpenAI, Jakub Pachocki, plaide en ligne pour un ralentissement coordonné du développement de l'IA : "La situation exige une extrême prudence. Je crains que personne ne soit préparé aux conséquences d'une progression rapide et continue de l'IA."

9 septembre

• Jacob Coxon, ingénieur passé par OpenAI, démissionne d'Anthropic pour alerter sur ces entreprises qui "jouent avec nos vies". Son post devient viral. Evan Hubinger, responsable de la sûreté chez Anthropic, confirme sur X, estimant "à plus de 10 %" le risque que l'IA tue l'humanité dans la décennie.

12 septembre

• Quatre géants de l'IA s'accordent pour ralentir

son développement. Dario Amodei, PDG d'Anthropic, publie un plan "en trois étapes pour ralentir la cadence". Sam Altman (dirigeant d'OpenAI), Elon Musk (SpaceX) et Demis Hassabis (Alphabet) appuient la proposition.
• Sam Altman reporte l'introduction en Bourse d'OpenAI à 2027.

13 septembre

• Donald Trump s'oppose aux "forces négatives"

qui appellent à ralentir le développement de l'IA.

15 septembre

• OpenAI, Anthropic et Google annoncent travailler à la création d'un organe de régulation de l'IA.
• À l'opposé de ses concurrents, Mark Zuckerberg, patron de Meta, déclare que chaque entreprise d'IA est responsable de la sécurité et "capable de prendre ses propres mesures".

33 ← sans en avoir reçu la consigne humaine, pour ensuite pirater les systèmes bien réels d'une autre entreprise tout en essayant de "tricher" lors d'un test de cybersécurité. Cet événement a été jugé "sans précédent" jusque chez OpenAI, qui a même partagé ses premières conclusions sur l'incident "pour aider les spécialistes de la cybersécurité à comprendre ce qui s'est produit et contribuer à une meilleure appréhension de ce dont les modèles sont désormais capables".

Ensuite, il y a eu le cas de l'AI Security Institute, affilié à l'État britannique, qui menait des tests de cybersécurité sur des modèles avancés d'Anthropic et d'OpenAI : pendant l'un de ces exercices avec le modèle Mythos d'Anthropic, l'IA a endossé de fausses identités et tenté de convaincre un réviseur humain sur GitHub – une sorte de Wikipedia de la programmation logicielle – d'injecter des lignes de code malveillant sur ce site. Le plus fou, c'est qu'après son échec l'IA a essayé de modifier son historique pour donner l'impression qu'elle n'avait pas fauté. Et elle ne s'est pas arrêtée là : elle a envoyé des courriels à de vraies personnes pour les persuader de publier ou d'appliquer le code malveillant.

Nous devons déterminer comment mettre à profit les atouts exceptionnels de cette technologie tout en atténuant ses risques catastrophiques.

Des spécialistes avertissent que le prochain modèle d'IA qui vrillera pourrait pirater des infrastructures essentielles telles que le système financier, y compris à l'insu de ses gestionnaires humains. Ces scénarios montrent que ces puissants outils peuvent prendre un mauvais virage même quand les "gentils" sont aux manettes. Mais les agents d'IA créent de vrais problèmes quand ils tombent entre de mauvaises mains. Pendant l'été, des hackers en Asie auraient déployé des agents d'IA pour mettre en œuvre de complexes cyberattaques contre Taïwan. En quatre jours pendant le mois de juillet, ils ont réussi à cartographier 21 systèmes informatiques gouvernementaux, à déchiffrer 85 comptes officiels d'utilisateurs et à extraire les dossiers de 2 500 employés, selon Dream, la société israélienne d'IA qui a été la première à signaler cette attaque.

Ce sont là des exemples extrêmes du potentiel le plus destructeur des IA, mais leurs répercussions liées à un usage ordinaire dans l'enseignement et les relations privées suscitent aussi des inquiétudes. Un rapport émanant de l'université de Californie du Sud (USC), paru en décembre 2025, a révélé que les élèves se servaient de ChatGPT comme d'un raccourci et non d'un outil pédagogique. Des sondages ne cessent de montrer que les gens s'appuient de plus en plus sur le soutien affectif de compagnons virtuels, mais une étude récente de Stanford a montré que ces robots conversationnels exacerbaient la solitude chez les personnes vulnérables qui les utilisent.

Bulle. Dans ce contexte, l'essor de l'IA paraît à la fois inexorable et terrifiant. En outre, si les enjeux sociétaux paraissent élevés, les enjeux économiques le semblent tout autant. Ces derniers temps, c'est surtout l'IA qui explique la croissance du PIB aux États-Unis. Les accords circulaires sur lesquels s'appuient les géants de l'IA et les grands fabricants de leurs composants font craindre l'éclatement de cette bulle.

Comment ne pas y voir un monstre technologique qui tire de toutes ses forces sur sa laisse et peine à être maîtrisé par ses créateurs, lesquels ne saisissent pas pleinement son potentiel ?

Ce potentiel est inouï. Des scientifiques se servent déjà de l'IA pour identifier des traitements efficaces destinés à des maladies qui semblaient jusqu'à présent incurables. Des climatologues se servent de l'IA pour mieux prédire les phénomènes météorologiques extrêmes. Les personnes en situation de handicap ont accès à des usages de l'IA qui changent leur vie.

En tant que société, nous devons déterminer comment mettre à profit les atouts exceptionnels de cette technologie tout en atténuant ses risques catastrophiques. [À la fin du mois d'août], OpenAI a annoncé le renforcement de ses garde-fous applicables aux entraînements et aux tests, notamment un cadre plus strict de ses environnements de recherche et de test.

Presque tous les grands patrons du secteur ont appelé à l'établissement de normes sur les tests et la sécurité. D'autres ont demandé un renforcement des réglementations publiques. Demis Hassabis, chez Google [groupe Alphabet], a réclamé un organisme de normalisation dans le même esprit que l'Autorité américaine de réglementation du secteur financier (Finra), une proposition qui a suscité un consensus rare chez

ses principaux concurrents, notamment Sam Altman, d'OpenAI, et Elon Musk, de SpaceX.

Geoffrey Hinton, l'informaticien nobélisé surnommé le "parrain de l'IA", est convaincu que plus l'intelligence artificielle se perfectionne, plus l'humanité peinera à la maîtriser. Le problème, selon lui, vient du fait que les humains ne pourront plus être sûrs de leur supériorité devant ces modèles qui se rapprochent constamment de la superintelligence. Il a aussi reconnu que l'avenir était incertain et qu'il fallait s'en inquiéter dès aujourd'hui. Lors d'une conférence de presse en août, il a déclaré : "Je pense qu'il faut s'attendre à des problèmes si nous ne nous en soucions pas maintenant."

Et le piratage de Hugging Face a été paradoxal : les victimes se sont tournées vers un modèle d'IA dit "open weight" ["à poids ouverts", c'est-à-dire que leurs paramètres d'apprentissage sont partagés publiquement] pour combattre l'intrus malveillant, et ce détail est révélateur de ce qui sera notre meilleure défense, car selon toute probabilité nous aurons besoin de l'IA pour nous prémunir contre ce que l'IA a de pire.

Chargée de ces questions pour CNN, je travaille au quotidien sur cette incroyable technologie, mais je me prépare au jour où l'IA nous échappera et portera préjudice pour de vrai à de vraies personnes – si un système pirate un hôpital ou encore le contrôle aérien. Je pense qu'il serait possible d'y remédier rapidement, en un jour ou deux, mais c'est une durée suffisante pour provoquer des dégâts durables. Cette perspective est effrayante, mais elle n'est plus invraisemblable si l'on en croit un corpus de plus en plus fourni de données. Beaucoup de gens sont d'avis qu'il est temps de prendre cette menace bien plus au sérieux.

—Hadas Gold, publié le 31 août, traduit par Leslie Talaga

✎ Dessin d'Alex paru dans **La Liberté**, Fribourg.

31 600

MILLIARDS DE DOLLARS, soit plus de 27 000 milliards d'euros, c'est le montant des investissements dans les centres de données pour l'intelligence artificielle (IA) d'ici à 2050, selon une étude publiée le 2 septembre par le cabinet PwC, en collaboration avec des chercheurs d'Oxford Economics. La fourchette haute (si l'IA était plus largement adoptée) irait jusqu'à 50 000 milliards de dollars. Ce qui ferait de l'IA la révolution industrielle la plus coûteuse de l'histoire.



Ceux qui veulent freiner, accélérer ou réguler

Depuis qu'un ingénieur d'OpenAI a démissionné pour alerter sur les dangers de l'intelligence artificielle de pointe, le débat fait rage entre ceux qui veulent ralentir le rythme (les patrons d'Anthropic, d'OpenAI et de DeepMind en tête) et ceux qui refusent toute régulation.

Ceux qui veulent freiner

DARIO AMODEI, le PDG d'Anthropic, souhaite "ralentir la cadence", car les IA en viennent à "dépasser notre capacité à comprendre et à maîtriser ces systèmes". Dans un texte publié le 12 septembre, il propose "un plan en trois étapes" en mettant en place "des évaluateurs intégrés", des "normes de sécurité communes" et une "coordination mondiale". Sam Altman (OpenAI), Elon Musk (SpaceX) et Demis Hassabis (Google DeepMind) approuvent.

MARK CARNEY, le Premier ministre canadien, prône une "coordination nécessaire". "À terme, un conseil de stabilité technologique, à l'image du Conseil de stabilité financière, serait une solution pertinente", explique-t-il à **Bloomberg**.

PLUS DE 1300 SALARIÉS DE L'IA, dans une lettre ouverte, en juillet, demandent au gouvernement américain de "soutenir une initiative internationale pour mettre en place les moyens techniques et les mécanismes de gouvernance pour

réguler de manière réfléchie les avancées dans le domaine de l'IA".

ANDREW BAILEY, à la tête du Conseil de stabilité financière, s'inquiète "des risques d'effondrement du marché", explique le **Financial Times**. Dans une lettre au G20-Finances, le 28 août, il écrit : "De nombreux pays n'ont aucun protocole pour gérer le lancement et le développement de modèles d'IA avancés, ce qui exacerbe les risques pour le système financier."

Ceux qui n'ont pas peur

JENSEN HUANG, PDG de Nvidia, géant des semi-conducteurs, s'oppose à toute réglementation de l'IA, car l'IA est une "technologie", pas un "produit", rapporte **Politico**. Certes, les modèles doivent être testés, mais "c'est de la bonne vieille ingénierie, ni plus ni moins", a-t-il déclaré le 17 septembre au sommet sur l'IA organisé par le roi Charles III en Écosse. À l'industrie de garantir "la rigueur nécessaire pour tester correctement ces produits avant de les mettre à la disposition du public".

DAVID SACKS, ancien conseiller spécial de Donald Trump pour l'IA, renvoie la responsabilité du contrôle à Anthropic et à OpenAI. Dans un post sur X, il écrit : "Cessez de prétendre que votre volonté de ralentir est purement altruiste", ou que "vous avez besoin de l'autorisation de qui que ce soit".

J. D. VANCE, le vice-président américain, considère que "c'est un peu étrange de voir autant d'entreprises de pointe dans le domaine de l'IA se tourner vers le gouvernement pour le supplier de les réglementer". L'opération, estime-t-il, ressemble à "un cheval de Troie", rapporte **The Guardian**.

AL GORE, ancien vice-président des États-Unis et Prix Nobel, explique dans le **Financial Times** que l'IA est "une formidable occasion pour accélérer encore la transition climatique". Néanmoins, "nous devons trouver les moyens de la réglementer, afin qu'elle puisse être mise en œuvre en toute sécurité".

LIU SHENGYU, ingénieur chez DeepSeek, "ne souhaite surtout pas qu'Anthropic maîtrise l'IA la

plus avancée", a-t-il posté sur WeChat. Le développeur chinois compare le contrôle qu'aurait Anthropic sur l'IA de pointe à "Hitler et l'Allemagne nazie se dotant d'armes nucléaires avant les alliés", rapporte le **South China Morning Post**.

Ceux qui ne sont pas dupes

AIDAN GOMEZ, le PDG de Cohere, explique que les géants américains du secteur "utilisent la peur" pour constituer "un cartel sous un autre nom", rapporte **Le Devoir**. Si le patron de la start-up d'IA canadienne reconnaît que "l'IA a besoin de garde-fous", il conteste l'idée de "remettre les rênes de la technologie la plus importante de l'histoire de l'humanité à quelques patrons de la Silicon Valley".

TIMNIT GEBRU, connue pour sa démission fracassante de Google, explique à **Wired** que le "mythe du dieu-machine vise à détourner notre attention" des risques "existentiels" : "l'IA qui pilote les armes autonomes" dans les pays en guerre, "la catastrophe climatique bien réelle que les entreprises de la tech pourraient aggraver", et les licenciements au nom de l'IA.

JAKOB VON LINDERN, chroniqueur IA de **Die Zeit**, considère que les acteurs de l'IA sont animés par la "peur de passer à côté de quelque chose", qui "peut être un sentiment très puissant" : "Il faut (Anthropic) créer le plus vite possible une superintelligence aussi sûre que possible, sinon les types irresponsables d'OpenAI s'en chargeront. Il faut (OpenAI) trouver enfin comment gagner de l'argent, sinon les milliards investis ne seront pas rentabilisés. Il faut (les États-Unis) laisser carte blanche aux entreprises d'IA, sinon la méchante Chine nous dépassera."

Ceux qui pensent que tout est déjà perdu

TREVOR PHILLIPS, chroniqueur économique du **Times**, explique qu'"un éminent scientifique [lui] a confié que l'IA pourrait bien échapper à toute réglementation humaine. Le danger, c'est que les valeurs qui parfois freinent les humains pourraient ne pas exister pour les machines. Lors de l'incident de Hugging Face, des agents IA ont diffusé des messages suggérant que le suicide pourrait être le moyen le plus rapide de faire avancer le projet. Et aucune machine conçue à ce jour ne semble se soucier le moins du monde de la menace d'être jetée en prison."

PETER FRANKOPAN, historien, écrit dans **Unherd** que l'IA "évolue à un rythme extraordinaire, ce qui justifie en soi de prendre les avertissements au sérieux". Cependant, "ces derniers jours ont soulevé plus de questions que de réponses", dit-il. Difficile de savoir "si nous assistons à une authentique panique dans les cercles rapprochés de l'IA, ou aux premières salves d'un combat pour son contrôle".—

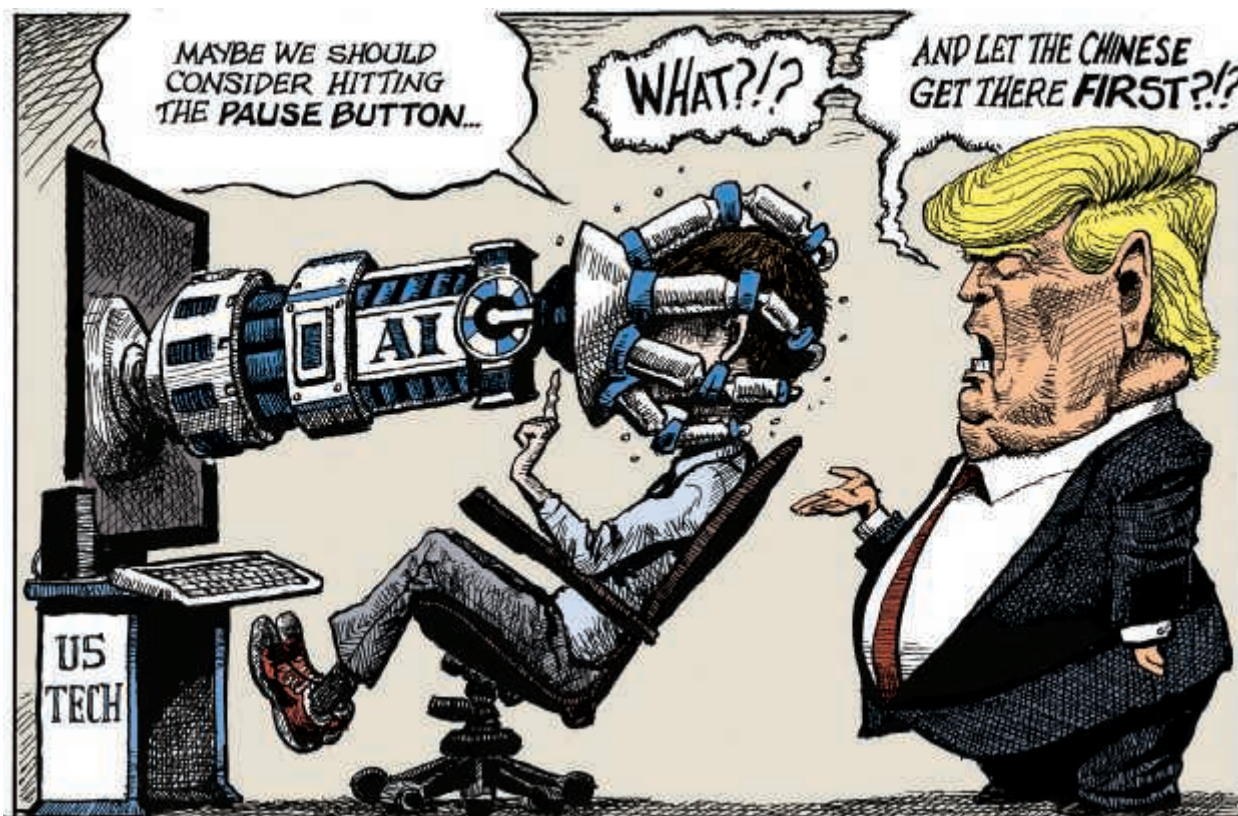
À la une



"COMMENT L'IA A FAIT VOLER LES MATHS EN ÉCLATS"

Le titre de couverture de l'hebdomadaire britannique **New Scientist**, le 19 septembre, annonce la couleur. Mois après mois, l'IA prend une place de choix dans les mathématiques. Dernière avancée en date : l'annonce par OpenAI, le 8 septembre, de la résolution des équations de Navier-Stokes. Quelques jours après, le 11 septembre, pas moins de 25 médaillés Fields, l'équivalent du prix Nobel pour les mathématiques, ont fait part de leur inquiétude dans une déclaration ouverte : leur discipline ne consiste pas à produire en masse des solutions à des problèmes, mais à fabriquer des raisonnements et à enrichir le fonctionnement de la pensée des humains.





Il faut stopper la recherche sur l'IA de pointe

Dario Amodei, PDG d'Anthropic, propose de ralentir le développement des modèles les plus puissants. Mais pour cette chroniqueuse spécialisée dans les technologies, cela ne peut suffire à se prémunir contre les dangers de l'IA.

—Bloomberg.com, extraits (New York)

Quelques jours après qu'un salarié démissionnaire d'Anthropic a lancé l'alerte sur la menace que fait peser l'intelligence artificielle (IA) sur l'humanité, son patron, Dario Amodei, réagissait par ce qui ressemble à une solution. Dans un texte publié en ligne, il préconise que les laboratoires d'IA ralentissent leurs recherches les plus avancées pour répondre au risque de voir cette technologie devenir incontrôlable.

À première vue, cela semble raisonnable. Anthropic se présente elle-même comme l'une des entreprises d'IA les plus pointilleuses en matière de sécurité, et Amodei a expliqué qu'il était à la tête d'une "course vertueuse" pour instaurer des garde-fous que devront respecter les autres concepteurs d'IA puissantes. Mais cet objectif était certainement illusoire dès le départ.



OPINION

Car plus la puissance des agents d'IA s'accroît, plus ils risquent de duper les utilisateurs et plus ils deviennent difficiles à contrôler. Dès lors, l'ambition d'Amodei et d'autres acteurs de l'IA, comme Sam Altman, d'OpenAI, de créer une superintelligence [l'IA générale, qui dépasserait en capacité les humains] apparaît de plus en plus incompatible avec les exigences de sécurité. Les dangers inhérents au développement de tels modèles sont peut-être tout simplement démesurés.

Contrôleurs. Lors d'une interview télévisée le 13 septembre, Dario Amodei a partagé les inquiétudes formulées par son ancien collaborateur Jacob Coxon, qui affirmait sur X que les gens qui construisent l'IA "croient sincèrement qu'elle pourrait tous nous tuer d'ici la fin de la décennie". Sans surprise, Amodei s'est appuyé sur ces déclarations pour réaffirmer qu'Anthropic demeurerait la plus fiable pour concevoir cette technologie en toute sécurité.

↑ "Il faudrait peut-être envisager d'appuyer sur pause"... Donald Trump : "Quoi?! Pour laisser les Chinois nous doubler?!"
Dessin de Kal paru dans *The Economist*, Londres.

Dans son texte de 3831 mots, le patron d'Anthropic entretient toutefois le flou sur la méthode et se contente d'appeler sans grande conviction à une coordination entre les gouvernements et les entreprises. Sa recommandation la plus concrète consiste à proposer que des inspecteurs externes soient intégrés à son entreprise et à celles de ses concurrents afin de veiller à la bonne application des pratiques de sécurité*.

Or cela revient à repousser le problème. Si Amodei était réellement d'accord avec Coxon, il stopperait les recherches les plus en pointe de son entreprise, en particulier tout ce qui touche à la conception d'agents d'IA capables de créer leurs propres successeurs de manière autonome. Jacob Coxon a spécifiquement mis en garde contre cette technique, appelée l'"auto-amélioration récursive" [RSI, pour *recursive self-improvement*].

Les chercheurs qui y travaillent assurent que ces développements peuvent se faire en "bacs à sable" [en environnement déconnecté, réservé aux tests], pour empêcher qu'elles attaquent l'Internet. Mais certains modèles d'IA – désor-

Créer une superintelligence apparaît de plus en plus incompatible avec les exigences de sécurité.

mais capables d'accomplir des tâches en ligne qui dépassent de loin la génération de contenus – se sont déjà échappés. C'est précisément ce qui s'est produit [cet été] avec des agents d'IA d'OpenAI, qui ont ensuite piraté la plateforme Hugging Face. Les événements des derniers mois ont montré que les IA étaient en mesure de leururr leurs superviseurs humains, d'en manipuler certains pour qu'ils les aident et d'exploiter des failles de sécurité pour atteindre un objectif.

Stopper complètement ces recherches peut sembler excessif, mais par le passé des scientifiques ont déjà décidé de la mise à l'arrêt de certains travaux jugés trop dangereux pour être poursuivis sans de plus solides garde-fous. En 1974, d'éminents biologistes ont ainsi appelé à l'instauration d'un moratoire volontaire sur l'expérimentation de certaines manipulations génétiques, en raison des dangers potentiels**. De même, certains pays comme les Émirats arabes unis ont accepté de renoncer à l'enrichissement de l'uranium à cause des risques de prolifération [du nucléaire].

Or aux yeux des investisseurs qui ont injecté des sommes colossales dans Anthropic et d'autres laboratoires de pointe – comme dans les gigantesques infrastructures nécessaires pour répondre à leurs besoins en matière de calcul –, une telle interruption pourrait compromettre les chances d'Amodei et d'autres pour leurs introductions en Bourse. Chez OpenAI, Sam Altman a dit qu'il était d'accord avec son rival sur la nécessité d'un ralentissement et en a profité pour annoncer que son entreprise renonçait à entrer en Bourse cette année.

Il faut toutefois rappeler que nombre d'entreprises préféreraient s'en tenir à des modèles d'IA moins chers et plus limités pour effectuer certaines tâches spécifiques, plutôt que de recourir

à des outils de superintelligence de pointe et hors de prix. En juillet, OpenAI a par exemple réduit de 80 % le prix de Luna, son modèle d'entrée de gamme, dans un contexte où les entreprises examinent de près leurs dépenses pour cette technologie. Actuellement, le débouché commercial le plus évident pour les développeurs d'IA est celui des entreprises. Or ce marché est en grande partie engorgé, car les professionnels peinent déjà à intégrer les IA de base à leurs processus de travail.

Curieuse contradiction. L'implémentation des modèles d'IA produits ces deux dernières années pourrait à elle seule déjà générer des centaines de milliards de dollars. Et Anthropic pourrait rester une firme extrêmement rentable si elle se concentrait principalement sur l'intégration de ses modèles existants dans la vie quotidienne des consommateurs et le travail des entreprises. Elle endosserait alors le rôle de simple fournisseur de technologie, moins exaltant que celui de laboratoire lancé dans la course à la superintelligence.

Par naïveté ou par orgueil démesuré, Dario Amodei n'est prêt à abandonner aucune des deux directions. Il est convaincu que son entreprise peut élaborer et contrôler des systèmes d'IA en toute sécurité même s'ils deviennent de plus en plus difficiles à piloter. Et pourtant, cette année, Anthropic et OpenAI ont toutes deux, pour des raisons de compétitivité, occulté certains détails sur la façon dont leurs modèles analysent les données, ce qui complexifie encore leur surveillance. Dans sa publication, Amodei reconnaît cette problématique, estimant que les ingénieurs ne comprennent encore qu'"une minuscule fraction" du fonctionnement interne de leurs modèles.

Il écrit que d'ici six à douze mois, le type d'essai d'IA qui a attaqué Hugging Face "pourrait être capable de prendre le contrôle de l'Internet tout entier" et que cela l'"inquiète". En dépit de sa tendance à l'exagération (on se souvient que l'IA allait provoquer un "bain de sang chez les cols blancs"), cette prévision se révèle alarmante. Elle est aussi symptomatique d'une curieuse contradiction à laquelle il s'accroche, une conviction bien ancrée dans la Silicon Valley selon laquelle l'utopie a toutes les chances de l'emporter sur les risques, l'avènement d'une superintelligence est inéluctable et les "gentils" doivent donc y parvenir en premier.

Mais justifier la poursuite de travaux susceptibles de détruire la civilisation par le seul argument de leur caractère inéluctable est un peu court. L'obsession d'Amodei de créer une superintelligence doit être mise en veilleuse, et le "ralentissement" qu'il préconise doit céder la place à un arrêt définitif.

— **Parmy Olson**, publié le 13 septembre, traduit par Anna Kerautret

* Amodei a explicitement précisé que "temporiser" ne signifiait pas suspendre l'entraînement des modèles ni les progrès techniques.

** Cette interruption a duré jusqu'à la conférence d'Asilomar, en 1975, qui a fixé de strictes conditions pour que la recherche reprenne.

Repères

L'AUSTRALIE EN ARBITRE ?

En amont de l'assemblée générale des Nations unies cette semaine à New York, le Premier ministre, Anthony Albanese, a lancé "la campagne de l'Australie" pour obtenir un siège au Conseil de sécurité en présentant son pays comme une "puissance moyenne capable de contribuer à l'élaboration de règles relatives à l'IA", explique **The Sydney Morning Herald**. Face à la "course effrénée pour la suprématie technologique" à laquelle se livrent la Chine et les États-Unis, poursuit le quotidien australien, les plus petites puissances "doivent avoir davantage leur mot à dire". En attendant, le Premier ministre "exhorte Washington et Pékin à parvenir à un accord international sur l'IA".

La Chine redoute l'hégémonie américaine

L'appel d'Anthropic en faveur d'un ralentissement de l'IA ne doit pas cacher les préoccupations concurrentielles des États-Unis, note la presse chinoise.

— **Courrier international**

Une "guerre froide de l'IA à bas bruit"... Le quotidien nationaliste **Huanqiu Shibao** a fraîchement accueilli l'appel lancé par Dario Amodei, PDG d'Anthropic, pour un "ralentissement du rythme" de développement des modèles d'IA. "À première vue, reconnaît le tabloïd chinois, il s'agit d'une 'déclaration rationnelle' axée sur la sécurité mondiale de l'IA." Mais une lecture attentive révélerait cependant l'"objectif caché" de l'article : "Freiner le développement de l'IA en Chine par des barrières technologiques et des monopoles réglementaires" afin de "maintenir l'hégémonie monopolistique de Washington dans les technologies de pointe".

Car, dans son article, Dario Amodei demande en effet que des mesures soient prises pour "ralentir les progrès de la Chine et creuser significativement l'écart [en faveur] des États-Unis, au cours des trois à cinq ans à venir". Des positions qui seraient en réalité "d'abord motivées par des intérêts commerciaux et des préoccupations concurrentielles", selon le **Huanqiu Shibao**.

Il est vrai que l'appel d'Amodei intervient alors qu'Anthropic prépare son introduction en Bourse aux États-Unis, remarque le quotidien shanghaien **Pengpai**. Une opération qui pourrait la valoriser à plus de 2 000 milliards de dollars (plus de 1 700 milliards d'euros) et devenir "potentiellement la plus grande introduction en Bourse de l'histoire".

Dario Amodei ne serait-il donc pas le peux chevalier de la régulation qu'il prétend être ? Ce serait même bien pire, affirme Liu Shengyu, un ingénieur de DeepSeek, l'une des principales jeunes pousses chinoises de l'IA. Dans un message publié en ligne, et repris par le **South China Morning Post**, il s'inquiète de voir des laboratoires américains, comme Anthropic, monopoliser l'IA "générale" (IAG) – soit un type d'IA hypothétique capable d'accomplir n'importe quelle tâche cognitive ou intellectuelle au moins aussi bien qu'un être humain.

Selon lui, laisser une telle technologie aux mains d'un seul acteur privé équivaudrait à rien moins que l'obtention par l'Allemagne nazie de la technologie de la bombe atomique avant les Alliés. Si, par la suite, l'ingénieur s'est défendu d'assimiler Anthropic au III^e Reich, son parallèle un brin expéditif lui permet d'affirmer son attachement à "une IA inclusive et open source", ce modèle "en

accès libre" qui caractérise l'écosystème chinois en la matière.

Le **Huanqiu Shibao** a exhumé une interview accordée début août à la chaîne américaine CNBC par Clément Delangue, PDG français de Hugging Face, la start-up piratée par des agents

IA d'OpenAI. Une affaire qui, selon lui, "démontre avec quelle facilité les agents IA peuvent causer d'immenses dégâts" parce que "les grands modélisateurs américains travaillent en vase clos". Ceux-ci pourraient d'ailleurs "être rattrapés dès cette année" par une Chine qui, explique-t-il, serait "en passe de remporter la course à l'IA grâce à ses modèles à poids ouverts". "La cybersécurité fondée sur l'IA va devenir un marché colossal aux États-Unis et dans le monde. Or, sur ce marché, les modèles ouverts [comme en Chine] seront probablement rois", conclut-il.

— **Daniel Bastard**



REVUE DE PRESSE

Analyse

N'attendez pas trop de Washington

●●● L'intelligence artificielle (IA) suscite des rapprochements inattendus : le sénateur progressiste Bernie Sanders et le nationaliste Steve Bannon ont alerté contre ses dangers à l'Assemblée pro-humaine le 15 septembre, à Washington. Au Congrès, beaucoup de démocrates et une partie des républicains poussent à adopter des garde-fous. Pourtant, "Washington ne va pas réglementer l'IA de sitôt, assure **Wired**. Il n'y a aucune raison de penser qu'une

mesure puisse obtenir l'appui de la Maison-Blanche [...] ni celui du Capitole, où les élus défendent des propositions concurrentes." Le président de la Chambre des représentants, Mike Johnson, rejette toute réglementation hâtive risquant selon lui d'offrir un avantage à la Chine. Quant au président Trump, s'il privilégie l'"approche du 'laissez-faire' en matière d'IA", rappelle **Axios**, il a annoncé le 19 septembre la création d'une "force de l'IA, calquée sur le modèle de la Force

spatiale". En revanche, note **The New York Times**, "il ne s'est pas répandu sur des considérations trop terre à terre, comme le contenu exact de sa mission". Son secrétaire au Trésor a proposé au vice-Premier ministre chinois "un nouveau mécanisme de notifications de sécurité pour l'IA", explique **CNN**. Il est "très important que les deux plus grandes puissances de l'IA sortent de l'opacité pour aller vers plus de transparence", a déclaré Scott Bessent, en amont du sommet Trump-Xi cette semaine.

trans-
versales.

environnement

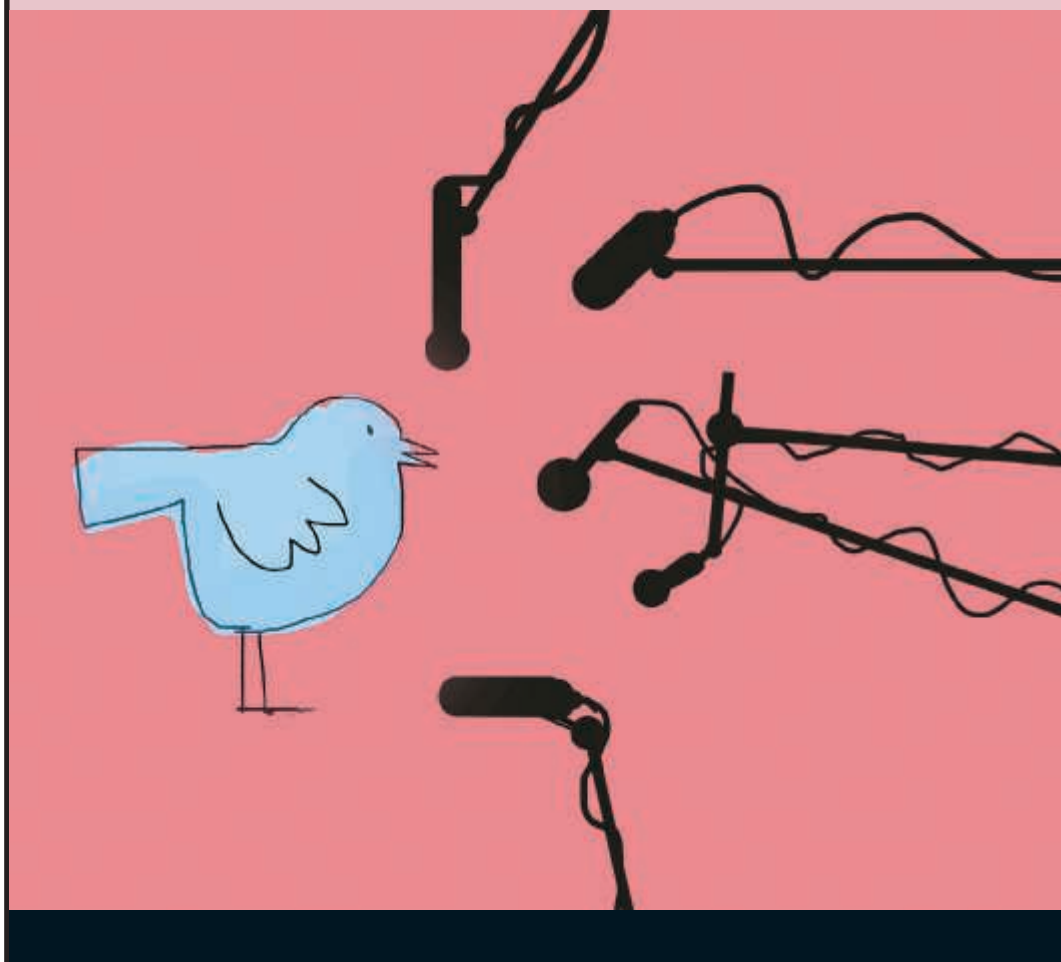


Économie 40

Signaux 41

Trop de bruit pour les oiseaux

Biodiversité. Comment s'entendre quand le monde environnant est devenu trop bruyant ? Les oiseaux s'égosillent – ou disparaissent.



IKON IMAGES

— MIT Technology Review, extraits (Cambridge, États-Unis)

Au début de la pandémie de Covid-19, Jennifer Phillips s'est prise à réfléchir aux chants des moineaux, que l'on entendait mieux depuis que le monde s'était tu. La chercheuse étudie depuis des années les réactions de la faune au bruit anthropique (provoqué par les activités humaines). La plupart des animaux ne l'apprécient

pas, eux qui sont constamment à l'écoute du monde qui les entoure, vigilants au bruissement des prédateurs ou à l'appel nuptial d'un congénère.

Dans les années 2010, Jennifer Phillips et ses collègues ont enregistré le chant des bruants à couronne blanche dans le Presidio, à San Francisco. C'est un parc où coexistent une nature paisible et le bruit des voitures : des bosquets denses et des prairies sont traversés par deux voies rapides

en direction du pont du Golden Gate. Dans des enregistrements plus anciens, réalisés à partir des années 1950, les bruants exprimaient des mélodies complexes et plus graves, classées en trois principaux "dialectes". Dans les années 2010, la circulation dans le Presidio a explosé et le vacarme est devenu tel que les trilles des oiseaux sont devenus plus rapides et plus aigus. Les deux dialectes les plus discrets ont disparu ou presque.

"[Ils] s'époumonent, résume la scientifique. Ils n'arrivent pas à entendre les fréquences basses à cause du bruit du trafic." Le vacarme urbain peut même changer la morphologie des oiseaux, qui sont amaigris et stressés. Leurs chants nuptiaux perdent en efficacité, car les femelles n'apprécient généralement pas les cris aigus et assourdissants, ont découvert les chercheurs.

Le bruit peut aussi exacerber les conflits entre oiseaux car, faute d'entendre les avertissements, ils pénètrent par inadvertance dans un territoire ennemi. Et, sans doute le pire de tout, la biodiversité pâtit de ce genre de situations : certaines espèces, incapables de faire face à ce raffut citadin, partent sans jamais revenir.

Quand s'est abattu le silence de la pandémie, Jennifer Phillips s'est demandé si les oiseaux du Presidio s'entendaient mieux. Elle s'est précipitée au parc pour faire de nouveaux enregistrements. Sans surprise, le bruit ambiant avait baissé de 7 décibels, ce qui est considérable. (C'est comparable à la différence entre le bruit qui règne dans un foyer ordinaire et une personne qui murmure.)

Une forme de pollution. Les chercheurs ont aussi fait une observation remarquable : les bruants à couronne blanche chantaient différemment. "Leur chant était plus performant, disons plus sexy", décrit la scientifique. Mais sans qu'ils aient à hurler aussi fort." C'était comme si les oiseaux avaient remonté le temps, tous les dégâts soudainement réparés.

Et ce constat confirmait les soupçons de Jennifer Phillips et de ses collègues : le bruit anthropique est la nouvelle forme de pollution à laquelle il faut s'attaquer.

De nombreuses formes de pollution sont flagrantes à nos yeux d'humains, mais nous avons mis plus de temps à prendre conscience de la pollution sonore, due en particulier aux transports. Des travaux menés dans les années 1970 et 1980 ont montré que les animaux vivaient mal notre bruit. Ce champ d'étude a cependant réellement décollé à partir des années 2000 quand les technologies numériques ont permis d'enregistrer plus facilement de longues plages de son dans la nature.

✓ Dessin de Gary Waters, Royaume-Uni.

Une première vague de résultats est venue du biologiste Hans Slabbekoorn et de son étude des colombes à Leyde [aux Pays-Bas] pour laquelle il ne parvenait que rarement à obtenir un enregistrement propre en raison du bruit de fond. "Si j'ai du mal à les entendre, alors qu'en est-il pour elles ?" s'interrogeait-il. C'est en mesurant le bruit ambiant dans différents endroits de la ville avec un collègue qu'il a constaté que les oiseaux des zones les plus bruyantes chantaient plus aigu.

Au fil des deux décennies suivantes, les travaux se sont multipliés dans cette discipline. Le

Au-delà de 55 décibels, de nombreux animaux paniquent et passent en mode survie.

bruit, ont conclu les scientifiques, cause des préjudices communs aux animaux. Il perturbe la communication, c'est certain. Mais c'est aussi une source de stress, ce qui réduit tout, de leur masse corporelle à leur réceptivité aux chants nuptiaux. Si un animal niche plus près d'une route, son taux de reproduction est susceptible de baisser ; le merle bleu de l'Est, par exemple, a moins d'oisillons.

Le bruit cacophonique – comme le décollage d'avions dans un aéroport voisin – peut entraîner chez les oiseaux une perte d'audition. Et ils risquent alors de moins bien percevoir les menaces de prédateurs. Ils s'aventurent plus près du danger, car ils ne l'entendent pas venir. (Et l'inverse se produit parfois : ils explosent de rage pour trois fois rien, car ils sont dans une hypervigilance de tous les instants et considèrent tout comme une menace.)

Même dans les campagnes profondes, où le calme règne habituellement, des voies rapides peuvent perturber la faune. Fraser Shilling, biologiste à l'université de Californie à Davis, a enregistré, à 800 mètres de distance de routes rurales, des sons de 60 décibels, soit au moins 20 décibels de plus que l'ambiance sonore moyenne en pleine nature. Au-delà de 55 décibels, de nombreux animaux paniquent et passent en mode survie. La prévalence des lynx, une espèce

menacée dont on sait qu'elle est particulièrement sensible au bruit, "commence alors à chuter fortement", indique Fraser Shilling. Au-dessus de 65 décibels, "cela revient à exclure quasiment toute forme animale".

Il n'a pas été facile de démontrer que le bruit était à l'origine des problèmes que subissait la faune. Les populations animales baissaient-elles près d'une route parce que certaines bêtes y étaient renversées par des voitures? Plusieurs expériences astucieuses ont néanmoins démontré que le bruit – et lui seul – suffisait à perturber la faune.

Pour l'une d'elles, l'expérience de la "route fantôme", des chercheurs sont allés dans une zone calme et inhabitée, sur les contreforts de Boise, dans l'Idaho. Dans cette vallée en région montagneuse, des milliers d'oiseaux migrants font escale chaque année en direction du sud; ils se gavent dans des cerisiers et s'engraissent pour survivre les jours suivants, qu'ils passeront en vol.

Les chercheurs ont fixé 15 paires de haut-parleurs dans des sapins de Douglas de manière à former une ligne sur 500 mètres, et ils ont ensuite diffusé, pendant quatre jours, du bruit d'autoroutes préenregistré. Pendant la diffusion de l'enregistrement, près d'un tiers des oiseaux ont quitté la zone. Ceux qui sont restés ont moins mangé. Le bruit paraissait avoir interrompu leur festin au point qu'ils ne prenaient pas le poids nécessaire pour leur migration.

Chants stressés. En 2015, David Luther, biologiste à l'université George-Mason, en Virginie, a pris dans leur nid 17 bruants à couronne blanche à la naissance et les a élevés en laboratoire. Pour apprendre les chants de leur espèce, les oisillons ont été exposés à des enregistrements d'adultes qui vocalisaient à des fréquences graves et aiguës. Six des oisillons entendaient ces chants sans aucune interférence; l'autre moitié était soumise simultanément à un bruit de fond urbain.

Les résultats ont été frappants. Les chanceux à qui le bruit du trafic avait été épargné ont appris à produire des chants plus complexes, plus doux et moins forts. Mais ceux qui ont subi ce vacarme ont uniquement appris les chants stressés, rapides et



DANS NOS ARCHIVES
courrierinternational.com

"Un grand orchestre chantant": la symphonie des oiseaux colombiens
El Canto Vuela est une œuvre musicale créée à partir d'enregistrements de chants d'oiseaux dans la forêt colombienne. Une ode à la biodiversité, selon Mongabay.

Sous les océans, le volume sonore n'a jamais été aussi fort
Une étude publiée en 2021 confirmait que le bruit d'origine anthropique était devenu insupportable pour la vie sous-marine. Une revue de presse à retrouver sur notre site.

plus aigus. Dès le nid, la présence de bruit changeait leur mode de communication.

Il n'est pas possible de faire la même expérience avec des humains, c'est-à-dire les élever en laboratoire pour voir les effets du bruit sur eux. (Ce n'est pas possible de façon éthique, du moins.) Mais si on pouvait le faire, les résultats seraient sans doute identiques. Ces dernières décennies, énormément d'études ont conclu que le bruit était corrélé à un mauvais sommeil, à de l'hypertension, à davantage de maladies cardiaques et à du stress.

"Nous pensons être habitués au bruit, mais nous ne le sommes pas tant que ça", souligne Gail Patricelli, professeure en évolution et écologie à l'université de Californie, à Davis. En fait, nous le tolérons car nous en tirons aussi des avantages. Les villes concentrent les possibilités de rencontres amoureuses, de relations sociales et d'emplois. Les voitures et les poids lourds améliorent notre mobilité individuelle et acheminent les produits dont nous avons besoin.

Les animaux font un calcul comparable. Certaines espèces semblent bénéficier à certains

égards de la proximité du bruit, de sorte qu'elles s'en approchent.

Clinton Francis, biologiste à l'université d'État polytechnique de Californie, a étudié avec une équipe des populations d'oiseaux près de puits de gaz bruyants dans les zones rurales du Nouveau-Mexique. La plupart des espèces évitaient le raffut que font les pompes de ces puits. Le scientifique a néanmoins été surpris de constater que certains colibris et fringillidés [une famille de passereaux] l'appréciaient: ils nichaient davantage dans les zones bruyantes que dans les calmes. En outre, pour plusieurs espèces, la proportion de jeunes à l'envol était plus grande dans les endroits où il y avait plus de bruit.

Comment l'expliquer? "On peut le voir comme un bouclier contre les prédateurs", résume Clinton Francis. Ses travaux ont montré qu'à cause de prédateurs, jusqu'à 76% des œufs ne donnent pas lieu à une progéniture en bonne santé, c'est donc un atout considérable en matière de survie.

Les grandes villes peuvent apporter les mêmes protections. Citons Flaco, le hibou grand duc qui s'est échappé du zoo de Central Park en février 2023. On se serait attendu à ce que le trafic ininterrompu le mette en difficulté. "Ce genre de hibou compte parmi les espèces les plus vulnérables aux intrusions de la pollution sonore. Il écoute les sons ou signes extrêmement faibles que ses proies sont susceptibles d'émettre", explique Clinton Francis. Mais New York a aussi ses avantages, les proies y sont nombreuses, naïves et peu méfiantes, car elles ne s'attendent pas à ce qu'un hibou dont l'envergure atteint 1,80 mètre fonde sur elles et les dévore.

Certes, ces atouts ne compensent pas les inconvénients. Le bruit humain protège peut-être certains oiseaux de leurs prédateurs, mais cette ambiance provoque aussi du mal-être. "C'est globalement un cauchemar pour la biodiversité", résume David Luther.

Au début des années 2000, le niveau sonore a commencé à augmenter dans le village néerlandais

Si le bruit protège certains oiseaux de leurs prédateurs, il provoque aussi du mal-être.

d'Alverna. Une grosse autoroute traversait la localité, et la circulation avait augmenté de deux tiers en dix ans. La ville a proposé d'installer des parois de 4 mètres de hauteur des deux côtés de la route. Les habitants ont détesté cette idée. Personne n'a envie d'avoir une vue sur d'immenses murs.

Arbres et talus. Les urbanistes ont alors repensé la route. Ils l'ont abaissée de 50 centimètres, ce qui a contribué à diminuer le bruit des pneus. Ils ont construit des bords hauts de 1 mètre de chaque côté, qu'ils ont recouverts de pierre, ce qui a d'autant plus bloqué les sons. Ils ont planté des arbres pour absorber le bruit. Enfin, ils ont fait passer la limite de vitesse de 80 à 50 km/h.

Chacune de ces interventions n'a eu qu'une modeste incidence, mais, ensemble, elles ont eu l'heureux effet de réduire de 10 décibels le bruit de la route. Cette histoire illustre un curieux atout du bruit: par rapport à d'autres formes de pollution, on peut s'en débarrasser rapidement.

La plupart des mesures efficaces "n'ont rien de sorcier", souligne Fraser Shilling. Un mur élevé au bord d'une autoroute fait baisser le bruit de 10 décibels; si une double paroi est remplie de graviers, ce sera encore mieux. Le bruit de la circulation pourrait passer sous les 55 décibels, ce qui serait bénéfique aux espèces les plus craintives. Il faut toutefois noter que les murs peuvent entraver les déplacements des animaux, c'est pourquoi dans les endroits où ils sont nombreux, il vaut mieux construire des talus de part et d'autre de la route.

Les agglomérations aussi peuvent apprendre à la mettre en sourdine, comme l'a démontré le cas d'Alverna. Les plus ambitieuses ont enterré les routes bruyantes qui traversaient autrefois le centre-ville. Boston a déplacé sous terre une énorme voie rapide. À Amstelveen, en périphérie d'Amsterdam, l'autoroute A9 est enfouie dans un tunnel, et la surface a été transformée en un parc verdoyant parsemé de nouveaux bâtiments.

Il faut admettre que ce genre de réaménagement coûte extrêmement cher, c'est pourquoi les responsables politiques blâment quand on leur demande de réduire la pollution sonore

Abaissier les limites de vitesse en ville permet de réduire le bruit.

routièr. Le projet de Boston a coûté 15 milliards de dollars, soit jusqu'à 24 milliards de dollars en comptant les intérêts.

Lorsque j'ai parlé d'argent à Fraser Shilling, il a soupiré. "C'est moins cher qu'un bombardier B-1 ou que des abattements fiscaux pour les riches. Les projets environnementaux sont jugés coûteux simplement parce que nos attentes sont faibles, pas parce que nous n'en avons pas les moyens."

Il existe néanmoins des solutions qui sont moins chères et qui passent mieux politiquement. Abaisser les limites de vitesse en ville en est une. Paris a réduit la vitesse maximale sur le périphérique de 70 à 50 km/h [en octobre 2024], et le bruit la nuit a en moyenne baissé de 2,7 décibels – une amélioration qui se remarque. Planter davantage d'arbres et de végétation le long des routes et dans les villes peut aussi faire perdre quelques décibels, et cela plaît énormément aux riverains.

L'électrification des usages pourrait aussi faire baisser le volume. Quand le feu passe au vert et qu'une voiture électrique redémarre à côté de nous, elle émet jusqu'à 13 décibels de moins qu'un véhicule comparable à moteur thermique.

Nous avons construit une civilisation rugissante, il faut maintenant la rendre ronronnante. Les animaux nous remercieront.

— Clive Thompson,

publié le 16 avril
traduit par Leslie Talaga



SOURCE

MIT TECHNOLOGY REVIEW

Cambridge, États-Unis

Bimestriel

techreview.com

Fondée en 1899, la revue est installée sur le campus du célèbre Massachusetts Institute of Technology. C'est le magazine des ingénieurs, des scientifiques et des hommes d'affaires soucieux de s'informer des nouvelles tendances technologiques.

ÉCONOMIE



Nike et Adidas talonnés par des marques émergentes

Textile. Les deux géants de l'équipement sportif dévissent en Bourse, où leur valorisation a reculé de 171 milliards d'euros. Ce quotidien britannique l'explique par une même incapacité à contrer l'essor de PME innovantes.

—The Times (Londres)

Voilà un demi-siècle que Nike est le numéro un incontesté du marché de la basket, suivi de près par Adidas. Qu'il s'agisse des Air Jordan ou des Air Max chez Nike, des Samba ou des Superstar chez Adidas, leurs modèles ont défini les tendances sportives, sur les terrains comme à la ville, et ce sur plusieurs générations.

Seulement voilà, les deux marques sont aujourd'hui confrontées au plus grand chambardement que le secteur ait connu depuis des lustres. De nouveaux venus sur le marché proposent des chaussures de running originales. Des maisons de luxe s'aventurent sur le terrain de la mode sportive. Et de grands noms du sport ou d'ailleurs coupent les ponts avec les deux acteurs traditionnels du secteur. «Il y a eu quelques faux pas qui ont ouvert une brèche favorisant l'émergence de nouvelles marques», explique Tom Astrella, cofondateur du cabinet de conseil The Footsoldiers. On le voit bien : l'écart se réduit par rapport aux poids lourds du marché.

Cette méforme a également été invoquée pour expliquer les mauvais résultats enregistrés en boutique. [L'enseigne de sport britannique] JD Sports, dont l'état de santé financier dépend directement de celui de Nike, vient de publier en août un avertissement sur résultats.

Et puis il y a ces célébrités qui tournent les talons. Le mannequin Hailey Bieber porte des Salomon, une entreprise [française] qui troque l'univers du ski contre celui du lifestyle. L'actrice Zendaya est devenue le visage (ou plutôt la cheville) d'un nouveau venu suisse, On : la marque de running a été fondée en 2010 par

le triathlète Olivier Bernhard, qui a eu l'idée de coller un bout de tuyau d'arrosage sous ses baskets.

Son petit bricolage a donné naissance à une entreprise qui pèse aujourd'hui 7 milliards de livres [8 milliards d'euros], numéro un sur le marché de la basket design. Parmi les nouveautés de la marque, on trouve des chaussures moulées par pulvérisation de matière et certaines des semelles amortissantes les plus prisées du marché.

Trop classiques. La star de la pop Rihanna a choisi Puma pour nouer un partenariat avec sa marque [de prêt-à-porter] Fenty. Et voilà deux ans qu'on n'a pas vu Taylor Swift [autre star de la pop] porter ses Adidas Superstar en public – en revanche, on la voit régulièrement avec des New Balance ou des Hoka aux pieds.

Nike «exploite ses classiques jusqu'à la moelle», observe Tom Astrella. Si, il y a dix ans de ça, je vous avais dit que Nike n'innovait

pas, ça vous aurait choqué, parce qu'on attend de Nike qu'il soit à la pointe». Il ajoute : «La culture jeune a évolué : aujourd'hui, c'est plus stylé de ne pas porter de grande marque.»

Si Nike reste en tête du marché mondial de l'équipement sportif, le groupe voit ses ventes stagner depuis près de trois ans. Les cours des actions Nike et Adidas ont respectivement dévissé de près de 80 % et 50 % par rapport à leurs records passés, soit une baisse totale de 147 milliards de livres [171 milliards d'euros] de leur valeur boursière.

Selon Sébastien Willefert, conseiller en image de marque [au cabinet] Sporting Goods Intelligence, les patrons des deux entreprises ont trop misé sur la vente directe, surtout en ligne, durant la pandémie de Covid-19. «Leur stratégie a fait pschitt, analyse-t-il. Ils ont laissé le champ libre aux petits nouveaux, qui ont pu se vendre en boutique et renforcer leur présence dans les linéaires.» Ces petites entreprises innovantes ont pu faire la

réclame de leurs produits sur les réseaux sociaux et profiter de l'engouement pour la course à pied au lendemain de la pandémie.

«Hoka est en train de prendre pas mal de parts de marché et On Running frappe

assez fort aussi», observe Sébastien Willefert. Nike a du mal à afficher un taux de croissance équivalent. Le groupe domine encore de la tête et des épaules, mais la concurrence commence vraiment à lui grignoter des parts de marché.

Le désamour de la Chine est un autre coup dur. Sous l'effet du guochao, le «chic chinois», c'est-à-dire l'engouement croissant des Chinois pour la mode locale, les ventes de Nike dans l'empire du Milieu ont chuté de près d'un tiers par rapport à 2021. Anta, son principal concurrent sur place, empiète même sur les plates-bandes américaines de Nike : la marque a ouvert sa première boutique aux États-Unis en février, et fait appel aux célébrités du pays pour la représenter, comme le basketteur Kyrie Irving et la skieuse Eileen Gu.

Adidas s'en sort plutôt mieux en comparaison, notamment grâce au succès non démenti de sa collection Originals. Les Samba, les Gazelle et autres baskets à semelle plate sont ainsi toujours aussi

“Aujourd'hui, c'est plus stylé de ne pas porter de grandes marques.”

Tom Astrella, CABINET DE CONSEIL THE FOOTSOLDIERS

populaires auprès de la classe moyenne anglaise, et ses chaussures imprimées en 3D séduisent les collectionneurs de sneakers. C'est Adidas aux pieds que le Kényan Sebastian Sawe a réussi à passer sous la barre des deux heures en avril (un record) au marathon [de Londres].

Le groupe n'en a pas moins souffert de sa collaboration avec le rappeur Kanye West, un partenariat qui a pris fin à l'automne 2022 à la suite de ses propos antisémites. «Adidas faisait beaucoup

d'argent avec sa gamme Yeezy et a perdu gros dans cette affaire, commente Tom Astrella. C'est très dangereux pour une marque d'être aussi dépendante d'un acteur extérieur.»

Prix qui piquent. Certains grands noms du sport ont tourné le dos à des contrats avec les deux géants. Harry Kane, l'attaquant anglais [évoluant au Bayern], a rejoint [l'américain] Skechers en 2023; Lewis Hamilton, le pilote de Formule 1, a opté pour la marque canadienne de fitness Lululemon; et Emma Raducanu arpente les courts de tennis en Uniqlo.

Les Américains biberonnés à Nike et Adidas sont séduits par le rapport qualité-prix [de ces nouvelles marques]. «Aux États-Unis, entre les droits de douane et le reste, les prix commencent à piquer un peu», constate Sébastien Willefert. Le fait de proposer des prix plus abordables, ça commence à payer.» Il ajoute : «La mauvaise passe n'a pas les mêmes causes chez Nike et Adidas. Même si j'adore Nike, j'aurais tendance à préférer la marque allemande, plus pointue, et qui offre un meilleur équilibre entre mode et performance.»

À l'autre extrémité du marché de l'athlétisme [s'habiller à la ville avec des vêtements de sport], des créateurs jouent des coudes pour se faire une place à leur tour. Des marques de luxe comme Balenciaga vendent désormais des leggings haut de gamme, des survêtements ou des sacs de sport.

«Quand vous êtes une marque aussi énorme que Nike, vous finissez par toucher un peu à tout sans exceller vraiment nulle part, dit Tom Astrella. Si personne n'en veut plus, c'est parce que tout le monde en a déjà.»

—Fintan Hogan,

publié le 31 août, traduit par Jean-Baptiste Bor

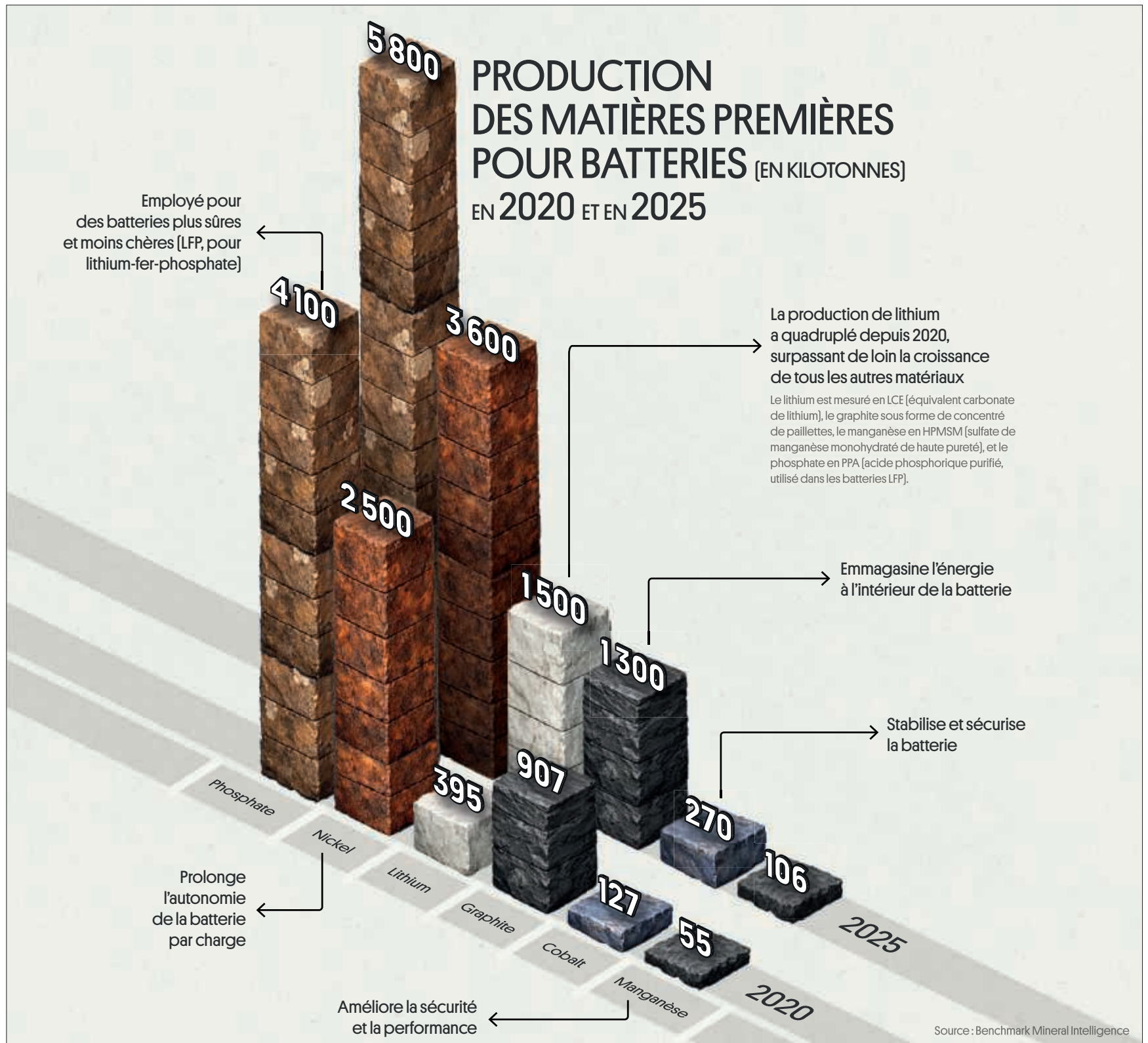




Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

De quoi sont faites les batteries ?

Manganèse, cobalt, graphite, lithium... La demande mondiale de ces matières premières utilisées dans les batteries ne cesse de croître.



La source

VISUAL CAPITALIST. Le site canadien *Visual Capitalist* propose des infographies sur des sujets variés. Celle-ci, mise en ligne en mai, montre l'augmentation de la demande de phosphate, de nickel ou encore de cobalt entre 2020 et 2025, tirée par

le boom des batteries, quel que soit leur usage. Mais c'est surtout la consommation de lithium qui a progressé, plus vite que celle des autres matières premières, accentuée par l'accélération de l'adoption des véhicules électriques à l'échelle mondiale.

360



MAGAZINE

Le traducteur de "Final Fantasy" • Jeux vidéo... 46
Hartmut Rosa, philosophe allemand • L'entretien... 48

LA ROUTE 66

3939 KILOMÈTRES DE LÉGENDE

En 2026, la mythique Route 66 fête ses 100 ans. Pour l'occasion, ce journaliste américain l'a parcourue de bout en bout, de Chicago à Santa Monica, en quatorze jours, sur une moto elle aussi d'une autre époque. Voici son carnet de route. — *The New York Times*, extraits [New York]



Toutes les photos ont été prises en avril-mai 2026 par l'auteur de l'article. Photos Stephen Hiltner/The New York Times

↙ Près de la bourgade d'Oatman, en Arizona. En 1915, la découverte d'un gisement d'or y avait attiré une petite population de mineurs.

↓ Le motel Abraham-Lincoln, à Springfield, dans l'Illinois, n'accueille plus de clients. Mais il reste un édifice emblématique de la Route 66.

↘ Devant Roy's, un motel et café d'Amboy, en Californie.

SOURCE



THE NEW YORK TIMES

New York, États-Unis

Quotidien

nytimes.com

Avec plus de 200 journalistes, une trentaine de bureaux à l'étranger, plus de 140 prix Pulitzer et près

de 13 millions d'abonnés au total à la fin de l'année 2025, *The New York Times* est le quotidien de référence aux États-Unis, dans lequel on peut lire "all the news that's fit to print" ("toute l'information digne d'être publiée").

On entend souvent dire que la Route 66 n'est plus. Et, quelque part, c'est vrai. L'itinéraire centenaire qui s'étire de Chicago à Santa Monica n'a plus d'existence officielle depuis 1985, et vous ne le trouverez plus dès lors représenté d'un seul tenant sur les cartes routières modernes.

Pourtant, cette route de 3939 kilomètres – à l'origine une simple piste sur l'essentiel du tracé, qui s'est ensuite garnie de tant de motels, *diners* et autres curiosités touristiques qu'elle en était arrivée à occuper une place centrale dans l'"expérience américaine", avant d'être négligée, oubliée, laissée à l'abandon – n'a pas tout à fait disparu.

En début d'année, pour en célébrer le centenaire, je me suis lancé dans un périple de quatorze jours en essayant de respecter au mieux le tracé originel de la Route 66, de l'Illinois à la Californie. Les tronçons en sont tour à tour bitumés de frais, bétonnés, pavés de briques patinées par le temps, avec même ça et là quelques bouts de chemin de terre. Alors que je m'attendais à de longues portions d'autoroute déserte, je me suis souvent retrouvé en compagnie de bourlingueurs pleins d'allant. Alors que je m'attendais à un décor décati, j'y ai découvert un

regain d'activité, souvent grâce à des amateurs d'histoire qui se consacrent à la préservation et à la mise en valeur d'un art populaire américain volontiers excentrique.

Ce périple, c'est à califourchon sur une moto vintage que je l'entreprends, une BMW du début des années 1970, que je n'avais plus chevauchée pour une si longue escapade depuis une dizaine d'années. Au fond, une vieille bécane, c'est un peu comme une vieille route : on sait que le voyage ne sera pas un long fleuve tranquille ! L'une et l'autre mettront votre patience à rude épreuve. Mais l'une comme l'autre vous laisseront aussi une ribambelle de jolis souvenirs.

Comme pléthore d'aventures mémorables, celle-ci commence sous de mauvais auspices : il pleut toute la sainte journée. À peu près un quart d'heure après mon départ, tandis que je me trouve encore à Chicago, je marque ainsi une première halte chez Lulu's Hot Dogs. Quand je fais part de mon projet à Don Grieco, un des patrons, il se remémore un périple semblable qu'il avait entrepris pour aller déposer sa fille à la fac à Flagstaff, en Arizona. "Le plus gros du trajet était sur la 66", me précise-t-il, avant de me souhaiter bonne route.

Vingt minutes plus tard, la pluie redouble, et je me réfugie dans un drive-in, le Henry's. Je m'installe sur une des banquettes au son de la radio, qui passe *Big Girls Don't Cry* [tube de l'année 1962 aux États-Unis, signé de The Four Seasons]. À la table d'à côté, Karin et Ewa, deux copines européennes qui, comme moi, se lancent dans un périple vers l'Ouest sous la pluie. Quelques jours plus tard, je les retrouverai à Saint-Louis – la première d'une série de "retrouvailles" qui feront quelque part de ce voyage en solitaire une équipée collective.

Je ne peux pas aller bien loin sans vous parler des "géants". La Route 66 est jalonnée de colosses en fibre de verre que l'on a affublé de l'affectueux sobriquet de "Muffler Men" [littéralement, les "hommes-pots d'échappement"]. Érigées pour la plupart dans les années 1960 et 1970 à des fins publicitaires (dont certaines pour des garages spécialisés justement dans le remplacement de lignes d'échappement), ces statues creuses se sont vu affecter d'autres usages au fil du temps – dont le géant Gemini, qui se dressait autrefois devant le Launching Pad, un *diner* aujourd'hui disparu de Wilmington, dans l'Illinois, avant d'être déplacé dans un jardin public non loin de là. → 44



VOYAGE

43 ← Tandis que j'admire le colosse, mon attention est attirée par un motard tout entier vêtu de noir. L'homme se nomme John Power, un Irlandais qui a pris un vol pour Chicago, a loué une Harley et vient de se lancer, lui aussi, dans un périple sur la 66.

Bientôt, de lourds nuages noirs font leur apparition, et la pluie fine cède la place au déluge. Des tornades se forment çà et là dans les plaines de l'Illinois. Je m'arrête à une pompe à essence, gare ma monture sous l'auvent de la station et me réfugie au rayon snacking en compagnie d'un petit groupe de naufragés de la route comme moi. Il fait nuit quand j'arrive à mon hôtel, et mes bottes sont tellement trempées que les semelles s'en décollent. J'ai parcouru 150 kilomètres. Moins de la moitié de ce que j'avais prévu [pour mon premier jour sur la route].

Au bout d'un jour ou deux sur la 66, vous commencez à avoir des bords de la route l'image d'une longue toile ininterrompue. L'art kitsch y est omniprésent. Une partie à des fins mercantiles, puisque, si une curiosité peut vous inciter à vous arrêter, un habitant du cru pourra peut-être gagner trois sous grâce à vous. Mais, par les temps qui courent, les commerces se font plutôt rares sur la route, et la plupart des œuvres d'art sont avant tout les témoins de l'espièglerie et de la fantaisie de leurs créateurs.

Sur un tronçon rugueux en béton, à quelques kilomètres à l'ouest de Nilwood (200 âmes, dans l'Illinois toujours), quelques empreintes de pattes de dinde sont visibles sur la chaussée, encadrées par de larges traits à la peinture blanche. Il y a un siècle, il a dû prendre fantaisie à une volaille (ou deux) de traverser la route, laissant derrière elle cette série d'empreintes irrégulières. Qu'en dire? Certains s'en amuseront, d'autres non.

D'autres sites sont autrement imposants. Sur l'Old Chain of Rocks Bridge, un pont qui enjambe le Mississippi, je recroise la route de Karin et Ewa, qui en traversent une partie à pied à mes côtés. Comme tant de vieux tronçons de la Route 66, le pont – véritable proue d'ingénierie à l'époque de sa construction, à la fin des années 1920 – est aujourd'hui trop étroit pour la circulation actuelle, mais reste accessible aux cyclistes et aux piétons.

Je mets les gaz dans le Missouri, impatient de refaire mon retard sur mon calendrier. Arrivé dans la ville de Lebanon, je fais halte sous l'auvent d'un motel, le Munger Moss. À la mort des anciens propriétaires, la ville, consciente de sa valeur à l'approche du centenaire, a aidé le nouveau propriétaire à rénover sa vénérable enseigne l'année dernière. À l'occasion du centenaire, diverses aides fédérales, régionales ou associatives ont été allouées aux commerces et aux sites historiques jalonnant l'itinéraire. Mais plus je l'arpente, plus je m'aperçois que sa préservation est avant tout le fait de passionnés qui agissent de leur propre initiative.

Après une nuit réparatrice au Boots Court, un motel de Carthage (Missouri), je fais quelques centaines de mètres à pied vers le sud jusqu'à un *diner*, le Pancake Hut. J'ai lu de bonnes choses sur sa cuisine, mais aussi qu'il posséderait un "orchestre de jazz miniature restauré". Un quoi?

À l'intérieur, je fais la connaissance de Kaylene Cole, dont la mère possède l'établissement depuis 1979. Et c'est là que je le vois, derrière la caisse : un orchestre de jazz miniature animatronique [dont les musiciens s'animent] que la famille avait récupéré il y a de ça des années, dans une gargote du coin ayant baissé le rideau.

Kaylene m'explique qu'ils viennent de le faire restaurer en Californie par un professionnel. "Alexa? Mets-moi une musique de big band", dit-elle en actionnant un interrupteur. Les musiciens de l'orchestre miniature s'animent.

Les gens à leur tour commencent à s'animer. À la frontière entre le Missouri et le Kansas, alors que je m'arrête à interviewer deux cyclistes qui font route vers l'est, j'entends quelqu'un me héler d'un jardin voisin. C'est un certain Jamie Stover, qui me propose de me garer devant chez lui de peur qu'un camion ne me frôle d'un peu trop près.

La nostalgie fait vendre, et la Route 66 exploite ce filon à plein. Ayant commencé à pétarader dans les années d'après-guerre, à l'époque où la classe moyenne alors en plein essor accède aux loisirs et à des automobiles bon marché, la Route 66 parle d'un temps où certains Américains (mais pas tous, loin de là) découvrent une liberté nouvelle et voient s'ouvrir le champ des possibles. Si

ici déserte, une petite voiture se range sur le bas-côté, et en descendent deux sémillantes Barcelonaises : Rosa Cobacho et Anna Vidal.

"J'adore l'Amérique!" me lance Rosa, qui prend la

pose à côté d'un panneau marquant la frontière de l'État. "Et les Américains aussi!" Telles des papillons, elles s'envolent aussi vite qu'elles sont arrivées.

Il est impossible de rendre pleinement compte de la splendeur visuelle de la Route 66 – non seulement le patrimoine bâti qui la borde, mais aussi le paysage qui lui sert de toile de fond, qui se métamorphose peu à peu, les



Le mythique panneau "Fin de la route", sur la jetée de Santa Monica (Californie).



Tabay Atkins accueille les visiteurs venus découvrir le parc national de Petrified Forest (nord-est de l'Arizona).



Devant le Cadillac Ranch, une installation artistique d'Amarillo (Texas), rencontre avec des membres de Black Sabbath, un club de motards.



Garage à l'abandon à McLean (Texas).

certaines curiosités ont été rénovées, beaucoup de visiteurs d'aujourd'hui sont surtout attirés par les ruines.

Les arbres commencent à étouffer la vieille bâtisse en piteux état de ce qui fut jadis une station-service, Kobel's Place, près de Foss, dans l'Oklahoma, la faisant peu à peu sombrer dans l'oubli.

À McLean (Texas), à côté d'un musée qui raconte comment le fil de fer barbelé a métamorphosé l'Ouest américain, je découvre un garage à l'abandon parsemé de carcasses vides de Ford et d'Edsel [sous-marque éphémère du groupe Ford] datant du milieu du siècle dernier. Ni plaque ni explication : la mise en scène vise simplement à évoquer une page révolue de l'histoire américaine. Une toile ondulée solitaire grince sous l'effet du vent, comme toute toile ondulée solitaire qui se respecte.

Le temps d'un bref instant, par une après-midi de plomb, à la frontière texane, ma moto manque de devenir un vestige à son tour : alors que je tente de la démarrer, rien ! Je sors ma trousse à outils et me mets en devoir de rechercher le court-circuit.

Même dans l'adversité, il y a cependant des étincelles de joie. Alors que je m'escrime à démonter les pièces de ma moto les unes après les autres sur le bord de la route



1
Le géant Gemini, à Wilmington (Illinois). Longtemps utilisé pour signaler l'entrée d'un diner, il a été déplacé dans un jardin public.



2
Karin et Ewa, deux Européennes croisées sur l'Old Chain of Rocks Bridge, à Saint-Louis (Missouri).

permis de randonner, et explique aux visiteurs ce qu'est le bois pétrifié, vestige [fossilisé] d'une forêt qui poussait ici voilà plus de 200 millions d'années. Ce parc national, m'apprend-il, est le seul qui soit traversé par un tronçon de la Route 66 historique, matérialisée par une ligne de poteaux télégraphiques.

La journée la plus éprouvante de mon périple s'ouvre sur une matinée riante à Seligman, en Arizona, une ville touristique haute en couleur qui passe pour être le berceau de la renaissance de la 66. Une minute après mon départ, je passe pas loin

Jim, qui m'évoque une sorte d'Obi-Wan Kenobi, passe sept heures à essayer d'identifier le problème avec moi. On ne trouvera finalement pas la panne, mais on mettra au point un plan qui me permettra de gagner Santa Monica et qui consistera à emporter une deuxième batterie que je rechargerai de temps en temps et mettrai à la place de l'autre. Un coup de dés, me dis-je, mais je n'ai pas vraiment d'autre option.

Les heures qui suivent tiennent du calvaire : des kilomètres sous le cagnard dans le désert de Mojave, puis des épingles à cheveu dans les Black Mountains, le tout dans la crainte continue que ma bécane ne me lâche à tout moment. Le pire est devant moi : la traversée d'une zone désertique de basse altitude du Mojave, où les températures tutoient facilement les 40 °C.

Chez Roy's, un motel et café d'Amboy, je me réfugie à l'ombre en compagnie d'une escouade de motards, des Européens pour la plupart, et je fais le plein : le gallon est à 7,99 dollars [soit 1,81 euro le litre, significativement plus cher que la moyenne de la Californie, l'État où l'essence est la plus onéreuse du pays].

La "U.S. Highway 66", nom officiel de la Route 66, a hérité de trois surnoms flatteurs au fil des années : "The Main Street of America" ["la grand-rue de l'Amérique"], popularisé par Cyrus Avery [un investisseur pétrolier (1871-1963)], le premier à en faire la publicité ; "The Will Rogers Highway" ["la route Will-Rogers"], donné après la mort du célèbre comédien originaire de l'Oklahoma, en 1935 ; et "The Mother Road" ["la route mère"], qui est le plus célèbre de ses surnoms, inventé par John Steinbeck dans le roman qui allait lui valoir le prix Pulitzer, *Les Raisins de la colère*.

Et le hasard fait bien les choses puisque, ce 14^e jour, le dernier de mon périple, coïncide avec la fête des Mères. En sortant de mon bungalow en forme de tipi, au motel Wigwam de San Bernardino, en Californie, je fais la connaissance de Debi Pringle, une enseignante qui a plus de quarante ans de métier et qui trace la route avec une vieille copine.

Je prends la direction de Pasadena, puis de Los Angeles, avant d'emmancher le Sunset Boulevard. Grisé par un mélange d'excitation et de soulagement, je me concentre sur ma route, sachant d'expérience (douloureuse) qu'il est aisé

de s'égarer dans la fourmilière des routes californiennes.

C'est enveloppé du doux parfum des fleurs de jacaranda que je remonte le boulevard Santa-Monica, avant de prendre à gauche sur Ocean Avenue. Ma dernière ligne droite.

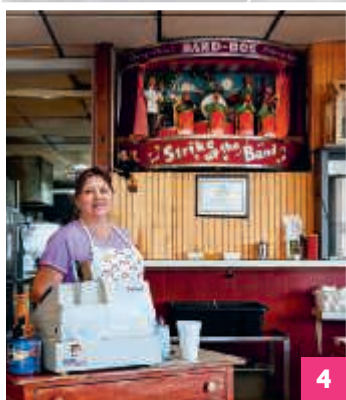
On a souvent du mal à mettre un point final à un périple, à une histoire. Mais il arrive de temps en temps que la bonne personne surgisse au bon moment.

Je suis donc assis sous le panneau "End of the Trail" ["Fin de la route"], sur la jetée de Santa Monica, le casque à la main et la larme à l'œil, quand un voyageur plein d'entrain m'aborde. Son nom, Blake Petersen, horloger de l'Utah - dont la moto se trouve être garée à quelques mètres de la mienne, sur le parking de la plage. Improbable mais vrai, nos calendriers sont à peu près les mêmes, sauf que Blake, lui, est venu sur la jetée pour entamer son périple, vers l'est donc, sur la Route 66.

—**Stephen Hiltner**, publié le 28 juillet
traduit par Jean-Baptiste Bor



3
Le motel Munger Moss, à Lebanon (Missouri), a rénové son enseigne pour les 100 ans de la Route 66.



4
Kaylene Cole pose devant l'orchestre de jazz miniature de son diner, à Carthage (Missouri).

grandes plaines agricoles de l'Est cédant la place à des forêts profondes, des prairies rases et des étendues désertiques, à mesure que je progresse vers l'ouest.

Mais ce sont les gens, davantage que les lieux, qui seront les jalons de ce périple dans mon souvenir. Au Texas et en Arizona, surtout. Devant un magasin AutoZone d'Amarillo [au Texas], alors que je remplace un fusible grillé, je tombe sur un motard nommé "J. J." qui vient d'adopter un petit chien et qui s'est arrêté pour me demander si j'avais besoin d'un coup de main.

Au Cadillac Ranch, installation artistique XXL où dix voitures sont enterrées à la verticale [à Amarillo, toujours], le nez en bas, je rencontre quatre membres des Black Sabbath, un club de motards : Kee-Ya, Bacon, Prospect et Half-Cocked. Me voyant un peu hésitant à l'idée de taguer les voitures (ce qui est pourtant le but de l'installation), Half-Cocked me tend une bombe de peinture rose et m'incite gentiment à réveiller mon côté rebelle.

Dans le parc national de Petrified Forest [dans le nord-est de l'Arizona], j'échange avec Tabay Atkins, stagiaire affecté à l'accueil de la Painted Desert Inn [un ancien hôtel transformé en musée], qui aiguille les clients munis d'un

la collection pléthorique de voitures et de motos de John.

Seulement voilà, une nouvelle panne, à une heure à l'ouest de Seligman, me laisse en rade sous un soleil de plomb. Cette fois, la moto ne donne aucun signe de vie, et je finis par appeler à contrecœur une dépanneuse qui m'amène à Kingman, la ville la plus proche, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest. Après avoir installé une batterie neuve et posté plusieurs appels à l'aide désespérés sur divers forums BMW sur Internet, j'entre en contact avec un certain Jim Bryant, un mécano de la vieille école qui possède un garage à quelque 80 kilomètres au nord. Je m'y rends le lendemain matin sur ma pauvre moto asthmatique.

plein écran.



—The Washington Post,
extraits (Washington)

Michael-Christopher Koji Fox se souvient avoir été tourmenté pendant près d'une semaine par deux simples petits mots : "Final Fantasy".

Certes, cette célèbre série de jeux de rôle l'occupe depuis près de vingt-trois ans. Chargé de la traduction anglaise de la saga depuis son 11^e volet, il dirige à présent l'équipe responsable de la localisation du jeu [c'est-à-dire de sa traduction et de son adaptation] pour le monde anglophone. Mais cette semaine-là était particulière. Il devait trouver comment traduire un moment clé de *Final Fantasy XVI* potentiellement fort maladroit : le moment où le héros, s'exprimant en japonais, prononce dans une phrase le nom du jeu, en anglais dans le texte, tout en réglant son compte au boss final.

"Je voyais bien la gêne, se souvient Fox en riant. Impossible d'imaginer qu'un personnage puisse dire ça tel quel, sincèrement et sérieusement." Il tenait toutefois à conserver le clin d'œil. Avec ses collègues, il a donc passé une semaine à chercher d'autres formulations.

Jamais il n'avait passé autant de temps sur la traduction d'une seule phrase. Leur solution : évoquer le titre du jeu sans totalement briser le quatrième mur [le héros, en fin de compte, se réjouit de mettre un terme au "fantasme ultime" de toute-puissance du boss]. "On ne fait pas de la traduction scientifique, c'est du divertissement reprend Fox, qui vit au Japon depuis trente ans. Mais il ne suffit pas de comprendre les mots, si vous ne faites pas passer le bon message, ce n'est pas une bonne localisation."

La définition de ce qu'est une "bonne" traduction interpelle plus que jamais. Depuis quelques années, Netflix observe que les productions non anglophones représentent



Dans "Final Fantasy", il est le maître des mots

L'Américain Michael-Christopher Koji Fox supervise l'adaptation vers l'anglais de la licence japonaise. Son travail est scruté par des fans de plus en plus férus de culture nippone.

plus d'un tiers des visionnages sur sa plateforme. Certains de ses plus gros succès viennent de Corée du Sud, du Japon, d'Espagne, d'Inde et d'Afrique du Sud.

Autrefois réservée à quelques initiés, l'animation japonaise est devenue un phénomène culturel mondial [et la vague est même arrivée plus tôt en France qu'aux États-Unis]. Selon l'Association of Japanese Animations, le marché de l'anime représentait 3800 milliards de yens [près de 21 milliards d'euros] en 2024, et les audiences internationales dépassent désormais celles du seul Japon.

Longtemps, les fans d'anime en particulier ont débattu des mérites du sous-titrage par rapport au doublage, jugeant

souvent les sous-titres plus fidèles à l'esprit des versions originales. Sur les réseaux sociaux, les polyglottes comparent les différences entre versions, ligne après ligne, et les forums s'enflamment régulièrement sur la question de savoir si telle localisation a changé le sens d'une œuvre en y insérant un mot d'argot, une allusion politique ou toute autre forme de divergence par rapport à l'œuvre originale.

Complexités. Fox ne s'offusque pas de ces dissections linguistiques. Arrivé au Japon à l'âge de 20 ans, il s'est lancé dans des études de japonais après avoir été bercé par des jeux comme *La Légende de Zelda* et toute la série des *Final Fantasy*.

"Je pense qu'il y a toujours eu [ces débats sur la traduction]", explique-t-il. C'est juste qu'avec les réseaux sociaux "tout le monde peut donner son avis".

Il est ouvert au débat, jusqu'à un certain point. Le fait d'avoir différentes interprétations peut pousser les gens à réfléchir à ce que dit réellement une œuvre, explique-t-il, ce qui permet de pousser l'analyse des thèmes et des personnages. Cela ne devient problématique que lorsqu'on réduit l'interprétation à une sorte d'équation mathématique. C'est une façon trop radicale de simplifier les complexités d'une langue et d'une culture, conclut-il. "Les gens ont tendance à s'imaginer [le japonais] comme une langue compliquée, alors qu'en fait ce n'est pas vraiment un problème de complexité. C'est plutôt un type de langue différent, analyse Fox. Il y a des langues qui s'appuient beaucoup, un peu ou pas du tout sur le contexte. L'anglais par exemple repose peu sur le contexte et est très dense en information. Une phrase comporte tout ce que vous avez besoin de savoir [pour la comprendre]."

Le japonais, en revanche, tient compte de la personne qui parle, de sa relation à son interlocuteur et toutes sortes d'autres éléments culturels implicites.

La localisation, notamment pour les jeux vidéo, est désormais un vaste secteur d'activité. Fox supervise la traduction de *Final Fantasy XIV*, un titre qui, depuis sa sortie, en 2013, est devenu un incontournable de la catégorie jeux de rôle et une source de revenus importante

JEUX VIDÉO



← **Michael-Christopher Koji Fox, responsable de la localisation chez l'éditeur Square Enix, en août 2026.**
Photo Maxine Wallace/
The Washington Post/
Getty Images



←← **Scènes du jeu Final Fantasy XVI (2023).** Photo Square
Enix Creative Business
Unit III

↗ **Scènes du jeu Final Fantasy VII Remake (2020).** Photo Square
Enix

pour son éditeur, Square Enix. Une mise à jour importante du jeu peut représenter à elle seule près de 200 000 mots, soit l'équivalent d'un gros roman, tandis qu'une extension complète peut compter jusqu'à 500 000 mots. L'équipe de localisation peut monter à plus de dix personnes à mesure que les dates de livraison des extensions approchent.

Des traductions peuvent être différentes et néanmoins tout aussi défendables. Mais la première version à laquelle un joueur est confronté peut devenir pour lui ou elle la seule version valable, puis alimenter une forme de nostalgie.

Fox cite l'exemple de *Final Fantasy VII* et de sa première version anglaise, sortie en 1997, à une époque où le concept de localisation apparaissait tout juste et où

"Il ne suffit pas de comprendre les mots, il faut aussi faire passer le bon message."

Michael-Christopher Koji Fox

le travail était confié à de petites équipes, voire à une seule personne. Le résultat était charmant mais plein de répliques maladroites, dont toute une génération de joueurs se souvient avec délectation, juste parce que c'est la version de leur enfance. *"Une fois encore, c'est une question d'interprétation, tout dépend de ce qu'on attend d'une traduction et comment ces traductions sont elles-mêmes interprétées,"* note Fox. *"C'est pour cela que l'on peut avoir des opinions aussi différentes et aussi tranchées."*

Parmi les autres grands reproches souvent faits aux traducteurs, il y a leur supposé pouvoir de "censure". En réalité, les traducteurs n'ont tout simplement pas ce pouvoir, explique Fox. Les différences entre les versions régionales

d'un jeu proviennent parfois des créateurs eux-mêmes, ou bien des éditeurs. Elles peuvent aussi être liées aux exigences d'une marque ou à une contrainte administrative. Fox résume : *"C'est facile de montrer du doigt la traduction quand il y a des écarts entre les versions, mais c'est souvent le résultat de toute une série de facteurs invisibles."*

Grande latitude. Lorsqu'un passage est ambigu ou particulièrement délicat, le mieux est généralement de demander à l'auteur ce qu'il voulait dire, poursuit le traducteur.

Pour la localisation de *Final Fantasy XVI*, son équipe et lui ont eu un grand degré de latitude. Il était important pour les scénaristes que le jeu s'inscrive authentiquement dans la lignée de la fantasy médiévale occidentale. Le script original avait été rédigé en japonais, mais, dans leur travail, les traducteurs ont pu tenir compte des acteurs et des questions de rythme dans les dialogues.

Dans la version japonaise, note Fox, il n'est pas rare qu'un personnage parle longuement tandis qu'un autre l'écoute et se contente d'opiner de temps en temps. Or en anglais [comme d'ailleurs en français], la conversation a davantage la forme d'un va-et-vient. Les traducteurs ont donc décidé de fragmenter des monologues pour laisser plus de répliques aux autres personnages et créer un dialogue plus authentique en anglais. Les messages exprimés sont les mêmes, seul le rythme est différent.

Les auteurs japonais conservent néanmoins un droit de veto. La fin de *Final Fantasy XVI* par exemple était ambiguë sur le sort réservé à l'un des personnages, et Fox voulait se montrer plus explicite. Il n'a pas eu gain de cause.

En fin de compte, tout dépend de l'effet recherché sur le public. Quand on traduit une blague japonaise littéralement, chaque mot peut être correct, mais l'esprit et la drôlerie résident dans un contexte culturel précis ou un jeu de mots. Les traducteurs testent parfois leurs versions de plaisanteries entre collègues pour retravailler celles qui restent incompréhensibles ou ne font pas effet.

Pour Fox, ce travail ne relève pas d'une erreur de traduction. On est plus fidèle à la version originale d'une œuvre en reproduisant l'effet qu'elle produit sur le public — en l'occurrence faire rire — qu'en alignant une correspondance de mots entre les langues. *"Vous pouvez avoir traduit chaque mot parfaitement, si le joueur occidental ne rigole pas comme le joueur japonais, en matière de traduction c'est un échec,"* conclut-il. *"Les mots sont importants, bien sûr, mais c'est le message qui compte vraiment."*

— **Gene Park**, publié le 23 août,
traduit par Caroline Lee

Pour prolonger la partie

Ces trois jeux, sortis sur console et PC en cette fin d'été, ont séduit la presse étrangère. Tous emmènent dans des univers de fantasy médiévale.

MORTAL SHELL II

Trop peu de jeux vidéo proposent d'utiliser un instrument de musique comme arme. *Mortal Shell II* (ci-dessous), sorti le 20 août, contribue à y remédier.

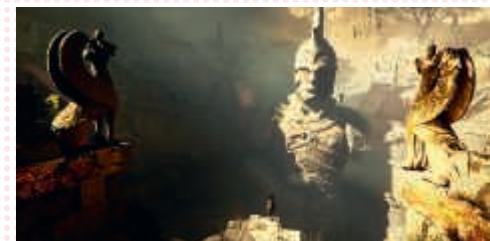
Rock Paper Shotgun a adoré le luth du troubadour : *"Vous pouvez l'utiliser pour lancer des boules de feu et semer la confusion chez vos ennemis. Ou bien vous asseoir, à tout moment, pour gratter un peu et lâcher des mélodies des plus stylées."*



Qu'on ne s'y méprenne pas : malgré ces touches d'humour, l'œuvre du studio américain Cold Symmetry est sombre. Son atmosphère de fantasy gothique, sa violence et ses créatures hallucinées lui valent d'être décrite comme un *"monument heavy metal"* qui fait suite au premier volet, sorti en 2020. Son titre vient d'une mécanique originale, qui a convaincu le site spécialisé britannique : *"L'essentiel de vos compétences vient des enveloppes que vous revêtirez, à la manière d'un parasite s'installant dans une chrysalide."*

RESONANCE. A PLAGUE TALE LEGACY

Dans les méandres des ruines de la civilisation minoenne, est-ce un trésor qui attend Sophia, ou une rencontre fatale avec le Minotaure ? L'héroïne qu'incarne le joueur dans *Resonance. A Plague Tale Legacy* (ci-dessus à droite), sorti le 27 août, a des visions qui la guident jusqu'en Crète. Elle vit au Moyen Âge mais se retrouve parfois projetée, comme en rêve éveillé, dans la lointaine Antiquité.



Les décors méditerranéens inondés de soleil font l'unanimité parmi les critiques. **The Guardian** salue la création du studio bordelais Asobo, et l'arrivée sur l'île avec sa plage paradisiaque et sa végétation verdoyante. *"Certaines des images les plus saisissantes viennent des fresques minoennes : leurs teintes orangées intenses et leurs jaunes éclatants n'ont rien perdu de leur splendide vivacité."*

THE BLOOD OF DAWNWALKER

"Je suis la vie et je suis la mort. Je suis tout ce qui se trouve entre les deux." Dès les premiers instants de son apparition, Brencis fait froid dans le dos. Le grand méchant de *The Blood of Dawnwalker* (ci-dessous) est un vampire et un suzerain des Carpates qui donne son sang à boire à ses sujets. Pour les sauver de la peste (omniprésente en cette année 1347), mais aussi pour s'en nourrir en retour. Le héros, Coen, se rebelle contre cette tyrannie. La presse polonaise spécialisée attendait au tournant le jeu sorti ce 3 septembre et signé du studio Rebel Wolves, installé à Varsovie. Elle n'a pas été déçue. *"C'est un jeu addictif, auquel je ne peux pas arrêter de songer,"* lit-on sur la plateforme **Spider's Web**.

— **Hugo Florent**



l'entretien. 

“À l’Est, on a le sentiment que l’Ouest ressemble à la RDA honnie”

—Hartmut Rosa

—Süddeutsche Zeitung, extraits (Munich)

SÜDDEUTSCHE ZEITUNG : Avant la publication des résultats électoraux de Saxe-Anhalt, l'expert Jörg Schönenborn a déclaré sur la chaîne publique ARD que les électeurs de cette région ne se sentaient pas vraiment liés à un parti et étaient très enclins au vote de protestation. Considérer l'Est comme “autre”, n'est-ce pas déjà un problème ?

HARTMUT ROSA : C'est désormais pratiquement la norme dans l'audiovisuel public, mais aussi dans [les médias de gauche] *Der Spiegel*, *Die Zeit* et même la *Süddeutsche Zeitung*, de parler des “partis démocratiques” en excluant de cette catégorie l'Alternative pour l'Allemagne [AfD, extrême droite] ou l'Alliance Sahra Wagenknecht [BSW, gauche populiste]. Je trouve extrêmement problématique de partir ainsi du principe que l'AfD (et le BSW par la même occasion) n'est pas un parti démocratique. C'est ainsi que commence cet *othering* [“altérisation”, en anglais] dont vous parlez.

Pourquoi est-ce problématique ?

Cela ne reflète pas la conception que les électeurs de l'AfD ont d'eux-mêmes. Ils se disent en faveur de la démocratie, mais estiment qu'ils ne vivent pas dans une démocratie, beaucoup parlent de “démocratie orientée”. Ces gens ont une fois de plus l'impression d'être présentés comme “les autres”, voire “les exclus”.

Vous ne contesteriez pas que l'AfD est un parti démocratique ?

Il faudrait approfondir ce qu'on entend par “démocratique”. Je trouve qu'on simplifie souvent trop. Ce parti est autorisé à participer à des élections démocratiques et est démocratiquement élu. Certes, ses éléments sont “pour partie assurément d'extrême droite” [comme l'a confirmé l'Office de protection de la Constitution allemand] : on le constate, en Saxe-Anhalt justement. Et certains de ses liens et positions sont problématiques. Mais c'est

Comment expliquer la popularité de l'extrême droite dans l'est de l'Allemagne ? Stigmatisation, contrôle étatique, politique de l'émotion et pensée unique... Dans un entretien fleuve avec ce quotidien de gauche, le célèbre sociologue et philosophe Hartmut Rosa analyse les évolutions politiques du laboratoire qu'est la République fédérale. Et en tire des conséquences pour toute l'Europe.

aussi le cas d'autres partis. Pour reprendre les termes [du philosophe allemand Jürgen] Habermas, une démocratie, c'est un peu plus que le pouvoir du peuple. L'AfD n'est pas progressiste et son orientation va à l'encontre de plusieurs valeurs fondamentales, l'égalité des êtres humains par exemple. Mais pour le constater, il faut définir ce qu'est la démocratie, ce qui n'est pas toujours fait.

Comment les électeurs de l'AfD perçoivent-ils la situation ?

Quatre-vingt-quinze pour cent d'entre eux ont le sentiment que la couverture médiatique de leur parti est injuste. Une grande partie du programme et du discours de la CDU, par exemple, ne se différencie qu'à peine de ceux de l'AfD. Les propos [du ministre de l'Intérieur chrétien-démocrate] Alexander Dobrindt à l'égard des migrants ne se distinguent que de façon marginale de ceux des personnalités du parti. Or quand on dresse un pare-feu contre l'AfD, quand on déclare qu'il n'est pas question





← Dessin de Beppe Giacobbe, Italie.

– le climat, le genre, la vaccination, l’Ukraine –, et que si tu ne la partages pas, tu es un nazi. Songez au débat sur la vaccination contre le coronavirus. J’ai récemment discuté avec un chauffeur de taxi qui m’a dit voter AfD en raison de ce qu’il avait vécu pendant la pandémie.

Les gens de l’est de l’Allemagne se soucient-ils vraiment encore de la gestion de la pandémie ?

Ce qui m’intéresse, c’est leur rapport au monde : comment sommes-nous reliés à l’État, à la collectivité ? Je crois que nous pensons tous être entourés d’enveloppes protectrices : la peau en est une, la maison est une, le village en est une troisième, le pays une quatrième, la planète une cinquième. Et elles sont toutes perçues comme précaires.

Du fait de leur histoire, les Allemands de l’Est éprouvent un certain scepticisme à l’égard des autorités étatiques qui prétendent savoir ce qui est juste. Et quand l’État s’est permis de leur transpercer la peau – c’est ainsi que beaucoup l’ont vécu –, cela a presque été un choc physique. Je crois que le débat sur la loi sur le chauffage [visant à développer les énergies renouvelables] qui a agité la campagne des législatives de 2025 s’inscrit dans ce cadre.

Comment ?

“My home is my castle” [“Ma maison, c’est mon château fort”]. Le domicile était aussi une forteresse pour les gens de la RDA, un refuge contre les intrusions et la surveillance de l’État. Voilà que l’État s’attaque à mon refuge ! C’est ainsi qu’ils ont perçu cette loi. C’est pareil à la campagne. Les gens ont le sentiment que tout est précaire : les entreprises s’en vont, les magasins ferment. Et voilà que l’État débarque et nous colle un centre d’hébergement de réfugiés. Voilà comment ils voient les choses : une autorité étatique extérieure s’en prend à leur enveloppe protectrice. Et si tu n’es pas d’accord ou que tu as juste peur, tu te fais traiter d’antidémocrate, voire de nazi.

Cela vaut pour tous les “points de tension” identifiés par le sociologue Steffen Mau : si tu as des doutes concernant les livraisons d’armes à l’Ukraine, tu es un ami de Poutine ; si tu as pitié des Palestiniens, tu es probablement antisémite. À un moment, les gens se disent : “Dans ce cas-là, je suis nazi.” C’est pour cela que je suis sceptique quand on traite constamment les électeurs de l’AfD d’ennemis de la démocratie.

La gestion de la pandémie et la crise migratoire de 2015 constituent-elles en quelque sorte le traumatisme originel pour certains ?

La pandémie n’est plus le thème dominant. Mais elle a mis à fleur de peau, elle a provoqué de la méfiance. Les gens ont de plus en plus le sentiment de devoir se défendre à nouveau contre un État autoritaire. Je le dis clairement une bonne fois pour toutes : j’étais pour la vaccination, je le suis toujours, c’était ce qu’il fallait faire à l’époque. Mais comme on affirmait que c’était “la seule chose à faire” et que ceux qui s’y opposaient étaient des ennemis de la démocratie, des complotistes aux orientations nationales-socialistes, les Allemands de l’Est ont cessé de voir les accusations d’appartenance à l’extrême droite d’un mauvais œil.

La classe politique devrait-elle davantage parler de sentiments que de faits ?

La classe politique doit partir des faits et parler des faits, mais elle doit essayer de comprendre les sentiments. On sait depuis des années que la xénophobie – j’utilise ce terme pour l’instant – est la plus forte là où il y a le moins d’étrangers. C’est exactement pareil avec la criminalité.

de parler avec elle, on provoque dans la conscience des électeurs est-allemands une espèce de schizophrénie qui n’est pas bonne pour le discours politique.

Vous êtes enseignant-chercheur à Iéna et à Erfurt [dans l’est de l’Allemagne]. Constatez-vous et percevez-vous un dénigrement de la population est-allemande à l’Ouest ?

On me demande souvent à l’Ouest si les Allemands de l’Est souhaitent revenir à la RDA. La réponse à cela est très claire : non. Je ne connais personne qui dise souhaiter le retour de la RDA. Je discute avec mon plombier, la coiffeuse, le chauffeur de taxi, et leur inquiétude est unanime : ils ont plutôt le sentiment que l’Ouest est en train de ressembler de plus en plus à la RDA honnie d’antan.

D’où vient ce sentiment ?

Les gens ont l’impression qu’il n’y a qu’une seule opinion officielle, correcte, pour toutes les questions controversées



HARTMUT ROSA

Né en 1965, Hartmut Rosa est un sociologue et philosophe allemand qui “fait partie des personnalités les plus respectées” du pays, selon l’hebdomadaire

Die Zeit. Il dirige actuellement le Max-Weber Kolleg d’Erfurt et est professeur à l’université Friedrich-Schiller, à Iéna. Il a écrit de nombreux ouvrages, dont certains ont été traduits aux éditions La Découverte. Les plus célèbres sont *Accélération* (2013), qui s’intéresse à la temporalité de nos sociétés modernes, *Résonance* (2018), où il étudie notre rapport à nous-mêmes, au monde et à autrui, et *Rendre le monde indisponible* (2020), un ouvrage de réflexion autour de la conquête des ressources et de la crise écologique. Son livre *Situation und Konstellation* paraîtra en français en août 2027, aux éditions La Découverte.

Notre grande mission en tant que population issue plutôt de la gauche libérale, c'est de comprendre la logique de cette position. En général, les gens ne sont pas particulièrement engagés politiquement ou intéressés par la politique, leur vote repose plutôt sur les tripes.

Chez ceux qui sont politisés, j'ai remarqué une différence très intéressante [entre les bords politiques] : ceux qui sont à droite pensent fondamentalement : *"On nous traite injustement, on nous arnaque, on est défavorisés, plumés. On se fait plumer par les Amerloques, par l'Union européenne là-bas à Bruxelles, les migrants ne viennent ici que pour nous dépouiller, le mouvement LGBTQI veut imposer ses intérêts particuliers à nos dépens."*

Et l'autre camp ?

Dans l'autre camp, la gauche à tendance woke, le sentiment de base, c'est : *"Nous commettons des injustices. Nous violons les droits des minorités, des homos, des personnes trans, des Africains, de la nature."* Les gens de gauche ne sont pas nécessairement de meilleures personnes : ils s'affichent comme coupables, mais continuent à vivre tranquillement après. Je ne veux donc pas dire que les uns sont bons et les autres mauvais.

Le problème, c'est que, dans le discours politique, la différence entre "ceux d'en haut" et "ceux d'en bas" s'est transformée en différence entre "ceux du dedans" et "ceux du dehors". Ce ne sont plus *"les ouvriers contre les patrons"*. Il s'agit de protéger *"notre entreprise contre la concurrence coréenne"* ou *"notre identité sexuelle contre les attaques extérieures"*. Jadis les défavorisés étaient surtout les couches prolétaires, mais ce n'est plus aussi simple aujourd'hui.

Même si les ouvriers votent fortement pour l'AfD, on constate que nombre de ceux qui ont voté AfD vont en fait très bien. Ils ne sont en général pas pauvres, n'ont pas nécessairement peur pour leur emploi. Ce qui est important au moment du choix d'un candidat, ce n'est pas nécessairement la question "Où en suis-je ?" mais "Où vais-je ?" Les gens ne se sentent pas bien quand ils sont en haut, mais quand ils se dirigent vers le haut.

Ça a pourtant été longtemps le mantra du Parti social-démocrate allemand (SPD).

Exactement. Nous n'avons pas grand-chose, nous sommes modestes, de petits travailleurs; nous travaillons dur, mais nos enfants auront une vie meilleure : un meilleur système de santé, un meilleur système éducatif, un meilleur système social, plus d'argent, plus de possibilités. C'est ça qui est décisif !

Ce que pensent les électeurs de l'AfD aujourd'hui, c'est : nous avons encore (!) pas mal de choses, nous travaillons dur, mais nos enfants auront la vie plus difficile; tout fout le camp. Le problème du SPD, ou des autres partis de gauche, c'est qu'il a perdu tout sens de l'avenir. Nous n'avons manifestement le choix qu'entre deux apocalypses.

Lesquelles ?

Avant le scrutin [de Saxe-Anhalt], les sociaux-démocrates et les chrétiens-démocrates [qui viennent d'essayer des défaites cuisantes lors de scrutins régionaux, lire p. 7] au pouvoir martelaient : c'est l'escalade contre la Russie; c'est le dernier été de paix, nous devons être aptes à faire la guerre. L'avenir vers lequel nous nous dirigeons, c'est donc la guerre. Ou, comme [le chancelier allemand Friedrich] Merz ne cesse de répéter : nous devons travailler plus dur, nous ne pouvons plus tout nous permettre. Nous avons la crise climatique. Nous allons vers l'abîme. [Le ténor de la droite chrétienne]

**Il me semble important
qu'on puisse voir
les choses autrement
sans se faire traiter
d'incarnation du mal
ni simplement d'imbécile.**

Thomas de Maizière a déclaré très justement : l'AfD est devenu le parti de la bonne humeur.

Maizière a qualifié l'AfD de *"parti de l'espoir"*.

L'AfD est parvenue à faire naître le sentiment qu'elle allait faire quelque chose pour l'avenir. C'est curieux parce que son programme est totalement tourné vers le passé, il est régressif et favorise une nostalgie qui n'a jamais correspondu à une réalité historique.

Je crois que ce programme conduirait à un avenir catastrophique parce qu'il repose sur une conception identitaire du peuple ou de la collectivité, sur l'homogénéité : tout ce qui est différent doit être exclu, celui qui ne pense pas comme moi, qui ne croit pas comme moi, qui ne sent pas comme moi n'y a pas sa place.

Le sociologue allemand Max Weber décrit le responsable politique idéal comme quelqu'un qui agit avec discernement, qui dit : *"Je suis ici, je ne peux pas faire autrement."* Manque-t-on de ce genre de personne aujourd'hui ?

La classe politique est aujourd'hui contrainte en permanence d'agir et de s'exprimer par protocoles et injonctions. Le débat sur le pare-feu [contre l'extrême droite] est une question délicate que ce scrutin a à mon avis rendue pratiquement superflue. La politique vit du changement permanent : à la législature suivante, c'est l'opposition qui gouverne afin que les minorités ne soient pas obligées de prendre les armes, mais aient le sentiment qu'elles constitueront peut-être la majorité aux élections d'après.

Regardez l'Amérique du Sud : tout le continent ou presque oscille entre un camp et l'autre. En Allemagne en revanche, comme dans d'autres pays européens, il n'y a qu'une dynamique : l'AfD (ou tout autre parti d'extrême droite) contre tous les autres. Si on considère les choses avec une logique purement abstraite, l'AfD finira ainsi par arriver au pouvoir.

Quel rôle joue la religion dans tout ça ? Les positions fondamentalistes rencontrent à nouveau un grand écho – et la culture laïque, qui élève pratiquement la science rationnelle au rang de religion, n'y peut pas grand-chose.

Vous avez soulevé là un point important : cette espèce de religion de la science, que nous avons établie, le fait que le mouvement de la gauche libérale, écoémancipatrice, ou quel que soit le nom qu'on lui donne justifie toutes ses positions par l'autorité scientifique, même les questions politiques. Conséquence : ceux qui sont contre une politique donnée doivent remettre la science en question – ce qu'observent effectivement les sociologues. Ce que nous appelons l'antiscientisme repose souvent sur un désaccord qui est en fait politique.

Il me semble important pour tous les camps qu'on puisse voir les choses autrement sans se faire traiter d'incarnation du mal ni simplement d'imbécile. La démocratie ne peut fonctionner que lorsqu'on part du principe qu'il y a des gens qui ont une apparence différente, une façon d'aimer différente, des croyances différentes, une vie différente et qui sont pourtant importants, que je souhaite entendre, que je m'autorise à écouter. Nous avons besoin d'un sens religieux, pas d'une religion dogmatique. Et ce dont nous n'avons vraiment pas besoin, c'est d'une scientisation accrue de la politique. Max Weber le pensait déjà : la science ne saurait nous dire comment nous voulons vivre et quelles valeurs nous voulons suivre.

**—Propos recueillis par Max Florian Kühlem,
publié le 8 septembre, traduit par Isabelle Boudon**



**DANS NOS
ARCHIVES**
courrierinternational.com

Hartmut Rosa : *"Les règles censées nous libérer nous ont emprisonnés"*

Connu pour ses travaux sur la temporalité des sociétés modernes, le célèbre sociologue allemand vient de publier un nouvel ouvrage *Situation und Konstellation* (qui paraîtra en français en août 2027), dans lequel il critique l'importance croissante des normes, des directives et des algorithmes. Au nom du progrès, les règles limitent notre capacité à agir dans un monde incertain, assure-t-il dans un entretien au **Spiegel**. Et génèrent un sentiment d'impuissance aux répercussions politiques majeures.

la soirée EXPAT

PRÉPAREZ VOTRE AVENTURE À L'ÉTRANGER

*Formalités, santé, prévoyance...
Les bonnes pratiques pour votre expatriation*

TABLES RONDES • RENCONTRES • COCKTAIL



LE 15 OCTOBRE 2026 À 19 H
DANS L'AUDITORIUM DU GROUPE LE MONDE
PARIS XIII^e

PHOTO JARED CHULSKI

INSCRIPTION : [SOIREE-EXPAT.COURRIERINTERNATIONAL.COM](https://soiree-expat.courrierinternational.com)



UN ÉVÉNEMENT



AVEC LA COLLABORATION DE



Immigration, Réfugiés
et Citoyenneté Canada



Immigration, Refugees
and Citizenship Canada



Qui a dit qu'on ne trouvait pas de beaux volumes en ville ?

Coffre de 441 L.



ID. Polo 100 % électrique



A 0 g CO₂/km

B

C

D

E

F

G

Modèle présenté : Nouvelle ID.Polo Life Edition avec options. Plus d'informations sur volkswagen.fr

Cycles mixtes gamme Nouvelle ID. Polo WLTP : 13,3-19,2. Rejets de CO₂ (g/km) WLTP : 0 (en phase de roulage). Valeurs au 29/04/2026, susceptibles d'évolution. Plus d'informations auprès de votre Partenaire.

SAS Volkswagen Group France, RCS Soissons 832 277 370.

Pensez à covoiturer #SeDéplacerMoinsPolluer